

UNIVERSITÉ DE DIJON — FACULTÉ DE DROIT

LES CONSEILS DU TRAVAIL EN FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Politiques et Économiques)

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE DIJON

Le Vendredi 9 Juin 1905, à 1 heure 1/2 du soir

PAR

Louis GODINET

Président : M. VIGNES, *professeur-adjoint.*

Suffragants : { M. MOULIN, *professeur.*
 { M. GERMAIN MARTIN, *agrégé.*



DIJON
IMPRIMERIE RÉGIONALE

1905

UNIVERSITÉ DE DIJON — FACULTÉ DE DROIT

LES CONSEILS DU TRAVAIL EN FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Politiques et Économiques)

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE DIJON

Le Vendredi 9 Juin 1905, à 1 heure 1/2 du soir

PAR

Louis GODINET



Président : M. VIGNES, *professeur-adjoint.*

Suffragants : { M. MOULIN, *professeur.*
M. GERMAIN MARTIN, *agréé.*



DIJON

IMPRIMERIE RÉGIONALE

—
1905



Digitized by the Internet Archive
in 2026

A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE

A MA FAMILLE

ERRATA

- Page v, ligne 2. — *Lire* M. Béchaux, *au lieu de* M. Bichaux.
- Page 24, ligne 5. — *Lire* ses sections, *au lieu de* ces sections.
- Page 50 (note 1). — *Lire* Annuaire de législation du travail (belge),
au lieu de Annuaire de la législation du travail de Belgique.
- Page 53 (note 2). — *Lire* Lavoro della, *au lieu de* Lavorodella.
- Page 53 (note 2). — *Lire* tipographia, *au lieu de* typographia.
- Page 70, ligne 25. — *Lire* ont accordées, *au lieu de* a accordées.
- Page 85, ligne 16. — *Lire* par la faculté, *au lieu de* pour la faculté.
- Page 92, ligne 2. — *Lire* loi du 27 décembre 1892, *au lieu de* loi du
29 décembre 1892.
- Page 98, ligne 8. — *Lire* Auditeur au Conseil d'Etat, *au lieu de* Audi-
teur du Conseil d'Etat.
- Page 99, ligne 19. — *Lire* fixe, *au lieu de* fixée.
- Page 123, ligne 29. — *Lire* loi du 21 mars, *au lieu de* loi du 21 avril.
-

BIBLIOGRAPHIE

1^o Documents

Pétition Villard de Janvier 1882. *Ch. doc. parl.*, année 1891, n^o 1799. Annexe 2, page 2942.

Projet Mesureur du 14 Décembre 1891. *Ch. doc. parl.*, n^o 1799, page 2937.

Projet Mesureur du 20 Janvier 1894. *Ch. doc. parl.*, n^o 276, page 65.

Projet Lebon du 8 Juillet 1895. *Ch. doc. parl.*, n^o 1465, page 855.

Proposition Michelin du 7 Novembre 1895. *Ch. doc. parl.*, n^o 1592, page 1451.

Rapport de M. Ch. Ferry, déposé le 23 Mars 1896. *Ch. doc. parl.*, n^o 1862, page 317.

Rapport Millerand sur les Conseils du travail. *Officiel* du 18 Septembre 1900, page 6229.

Décret Millerand du 17 Septembre 1900. *Officiel* du 18 Septembre 1900, page 6231.

Arrêtés du Ministre du Commerce et de l'Industrie créant : cinq Conseils du travail à Paris et des Conseils du travail à Lille, à Lens, à Lyon, à Marseille, 17 Octobre 1900. *Officiel* du 18 Octobre 1900, page 6830.

Décret du 2 Janvier 1901. *Officiel* du 5 Janvier 1901, page 74.

Arrêté du Ministre du Commerce et de l'Industrie du 2 Février 1901, modifiant divers articles de l'arrêté du 17 Septembre 1900. *Officiel* du 2 Février 1901.

Circulaire ministérielle du 25 Février 1901. *Officiel* du 6 Mars 1901.

Projet de loi sur le règlement amiable des différends relatifs aux conditions du travail de MM. Waldeck-Rousseau et Millerand du 15 Novembre 1900. Chambre des députés, *Doc. parl.*, n^o 1937, page 58.

Proposition de loi de MM. Bérenger, Franck-Chauveau, etc., relative à l'institution des Conseils consultatifs du travail, année 1901. *Doc. parl.*, Sénat, n^o 198. *Officiel*, page 269.

IV

Rapport sommaire Gomot du 4 Juin 1901. *Doc. parl.*, n° 224. *Officiel*, page 281.

Rapport de M. Francis Charmes sur la proposition de loi de M. Béranger, déposé le 19 Décembre 1901. *Doc. parl.*, n° 462. *Officiel*, page 452.

Arrêt du Conseil d'Etat du 19 Février 1904. *Recueil des arrêts du Conseil d'Etat*. Rédigé par Panhard, Février 1904, page 131.

2° Livres et Brochures

Paul PIC. — *Traité élémentaire de législation industrielle* (2° édition). Paris, Arthur Rousseau, 1902.

Georges BRY. — *Cours élémentaire de législation industrielle*. Paris, Larose, 1895. Appendice contenant le commentaire des lois concernant le travail industriel. Paris, Larose, 1902.

Fernand PAYEN. — *Une tentative récente d'organisation du travail. Les Conseils du travail et de l'industrie en Belgique*. Rousseau, 1889. (Thèse).

CAHEN. — *La loi et le règlement*. Paris, Février, 1903. (Thèse).

GIBON. — *La paix des ateliers*. Paris, Guillaumin, 1891.

GIBON. — *Les conseils d'usine. Patronage et socialisme*. Paris, Guillaumin, 1895.

Hector DEPASSE. — *Du travail et de ses conditions* (Chambres et Conseils du travail). Paris, Félix Alcan, 1895.

MORISSEAUX. — *Conseils de l'industrie et du travail*. Bruxelles, 1890.

Arthur FONTAINE. — *Les grèves et la conciliation*. Paris, Guillaumin, 1891.

Compte rendu de la cinquième session du Conseil supérieur du travail. Paris, Imprimerie nationale, 1895.

Compte rendu du Conseil supérieur du travail (session 1902). *Apprentissage*, enquêtes et documents. Paris, 1902.

Annuaire de législation du travail (belge). Années 1897, 1899, 1900, 1901.

Bulletin de l'Office du travail. Années 1900, 1901, 1902, 1903.

3° Articles de Revues

L'Economiste français. — Articles de M. Paul Leroy-Beaulieu (n° du 29 Septembre 1900) et de M. Hubert Valleroux (n° du 24 Novembre 1900). — N° du 13 Avril 1901 : Les observations de la

Chambre de commerce de Lyon, relatives au rôle des Conseils du travail en matière d'arbitrage obligatoire.

Revue politique et parlementaire (n° du 10 Mars 1901). Article de M. d'Eichtal. Le projet de loi sur l'arbitrage et les grèves obligatoires, pages 521 à 523. (N° de Décembre 1900), pages 602 à 605, première partie de la Revue des questions ouvrières de M. Léon de Seilhac : Les Conseils du travail.

Le Monde Economique (nos du 27 Octobre 1900 et du 20 Juillet 1901). Articles de M. Paul Beauregard.

Réforme sociale (n° du 1^{er} Novembre 1900). Note insérée dans la Chronique du travail de M. Bichaux.

(N° du 16 Mars 1901). Les Conseils du travail. Article de M. Delcourt-Haillot.

Réforme économique. — Articles de M. Jules Domergue, intitulés : M. Millerand, dictateur (n° du 17 Mars 1901), et : L'illégalité du décret créant les Conseils du travail (n° du 7 Avril 1901).

Questions pratiques de législation ouvrière et d'économie sociale (de Lyon). Année 1900, pages 330 et 400.

— (N° du 20 Janvier 1901). Article de M. Ch. François. Un ministère du travail.

— Année 1901, pages 58, 59 et 326.

— Année 1902, page 267. Projet Bérenger, page 377. Projet de loi sénatorial, page 350, Chambres du travail en Hollande.

Revue pratique de droit industriel, année 1900, pages 282 et 291.

— Année 1901, pages 21, 81 et 161.

Revue socialiste. — Courtes notices documentaires (n° de Novembre 1900), page 604 et (n° de Février 1901), page 225.

Réforme sociale (n° du 16 mai 1901). Grèves, arbitrages et Syndicats : article de M. de Mun.

Nouvelle Revue (n° du 15 Novembre 1900). Article de M. Hector Depasse.

Le Journal des Economistes (n° d'Octobre 1900). Note dans la chronique.

Musée social (n° de Septembre 1901). Notice bibliographique sur les Conseils de l'industrie dans les différents pays, de M. Martin Saint-Léon.

Revue des questions de droit industriel (Novembre 1900). Article de M. Fernand Payen.

La Lanterne (n° du 20 Septembre 1900). Court article de M. René Viviani.

Le Mouvement Socialiste (n° du 15 Décembre 1900). Article de M. G. de Monzie.

La Démocratie chrétienne (n° d'Octobre 1900). Article intitulé :

VI

« Encore un point de notre programme mis en application : création de Conseils du travail ».

La Corporation (n° du 8 Octobre 1900). Article de M. de Marolles.

Revue de la Jeunesse catholique (n° d'Octobre 1901). Article de M. Jean Lerolle.

La Petite République (n° du 10 Octobre 1900). Article de M. Jaurès.

— (N° du 10 Novembre 1900). Discours de M. Millerand, prononcé à Sens le 7 Novembre ; discours de M. Basly.

Revue sociale catholique, de Louvain, (n° du 1^{er} Février 1901). Article de M. V. Brants.

Revue générale d'administration. — Article de M. André Atthalin (n° de Mai 1904), page 42. Observations sur l'arrêt du Conseil d'Etat du 17 Février 1904.

INTRODUCTION ⁽¹⁾

Une des graves questions sociales qui préoccupent aujourd'hui l'opinion publique, c'est celle de trouver un moyen, une méthode, destinés à rapprocher patrons et ouvriers pour l'étude de leurs intérêts communs, et à faire cesser, par l'aplanissement des conflits, l'état de lutte qui divise si profondément la classe patronale et la classe ouvrière.

Avant d'aborder cette importante question, il convient auparavant de rechercher quelle est l'origine, la cause de cet état de lutte qui s'étend et s'accroît de jour en jour.

Tant que la petite industrie a seule régné dans le monde, la bonne harmonie existait dans l'atelier.

(1) Avant d'aborder cette étude, nous tenons à adresser nos remerciements, pour l'excellent accueil qu'ils ont bien voulu faire à nos demandes de renseignements, à MM. Vignes, professeur adjoint à la Faculté de droit de Dijon ; Barrat, enquêteur à l'Office du Travail ; Martin Saint-Léon, bibliothécaire du Musée Social ; Murri, ancien secrétaire des Conseils du travail de Paris ; Bonnel, ancien président de la 1^{re} Section du 3^e Conseil du travail de Paris. Les renseignements que ces Messieurs ont eu l'obligeance de nous fournir, nous ont été d'autant plus utiles, que la question des Conseils du travail est encore toute récente, et qu'aucun ouvrage d'ensemble n'a été fait en France sur ce sujet.

Grâce à la vie quasi-commune qu'elle établissait entre patrons et ouvriers, ceux-ci se trouvaient dans des termes plus familiers et plus cordiaux que de nos jours. Les différends collectifs ne se produisaient guère. La concurrence était limitée comme les échanges et par suite la production était relativement constante. Pas de chômages imprévus, peu de crises ; donc, point de causes de dissentiments graves.

Mais, aujourd'hui, sous le régime de la grande industrie, il n'en est plus ainsi. Si, au point de vue matériel, l'ouvrier a bénéficié presque partout de la hausse des salaires et de la diminution de prix qu'a amené la grande industrie ; au point de vue moral, au contraire, il semble avoir tout perdu. L'ouvrier moderne nous apparaît comme un instrument, un rouage. Jadis, l'ouvrier vivait à côté de son patron, partageait ses joies et ses peines au sein de l'atelier ; aujourd'hui, le patron perd tout contact avec lui, n'habite même plus dans l'agglomération ouvrière. Ceci s'aggrave encore quand l'ouvrier est occupé par une société anonyme. « Que devient l'ouvrier dans ces puissantes compagnies, s'écrie M. Gibon ? (1) Il n'est plus lié à son chef..., il ne le connaît plus, il n'a avec l'administration aucun contact : il est isolé..., si considérable que puisse être la situation des agents supérieurs des compagnies, ils sont des agents, ils ne peuvent avoir l'autorité morale et effective de l'ancien patron ».

(1) GIBON. *La paix des ateliers*, page 9. Paris, Guillaumin, 1891.

L'ouvrier sous ce nouveau régime a ressenti vivement l'amointrissement de sa personnalité, et d'autant plus vivement qu'il acquérait en droits politiques ce qu'il perdait en situation sociale.

Qu'en est-il résulté ? C'est que les ouvriers en sont arrivés à considérer leurs patrons comme des ennemis, qui n'ont d'autre but que de tirer le plus de profits possibles de leur travail. Ils ont compris qu'ils ne pouvaient rester dans l'isolement pour lutter contre le maître tout puissant, ils ont songé alors à l'association des salariés. De là un antagonisme permanent, des conflits douloureux pour tous, des grèves terribles qui amènent la misère dans les milieux ouvriers et souvent la ruine chez les patrons.

Ces grèves ont été trop longtemps l'argument suprême de ces luttes; elles entraînent avec elles trop de maux, elles augmentent encore l'antagonisme qui sépare les employeurs et les employés; aussi est-il de toute nécessité d'y remédier.

Mais comment y remédier ? On a proposé bien des systèmes pour cela. Leur marque commune à tous, ainsi que le fait observer M. Payen (1), c'est de vouloir mettre fin à l'asservissement de l'ouvrier, source principale de toutes ces guerres : « c'est sa liberté professionnelle, son initiative, les côtés intelligents de son activité qu'il faut chercher à

(1) Fernand PAYEN. *Les Conseils de l'industrie et du travail en Belgique*, page 4. Paris 1889, Arthur Rousseau, éditeur.

développer, afin de diminuer la distance qui, à ce point de vue, bien plus encore qu'au point de vue matériel, le sépare des patrons et de tous les « bourgeois » ».

A la cause surtout morale du mal, il faut opposer un remède moral. « La question sociale est avant tout une question d'égards, s'écrie M. de Mun (1). L'ouvrier français veut être traité en homme intelligent et compétent, capable de donner son avis, digne d'être écouté. Beaucoup de malentendus, qui troublent l'harmonie des maîtres et des ouvriers, qui sèment la méfiance et finissent par engendrer la haine disparaîtraient, si tout le monde était convaincu de cette vérité. Une longue pratique des œuvres sociales a formé à cet égard mon opinion ».

Parmi les remèdes proposés, les uns, que nous ne pouvons admettre et dont nous ne nous occuperons pas, tendent comme le collectivisme ou les coopératives de production, à supprimer le salariat comme incompatible avec l'égalité et la liberté des travailleurs. Ils tendent à placer sous l'autorité de la loi toutes les relations du travail humain, la distribution des salaires et des produits, les contrats privés, à donner au gouvernement le droit de fixer les tarifs du marché, de s'arroger la maîtrise de l'agriculture, de l'industrie et du commerce; ils en arrivent à ne rien laisser de la vie sociale, familiale, individuelle,

(1) DE MUN. Grèves, arbitrages et syndicats. *Réforme Sociale*, 16 mai 1901.

sous le rapport économique, qui ne soit confondu dans le domaine de l'Etat.

D'autres, tout en conservant le régime du salariat, nous apparaissent comme suffisamment efficaces pour éviter bien des grèves. Ces remèdes supposent tantôt l'action des ouvriers seuls, comme les syndicats, tantôt l'intervention des patrons, comme le patronage. D'autres enfin supposent, pour apaiser les conflits et régler les différends industriels, le concours des employeurs et des employés : ce sont de ces derniers que nous allons nous occuper.

Les patrons d'abord peuvent eux-mêmes, de leur propre initiative, apporter ces remèdes, en demandant aux ouvriers leur concours pour établir au sein de l'usine l'entente et la concorde par des discussions amicales et loyales. C'est à eux, en effet, qu'incombe le soin d'instituer dans leurs usines de petits conseils, où ils pourront, en compagnie des délégués de leurs ouvriers, examiner librement, au fur et à mesure des incidents, leurs intérêts professionnels réciproques.

Des efforts ont été faits en ce sens dans tous les pays industriels par certains patrons éclairés, qui ont compris que c'était l'absence de tout contact entre l'élément patronal et ouvrier, qui était la cause principale de l'état de lutte actuel. Partout, on a eu le sentiment profond de la nécessité d'un rapprochement indispensable des partis en lutte.

L'Angleterre, la première, nous en a donné l'exemple. Ses chefs d'industrie et de commerce,

avec le concours des grandes associations ouvrières, ont fondé des conseils permanents de métier, et même des conseils larges et complexes, divisés en sections, et embrassant toutes les parties d'une vaste industrie d'un district, d'une province. « Les patrons ont presque toujours pris les devants, écrit M. Hector Depasse (1), ils ont proposé et organisé les premiers cette libre juridiction, qui va jusqu'à l'amende et jusqu'à la coercition pour obliger les membres rebelles à respecter les décrets de cette petite République économique qui se gouverne par ses propres lois. Ils ont pu vivre et travailler ainsi pendant des périodes de cinq, de dix, de vingt ans, à l'abri des révolutions intérieures, qui sont les grèves. Puis des accidents, des conflits surviennent, plus forts que toutes les règles les mieux établies, et le conseil du travail est dissous, la juridiction est brisée et renversée... C'est une période d'anarchie, où ne subsiste que la loi du plus fort. Mais on reforme d'autres conseils et d'autres juridictions, quand on est las de ne vivre qu'au hasard. On rétablit sur de nouvelles bases la constitution de la fabrique et du travail, et de nouveau s'ouvre une période de paix et d'espérance; les ouvriers et les patrons retrouvent toute l'activité heureuse de leurs facultés ».

Nous ne pouvons parler de cette institution anglaise sans citer l'exemple le plus célèbre, les

(1) Hector DEPASSE. *Du travail et de ses conditions*, page 161. Félix Alcan, éditeur, 1895.

Conseils, créés en 1860 à Nottingham par MM. Mundella et Kettlé. L'état de grève dans ces contrées, entre les ouvriers et leurs chefs, datait du commencement du siècle dernier ; son caractère était permanent, les deux camps étaient des ennemis irréconciliables. Les pouvoirs publics, saisis de la situation, avaient décidé le Parlement à tenter la constitution de conseils équitables de conciliation, mais leur action fut nulle à l'égard des grèves. C'est alors que M. Mundella, en dehors de toute loi et par son initiative absolument personnelle, au moment le plus aigu de la lutte de Nottingham, établissait des conseils composés d'un nombre égal de patrons et d'ouvriers, élus par leurs pairs dans le but spécial de fixer à l'amiable le taux des salaires et aussi de juger toutes les questions qui pourraient lui être soumises du consentement commun des patrons et des ouvriers. Le Conseil ne devait entrer en fonction qu'après avoir fait étudier le différend par un comité qui avait pour mission d'ouvrir toutes les voies de conciliation ; en cas d'échec, il devait rendre un jugement qui était sans appel, mais la sanction n'avait d'autre vue que celle que pouvait lui donner l'opinion publique.

L'application de ces règles a mis la paix dans ce foyer de lutte. Aujourd'hui, ces Conseils existent presque partout en Angleterre, ils fonctionnent pour toutes les industries et évitent les deux tiers des grèves. C'est là un résultat précieux qui témoigne de la puissance de l'action individuelle.

En Belgique, nous trouvons aussi un exemple topique de ces institutions, ce sont les Chambres d'explication des Charbonnages de Mariémont et de Bascoup, créées par M. Weiler (1). Ces Chambres, dans l'esprit de leur auteur, ont surtout pour mission de prévenir les difficultés qui peuvent surgir. C'est pourquoi dans leurs réunions, les délégués des patrons et des ouvriers étudient toutes les réclamations des ouvriers, tout ce qui touche au salaire, les règlements, les pénalités, le contrôle du travail. C'est au sein de ces Chambres d'explication qu'on échange les raisons, les observations, aussi l'ouvrier a-t-il toujours une réponse motivée à sa réclamation et c'est là un puissant élément de paix. Les résultats de cette institution ont été des plus heureux ; depuis 1888, il n'y a pas eu de grèves dans les Charbonnages de Mariémont et de Bascoup.

« Que demain tous les chefs d'industrie fassent cela ou quelque chose d'analogue, écrit M. Payen (2), qu'ils se résolvent à donner à leur autorité des formes moins absolues ; qu'ils traitent leurs ouvriers en hommes, en hommes intelligents, en hommes compétents, aptes à discuter, à donner leur avis, non pas certes sur les achats nécessaires ou l'échéance prochaine (le bon sens dit assez à l'ouvrier que ce n'est pas son affaire), mais sur l'organisation inté-

(1) Nous reviendrons plus loin sur cette importante institution quand nous parlerons des Conseils de l'industrie et du travail belges.

(2) Fernand PAYEN, *op. cit.*, page 8.

rieure de l'usine, sur les conditions du travail, le choix des contremaîtres, les pénalités, etc... Qu'ils fassent cela et la question sociale qui n'est pas, il faut le répéter, la question de la misère, se trouverait, nous en avons la conviction, plus d'à moitié résolue ».

Mais, jusqu'ici, la grande majorité des patrons s'est montrée hostile à de pareilles mœurs, et cela, comme le dit M. Payen (1), parce qu'il est difficile « de faire pénétrer chez ceux-ci de telles idées si dures pour l'humaine vanité, si contraire aux traditions et à nos mœurs, si difficiles à mettre en pratique ». L'exemple de M. Weiler n'a pas été suivi, même en Belgique. Les patrons sont restés inactifs en présence de l'état de lutte du capital et du travail. Sauf quelques rares exceptions, ils n'ont pas cherché les moyens efficaces d'opérer un rapprochement. Il est même arrivé que des ouvriers ont proposé à leurs patrons de créer de semblables institutions, que ceux-ci n'ont pu se résoudre à quitter leur système de l'inaction, alléguant les plus frivoles excuses.

Nous en trouvons un exemple en France dans les mines du Pas-de-Calais (2). Après la longue et pénible grève de 1893, un Congrès ouvrier, réuni à Sin-le-Noble, proposa de créer des Conseils du travail, « qui devraient examiner librement et ami-

(1) Fernand PAYEN, *op. cit.*, page 9.

(2) Hector DEPASSE, *Du travail et de ses conditions*, page 226. Félix Alcan, 1895, Paris.

calement, au fur et à mesure des incidents, les intérêts professionnels de la grande famille industrielle. Ils répudiaient tout esprit de violence et d'intolérance; ils voulaient arriver à plus de justice, par la persuasion et la raison, sous l'égide de l'opinion publique ».

Mais, jusqu'à ce jour, les Compagnies houillères sont restées dans l'inaction et n'ont rien fait pour créer ces Conseils réclamés par leurs ouvriers.

Les typographes de Lille ont fait la même démarche que les houilleurs des mines du Pas-de-Calais; eux aussi ont proposé à leurs patrons d'organiser d'un commun accord des Conseils du travail. Les maîtres imprimeurs ont refusé de créer ces Conseils sous des prétextes des plus futiles. « Le préjugé de la classe, écrit M. Depasse (1), y apparaît seul dans sa nudité, qui n'est pas belle à voir, et seul, il a dicté une réponse sur laquelle il vaut mieux jeter le voile de l'oubli ».

En présence de cette inaction de la part des patrons, c'est aux pouvoirs publics, au législateur qu'il appartient de prendre les mesures nécessaires que réclame cette situation vraiment mauvaise dans laquelle à l'heure actuelle se trouve l'industrie et le commerce.

Certains législateurs étrangers et notamment ceux de Belgique et de Hollande nous ont donné l'exemple. Ainsi, la loi belge du 16 août 1887 (2) a

(1) Hector DEPASSE, *op. cit.*, page 231.

(2) Loi belge du 16 août 1887. Voir Fernand PAYEN, *op. cit.*, page 199.

institué des Conseils de l'industrie et du travail dans toute localité où l'utilité en est constatée, afin de faciliter le rapprochement entre patrons et ouvriers. De même, la loi néerlandaise du 2 mai 1897 (1) a créé des Chambres de travail analogues aux Conseils belges et dont le but est le même (2).

En France, les Conseils du travail furent créés par le décret du 17 septembre 1900 (3), amendé sur certains points par celui du 2 janvier 1901 (4) ; mais depuis une vingtaine d'années, de nombreux projets avaient été élaborés. L'étude de ces divers projets fera l'objet de notre premier Chapitre ;

Dans un Chapitre II, nous passerons successivement en revue les diverses institutions étrangères analogues à nos Conseils du travail, et dont l'auteur des décrets s'est inspiré ;

Puis, dans le Chapitre III, nous examinerons comment sont organisés et comment fonctionnent les Conseils du travail ;

L'étude des diverses attributions de ces Conseils fera l'objet de notre Chapitre IV ;

(1) Loi néerlandaise du 2 mai 1897. *Annuaire de législation du travail* (belge). Année 1897, pages 279 et suivantes.

(2) Nous reviendrons plus loin sur ces deux institutions lorsque nous examinerons avec plus de détails les diverses législations étrangères analogues aux Conseils du travail français.

(3) Décret Millerand du 17 septembre 1900. *Journal Officiel* du 18 septembre 1900, page 6231, ou *Annuaire de législation du travail de Belgique*, année 1900, page 536.

(4) Décret Millerand du 2 janvier 1901. *Journal Officiel* du 5 janvier 1901, page 74, ou *Annuaire de législation du travail de Belgique*, année 1901, page 73.

Notre Chapitre V sera consacré à l'examen des critiques qui ont été adressées aux Conseils du travail, tant au point de vue de leur organisation et de leur fonctionnement, qu'au point de vue de la légalité des décrets qui les ont constitués ; c'est là aussi que nous étudierons le projet de loi de M. Bérenger sur ces Conseils ;

Enfin, nous indiquerons, dans un Chapitre VI, quels ont été les résultats pratiques de cette nouvelle institution, au point de vue de son fonctionnement et de ses attributions ;

Nous terminerons cette étude en indiquant l'état actuel de ces Conseils, et les améliorations que le législateur pourrait, à notre avis, apporter à cette institution.

CHAPITRE PREMIER

Les Origines

L'idée de la création des Conseils du travail remonte à une pétition qu'ont adressée, au mois de janvier 1882, à la Chambre des Députés, MM. Th. Villard, J. Cusset et le docteur Thulié et qui fut déposée sur le bureau par M. de Hérédia et rapportée par M. de Cayrade, maire de Decazeville, alors député de l'Aveyron (1).

Les auteurs de cette pétition indiquaient au législateur les grandes lacunes de notre législation à l'égard des ouvriers : « D'abord l'absence d'organes destinés à représenter les intérêts du travail ; alors que tous les intérêts similaires en France sont groupés et représentés, seuls, ceux du travail ne le sont pas. En outre, les Chambres de commerce, des arts et manufactures, d'agriculture, sont insuffisantes. Les premières, en effet, ne s'occupent du travail que pour rechercher le meilleur moyen d'en utiliser le

(1) Pétition Villard de janvier 1882. *Ch. doc. parl.*, année 1891, n° 1799, annexe 2, page 2942.

résultat. Les secondes n'ont été créées que pour contribuer à l'accroissement et à la prospérité de l'industrie nationale en leur imprimant une direction éclairée. Quant aux Chambres consultatives d'agriculture, elles représentent plus la propriété que le travail et sont étrangères en tous cas au travail industriel. Enfin, les Conseils de Prud'hommes, la seule de ces institutions où les ouvriers soient directement appelés à siéger, bien que la prépondérance reste aux patrons, n'ont qu'une juridiction purement contentieuse et des attributions restreintes ».

De plus, les pétitionnaires réclamaient que les ouvriers fussent représentés en plus grand nombre au Parlement, afin de pouvoir faire entendre leurs revendications au législateur, les congrès ouvriers étant insuffisants. « Ce qui manque à la population des travailleurs, agglomérée dans les grands centres, c'est une représentation régulière, légale et permanente, accréditée auprès des pouvoirs publics, c'est un corps délibérant et doué d'initiative, autorisé par ses origines, essentiellement électives et ouvrières, à parler au nom des ouvriers et investi par la loi même de son institution d'un mandat officiel nettement déterminé auprès du législateur et de l'autorité administrative ».

Aussi, d'après leur projet de loi, les Chambres de travail devaient être purement ouvrières, composées de tous les représentants de tous les ouvriers. Elles auraient pu correspondre directement avec le Ministre du Commerce, émettre des vœux, répondre

aux consultations demandées par le Gouvernement sur toutes les questions économiques qui intéressent l'industrie et le travail ; donner leur avis sur les projets de loi et sur les décrets concernant les questions ouvrières. En outre, ces Chambres devaient avoir la personnalité complète et auraient pu par suite acquérir meubles et immeubles.

Ce projet de loi, soumis et rapporté à la Chambre des députés par M. de Cayrade, ne fut pas accepté.

Un peu plus tard, en 1894, M. Mesureur déposa, à la Chambre des députés, un projet de loi portant création de Conseils du travail « pour prévenir, concilier ou arbitrer les différends entre patrons et ouvriers ou employés » (1).

Ce projet de loi avait été déposé une première fois par son auteur, le 14 décembre 1891 (2), et avait été renvoyé à la Commission d'arbitrage et finalement rejeté.

En 1894, ce projet fut soumis au Conseil supérieur du travail qui nomma une Commission permanente pour l'examiner, en même temps que celui de M. Many et pour proposer un texte (3).

(1) Projet Mesureur du 20 janvier 1894. *Ch. doc. parl.*, n° 276. *Officiel*, page 65.

(2) Projet Mesureur du 14 décembre 1891. *Ch. doc. parl.*, n° 1799. *Officiel*, page 2937.

(3) Cette commission était composée de MM. Challemel-Lacour, Jules Simon, Léon Say, Mesureur, vice-présidents ; Appert, Champoudry, Colson, Delaunay-Belleville, Denis Poullot, Hector Depasse, Derville, Constant Deville, Gibault, Guillaïn, Heurteau, Huet, Cl. Janin, Keüfer, Labeyrie, Lamendin, Lyon-Caen, Moron, C. Nicolas, Portailier, Tolain, Saincère et Villard, membres.

Un avant-projet, inspiré de ces deux propositions, fut élaboré au sein de la Commission permanente et présenté en son nom, dans un rapport par M. Hector Depasse devant le Conseil supérieur du travail (1).

Cet avant-projet, qui avait été adopté par la Commission toute entière, moins une voix, comprenait quatre titres :

- I. Des Chambres du travail;
- II. De la procédure de conciliation et d'arbitrage;
- III. Dispositions diverses;
- IV. Des Conseils du travail.

Le titre premier reconnaissait au Gouvernement le droit de créer partout où il le jugerait à propos, soit de sa propre initiative, soit à la demande des intéressés, des Chambres du travail. La France aurait été divisée en un certain nombre de circonscriptions ayant chacune un Conseil régional du travail.

Ces Chambres du travail auraient eu une double mission : celle d'abord de donner des avis ou d'émettre des vœux sur toutes les questions du travail; ensuite, celle de prévenir les différends entre patrons et ouvriers ou d'en faciliter la solution.

Chaque Chambre aurait été divisée en sections et aurait pu comprendre un nombre indéterminé de professions différentes. Chaque section, composée en

(1) Compte rendu de la cinquième session (mars 1895) du Conseil supérieur du travail. Rapport de M. Hector Depasse. Paris, Imprimerie Nationale.

nombre égal de patrons et d'ouvriers ou employés, n'aurait pas eu moins de six membres et plus de douze.

Les délégués ouvriers ou employés devaient être élus par des électeurs ouvriers ou employés, et les délégués patrons par les électeurs patrons, réunis dans deux assemblées distinctes, présidées par le maire ou un adjoint.

On prévoyait deux catégories d'électeurs : « 1^o tous les citoyens inscrits sur les listes électorales politiques; 2^o les femmes françaises majeures ayant l'exercice de leurs droits civils, non frappées de condamnation entraînant la perte des droits politiques, et résidant dans la commune depuis six mois au moins ».

Les uns et les autres devaient avoir la même profession et l'exercer effectivement depuis deux ans au moins. Pour être éligible, il suffisait d'être électeur de la section et avoir 25 ans accomplis.

Les membres des sections devaient être nommés pour trois ans et renouvelés par tiers tous les ans. Ils devaient se réunir au moins une fois par trimestre à la mairie de la commune du siège de la section, et chaque fois qu'ils étaient saisis d'un différend ou sur la demande de la moitié d'entre eux.

Chaque section devait avoir un président et un secrétaire qui devaient être choisis, l'un chez les patrons et l'autre chez les ouvriers, de telle sorte que, si le président était un patron, le secrétaire devait être un ouvrier et inversement; en ayant soin

chaque année de changer les rôles : la catégorie qui avait eu le président devait avoir le secrétaire l'année suivante et *vice versa*.

Le Ministre aurait eu le pouvoir de réunir la Chambre du travail toute entière, ou une de ces sections ou plusieurs sections appartenant à des Chambres différentes, s'il désirait s'éclairer sur des questions de travail. Il aurait eu également le droit de dissoudre toute Chambre du travail, ou toute section qui serait sortie de ses attributions.

Le titre deuxième de l'avant-projet concernait la procédure de conciliation et d'arbitrage. En cas de différend collectif entre patrons et ouvriers ou employés, celui-ci pouvait être porté devant la section de la profession, soit d'un commun accord, soit par une seule des parties intéressées. Dans l'esprit de la Commission, ce recours à la conciliation et à l'arbitrage n'aurait donc jamais pu être obligatoire, et aurait laissé subsister le recours à la loi de 1892 si les parties le préféraient.

Quand la section n'était saisie que par une seule partie, son président devait notifier cette demande à la partie adverse dans les vingt-quatre heures et si les intéressés n'avaient pas fait connaître leur réponse trois jours après la notification, leur silence devait être considéré pour une acceptation. Si les deux parties admettaient le principe de la conciliation, elles désignaient les membres qui devaient former le Comité de conciliation ; à défaut de cette désignation, c'était la section qui les choisissait en ayant soin de

ne prendre pour chacune des parties, patrons et ouvriers, plus de cinq membres. Une fois constitué, le Comité de conciliation devait rechercher le moyen de concilier les parties : en cas d'accord, les conditions devaient être consignées dans un procès-verbal. Si un accord ne pouvait s'établir, le Comité devait inviter les parties à recourir à l'arbitrage; et en cas d'acceptation de l'arbitrage, les parties désignaient soit chacune un arbitre, soit un arbitre commun. Aucune condition n'était exigée pour le choix des arbitres.

Si l'arbitrage ne réussissait pas, l'échec devait être constaté dans un procès-verbal. Mais, en cas de réussite, l'arbitrage emportait sa sanction. « Les procès-verbaux devaient faire foi devant les juridictions compétentes des termes de la convention acceptée par les parties, c'est-à-dire qu'ils devaient avoir la valeur probante d'un acte authentique ».

Le titre troisième de l'avant-projet contenait diverses dispositions concernant d'abord le local des Chambres du travail, qui devait être fourni par la mairie, ensuite les dépenses du secrétariat, les indemnités à allouer à leurs membres pour les assemblées plénières qui devaient être fixées par le préfet et portées au budget départemental.

Un règlement d'administration publique aurait déterminé les conditions d'exécution de la présente loi.

Quant au titre quatrième, il était relatif aux Conseils du travail. M. Hector Depasse, en opposition en

cela avec la Commission, aurait désiré voir ce titre placé en tête de la loi et non pas à la fin, et cela pour deux motifs : « d'abord, parce que les Conseils mixtes de patrons et ouvriers devaient, pour exister et prospérer, avoir la garantie légale » ; ensuite, parce que ces Conseils devaient avoir « des effets moraux et sociaux extrêmement précieux ».

« Les Conseils du travail, disait le distingué rapporteur, se prêtent à toutes les formes, à toutes les expériences ; leur diversité est aussi grande que la diversité même de l'industrie et du génie humain. Dans un pays industriel, minier, agricole, comme est la France, les Conseils du travail peuvent s'adapter à toutes les situations ; ils suppléeraient à l'insuffisance, à l'imperfection de presque toutes ces lois du travail que nous faisons avec tant de peine et à tâtons ».

D'après le titre quatrième, des Conseils mixtes pouvaient être organisés par les patrons et ouvriers ou employés des deux sexes, appartenant à un même établissement ou à une même profession : d'abord, pour examiner entre eux toutes les questions du travail qui les intéressent et, ensuite, pour constituer des comités de conciliation et d'arbitrage en cas de différend.

« Les syndicats professionnels, patronaux, ouvriers ou mixtes devaient avoir également la faculté de créer pour une profession déterminée des Conseils mixtes du travail, ainsi que des Comités de consultation et d'arbitrage ».

Ces Conseils du travail auraient eu un mode de fonctionnement qui n'aurait été soumis à aucune condition. Si ces Conseils avaient fait la déclaration de leurs constitutions, ils pouvaient bénéficier des mêmes avantages que les Chambres du travail. Ainsi, les procès-verbaux des Comités de conciliation et d'arbitrage, constitués par les Conseils du travail, auraient eu la même valeur juridique que les procès-verbaux des mêmes comités constitués par les Chambres du travail.

Ces Conseils du travail ainsi compris n'auraient été, en somme, que des Conseils d'usine institués au gré des patrons et des ouvriers partout où ils l'auraient jugé utile ; tandis que les Chambres du travail auraient été des institutions analogues à nos Conseils du travail actuels, que le Gouvernement aurait établi dans toutes les régions industrielles, où elles auraient pu rendre des services.

Tel était dans ses grandes lignes, l'avant-projet élaboré par la Commission, et qui fut soumis aux assemblées générales du Conseil supérieur du travail des 25, 26, 27 et 29 mars 1895.

Cet avant-projet fut, durant la discussion, l'objet de vives critiques de la part de M. Jules Roche. Tout d'abord, il fit remarquer que la proposition de loi qu'on soumettait au Conseil supérieur du travail n'en était pas une : « Qu'est-ce qu'une loi, a-t-il dit, qui se vante elle-même de ne rien demander, de ne rien interdire, de ne rien ordonner ? En général, une loi est l'expression de la volonté, de la puis-

sance publique, et, par conséquent, elle ordonne ou elle défend : celle qui nous est soumise n'ordonne, ni ne défend... Je n'aperçois pas très bien philosophiquement, l'intérêt d'une loi en pareil cas... Je crois qu'ici il y a matière à l'initiative des Ministres, des simples particuliers et des publicistes ».

Cette organisation, d'après lui, aurait d'abord pour résultat de créer à Paris un Parlement du travail, siégeant à côté du Parlement politique et d'en faire, en quelque sorte par son mode d'élection, un tribunal souverain pour trancher les conflits entre patrons et ouvriers. De plus, ces Chambres du travail constituées à peu près par le même procédé que les Conseils de Prud'hommes, n'aboutiraient comme eux qu'à rendre les conflits plus aigus, par suite de leurs mandats impératifs. « Les artisans de grève trouveraient là un moyen d'action puissant pour développer l'esprit d'hostilité ; la lutte du travail et du capital qui a lieu entre les individus deviendrait collective ».

M. Mesureur répondit à ces diverses objections. Il fit remarquer d'abord qu'il n'y avait pas plus de danger à introduire le parlementarisme dans les questions du travail, qu'il n'y en avait d'organiser de la même façon les pouvoirs communaux : « 36.000 conseils municipaux ont été créés et jamais ils n'ont apporté aucun trouble dans notre organisation, ni au point de vue politique, ni au point de vue social, à de rares exceptions près : mais, il n'en est pas moins vrai que l'organisation de ces 36.000 con-

seils municipaux n'est pas incompatible avec la concentration gouvernementale et que, dans ces conditions, ce n'est pas la création de quelques centaines de Chambres d'explication qui portera atteinte à cette concentration ».

Ensuite, M. Mesureur montra l'utilité de ce projet de loi qui allait créer un droit nouveau pour le monde des travailleurs, celui de débattre les conditions du travail avec les patrons. Ce droit, pour lui, devait être affirmé par un texte législatif et non par un simple décret, comme le réclamait M. Jules Roche.

M. Many, de son côté, soutint ce projet. Après avoir fait l'historique des Chambres du travail en Angleterre, aux Etats-Unis, en Belgique, et montré les heureux résultats auxquels elles avaient abouti, il indiqua le rôle que devait avoir chez nous une pareille institution. « Ce que nous voulons, a-t-il dit, c'est modifier la mentalité des travailleurs et des chefs d'industrie, faire leur éducation économique, leur apprendre par des contacts répétés à se mieux connaître et à s'apprécier ».

Pour lui, le rôle le plus important de ces Chambres sera non pas d'apaiser les conflits, mais de les prévenir. Cette institution ne troublera sûrement pas l'industrie, « elle aura au contraire une mission conciliatrice dans la lutte entre le capital et le travail ». Du reste, il sera facile d'en faire l'expérience, et de ne la développer que si les résultats ont été heureux.

Malgré tous ces arguments et toutes ces considérations, le Conseil supérieur du travail, appelé à voter le premier article du projet comme vote de principe, écarta, par 25 voix contre 22, les trois premiers titres de la proposition de loi, relatifs aux Chambres de travail et décida, par 34 voix contre 6, de passer à l'examen du titre quatrième concernant les Conseils du travail.

Trois arguments principaux parurent décider le vote du Conseil. C'était, d'abord, que le projet allait amoindrir l'indépendance nécessaire au patron pour assurer la prospérité de son industrie ; ensuite, qu'un simple décret suffisait pour tenter l'expérience de cette nouvelle institution ; et, enfin, que le mode d'élection et de composition des Chambres de travail pouvait nuire à l'influence des syndicats professionnels et empêcher leur développement.

Une nouvelle rédaction du texte quatrième fut alors demandée à la Commission, ainsi qu'un examen à titre d'amendement du projet de M. Jules Roche, instituant des Conseils de conciliation et d'arbitrage. Cette proposition sur la conciliation et l'arbitrage avait été, en 1891, soumise à l'examen du Conseil supérieur, qui l'avait renvoyée à son auteur.

La Commission réunie, sous la présidence de M. Léon Say, pour examiner les deux projets, fut saisie au cours de sa séance d'une proposition de M. Keüfer, relative au même objet. Elle discuta ces trois propositions et adopta le vœu suivant, qui fut

voté par le Conseil à l'unanimité, après quelques modifications de textes :

« 1° Les patrons et les ouvriers ou employés pourront constituer, d'un commun accord, dans chaque établissement ou entreprise, dans chaque profession ou métiers similaires, des conseils permanents en vue de prévenir ou régler tous différends d'ordre collectif, qui pourraient s'élever entre les parties et qui porteraient sur les conditions du travail ;

« 2° Les syndicats professionnels, légalement constitués, pourront également constituer des conseils permanents de même nature ;

« 3° Les membres des Conseils permanents doivent être choisis parmi les personnes exerçant ou ayant exercé la profession ;

« 4° Les Conseils permanents jouiront des avantages accordés par la loi du 27 décembre 1892 aux comités de conciliation et d'arbitrage ».

Le gouvernement voulut donner satisfaction à ce vœu, et, en 1895, M. André Lebon, ministre du Commerce et de l'Industrie, déposa à la Chambre des députés, au nom de M. Félix Faure, président de la République française, une proposition de loi sur les Conseils permanents de conciliation.

D'après ce projet, « les patrons et les ouvriers ou employés auraient pu s'associer librement sans l'autorisation du gouvernement dans chaque établissement ou entreprise, dans chaque profession et dans des métiers similaires, en vue de constituer d'un

commun accord des conseils permanents de conciliation, ayant pour attributions de prévenir ou de régler tout différend d'ordre collectif qui s'élèverait entre eux et qui porterait sur les conditions du travail ».

Malgré ces échecs, la Chambre n'abandonna pas l'étude de la question des Conseils du travail. Le 7 novembre 1895, MM. Henri Michelin, André Castelin, Le Senne, Ernest Roche, etc. (1), présentèrent un projet de loi ayant pour objet la création de Chambres de travail.

Celles-ci devaient être composées en nombre égal de représentants des patrons et de représentants des travailleurs. Leurs attributions devaient être consultatives, délibératives et arbitrales. Elles devaient, en effet, donner au Gouvernement les avis et renseignements qui leur seraient demandés sur les faits et les intérêts du travail; recueillir toutes les données relatives aux questions ouvrières; s'occuper d'améliorer la mauvaise situation des travailleurs, et, pour cela, proposer les réformes qu'elles croiraient nécessaires d'introduire dans la législation ouvrière; enfin, prévenir et apaiser les conflits d'ordre collectif sur les conditions du travail entre patrons et ouvriers. Dans le cas de non-conciliation, les parties auraient pu recourir à l'arbitrage de ces Chambres du travail, conformément à la loi du 27 décembre 1892.

(1) Proposition Michelin du 7 novembre 1895. *Ch. doc. parl.*, n° 1592. *Officiel*, page 1451.

Cette proposition de MM. Henri Michelin, André Castelin, etc., fut renvoyée à la Commission du travail. Dans un rapport d'ensemble (1), fait au nom de cette Commission, chargée d'examiner : 1° le projet de loi modifiant la loi du 27 novembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage, entre patrons et ouvriers ou employés ; 2° la proposition de loi de M. Mesureur, portant création de Conseils du travail pour prévenir, concilier ou arbitrer les différends entre patrons et ouvriers ou employés ; 3° la proposition de loi de M. Michelin et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet la création de Chambres du travail, M. Charles Ferry se montra favorable en principe à la création de Conseils du travail, et exprima ses regrets de ne pouvoir en aborder l'étude « parce qu'elle ne touchait que par un côté à la législation sur la conciliation et l'arbitrage et qu'elle méritait une discussion spéciale et approfondie ».

Malgré ce rapport de M. Charles Ferry, la Chambre laissa de côté la question des Chambres du travail ; c'est alors que M. Millerand, ministre du Commerce et de l'Industrie, prit le parti de se passer de l'approbation du Parlement et d'instituer les Conseils du travail par un décret.

Pour justifier sa façon d'agir, M. Millerand s'appuya sur de nombreux précédents et, notamment, sur la création, par un décret en 1891, du Conseil supérieur du travail. Il invoqua aussi, dans son rap-

(1) Rapport de M. Ch. Ferry du 23 mars 1896. *Ch. doc. parl.*, n° 1862. *Officiel*, page 317.

port au Président de la République (1), plusieurs avis des membres du Conseil supérieur du travail : « Je comprends, avait dit M. Jules Roche, un ministre hardi, novateur qui, par voie de décret, d'arrêtés, crée des Chambres du travail et définit leurs attributions ». Et M. Cheysson : « Pourquoi ne pas se borner plus modestement à un simple décret ? Cette idée a déjà été émise et je la reprends pour mon compte. Un décret est un procédé beaucoup plus élastique, qui permet de s'arrêter à mi-chemin ou d'interrompre une expérimentation locale si les résultats en sont défavorables. Dans tous les cas, s'il y a échec, on s'en aperçoit à temps et le mal n'est pas grand : tandis qu'avec le régime de la loi, les inconvénients sont plus graves, plus généraux et plus difficiles à réparer ».

Les Conseils du travail furent alors institués par le décret du 17 septembre 1900, amendé sur certains points par le décret du 2 janvier 1901. Une circulaire ministérielle du 25 février 1901 (2) fut adressée aux préfets pour leur donner les instructions nécessaires sur l'application de ces décrets.

Dans son rapport adressé au Président de la République et placé en tête du décret du 17 septembre 1900, M. Millerand indiqua les avantages qui, d'après lui, pourront résulter de cette nouvelle

(1) Rapport Millerand. *Journal Officiel* du 7 octobre 1900, page 6229.

(2) Circulaire ministérielle du 25 février 1901. *Journal Officiel* du 6 mars 1901, page 1566.

institution. Il fit d'abord ressortir dans quelle mauvaise situation se trouve l'ouvrier, vis-à-vis du patron pour conclure le contrat de travail. Il est, en effet, obligé d'accepter les conditions souvent défectueuses qui lui sont offertes, s'il ne veut pas être réduit au chômage ou à changer de région. Pour remédier à ces dangers, les ouvriers n'ont d'autre garantie que leur groupement en syndicats pour l'étude de la défense de leurs intérêts; il faut donc encourager le développement de ces syndicats, c'est ce que fera l'institution nouvelle car elle leur attribue « un rôle actif et prépondérant dans les élections aux Conseils du travail ».

Un autre avantage de cette institution, ce sera d'établir un rapprochement entre les patrons et les ouvriers qui pourront, grâce à elle, discuter pacifiquement sur leurs intérêts réciproques. Les Conseils du travail pourront fournir en outre, « des conciliateurs et des arbitres qui seront désignés d'avance par le suffrage de leurs pairs et qui auront déjà fait apprécier leur sang-froid et leur esprit d'équité ».

Le Gouvernement trouvera aussi dans ces Conseils, un corps consultatif qui, par sa compétence, lui facilitera sa tâche, quand il aura à intervenir pour la protection légale des travailleurs.

Ce sont tous ces motifs et tous ces avantages qui décidèrent M. Millerand à hâter la création des Conseils du travail, et à les instituer par un simple décret en présence de l'inaction du Parlement.

Avant d'entreprendre l'étude de ces Conseils, il

convient d'abord de passer en revue les diverses institutions étrangères qui s'en rapprochent et notamment les Conseils belges de l'industrie et du travail et les Chambres du travail néerlandaises, dont l'auteur des décrets s'est inspiré.

CHAPITRE II

Institutions analogues aux Conseils du travail français à l'étranger.

Si nous examinons les diverses législations ouvrières à l'étranger, nous voyons que c'est la Belgique qui, la première en 1887, a eu l'honneur d'instituer des Conseils de l'industrie et du travail. C'est à elle que revient le mérite d'avoir tenté l'épreuve de créer, pour la première fois, un organe du travail fondé sur le principe de l'égalité professionnelle des patrons et des ouvriers, qui ait un caractère représentatif officiel, qui puisse intervenir, toujours officiellement, dans l'élaboration des lois et l'administration du pays.

Dix ans plus tard, le législateur hollandais, s'inspirant visiblement de la loi belge, créa des Chambres de travail; seulement, il remédia sur bien des points à certains défauts que nous signalerons plus loin, dans l'organisation et le fonctionnement des Conseils du travail et de l'industrie.

Nous trouvons aussi en Suisse, dans la législation

du canton de Genève, une loi du 10 février 1900 qui crée des Commissions composées d'associations de patrons et d'associations d'ouvriers, et qui par leur mission se rapprochent des Conseils du travail. De même en Italie, il existe des Chambres du travail, seulement, celles-ci ne sont composées que par des associations ouvrières.

Passons donc, successivement en revue, par ordre chronologique, ces diverses institutions qui toutes se rapprochent de nos Conseils du Travail.

§ 1. — *Les Conseils de l'industrie et du travail en Belgique.*

C'est la loi du 16 août 1887, qui institua en Belgique les Conseils de l'industrie et du travail. La grande Commission de Réforme sociale de 1886, en élaborant son enquête « sur les revendications ouvrières », voulut d'abord remédier à l'esprit d'antagonisme et de haine des classes ouvrières qui suscitait à cette époque de graves émeutes et ensuite éclairer le législateur sur les desiderata des ouvriers. C'est pourquoi en tête de son programme d'études et de réformes, elle inscrivait la création de Conseils de conciliation.

La loi du 16 août 1887 a été précédée d'une enquête très approfondie. Deux projets furent retenus par la Commission du travail; ce fut un troisième, celui de M. Frère-Orban, que le Parlement adopta. On tint compte, néanmoins, des deux projets

exposés, de là, le caractère complexe des corps organisés par la loi.

Les Conseils de l'industrie et du travail sont à la fois un conseil de conciliation, une assemblée représentative de la profession et vis-à-vis des membres de la profession et vis-à-vis des pouvoirs publics, et enfin un bureau d'enquête et de renseignements administratifs.

L'organisation de ces Conseils belges est très judicieuse : ils sont établis par arrêté royal dans toutes les localités où l'utilité en est constatée.

Ces Conseils ne représentent pas une industrie unique, ils ne sont pas professionnels, mais territoriaux, géographiques, ils enveloppent les diverses branches de production de leur ressort. Seulement, pour éviter que les conflits d'une certaine profession fussent jugés par les patrons et les ouvriers d'une autre, la loi a créé autant de sections professionnelles qu'il y a dans la localité de professions distinctes.

Chaque section a un caractère mixte et est composée d'un nombre égal de patrons et d'ouvriers de la même profession, qui ne peut être ni inférieur à 6 ni supérieur à 12. Sont éligibles tous les ouvriers à partir de 30 ans, tous les patrons sans distinction d'âge. Pour être électeur, quatre conditions sont exigées : 1°) Être patron ou ouvrier ; 2°) être belge ; 3°) être âgé de 25 ans accomplis ; 4°) exercer depuis quatre ans au moins dans le ressort du Conseil, l'une des industries ou métiers représentés audit

Conseil. Chaque section se réunit de plein droit au moins une fois par an, dans les locaux fixés par la députation permanente du Conseil qui peut convoquer extraordinairement. Le Conseil est formé par l'ensemble des sections existant dans le territoire du ressort. Il se réunit sur l'ordre du roi, toutes les fois qu'il s'agit de donner un avis sur des questions ou des projets d'intérêt général, relatifs à l'industrie ou au travail.

A la tête de chaque Conseil et de chaque section se trouvent un président, un secrétaire ; mais tandis qu'il sont choisis pour la session dans le Conseil, leurs fonctions dans la section durent trois ans. Cette différence dans la durée de leurs mandats s'explique parce que les sections peuvent être chargées d'enquêtes longues et minutieuses, qui exigent pour les diriger des personnes suffisamment au courant.

Le gouvernement a le droit de surveiller les assemblées du Conseil : il peut nommer un commissaire chargé d'assister à l'assemblée du Conseil, pour y défendre les projets soumis à la discussion par le gouvernement. Le roi peut réunir le Conseil de la circonscription en assemblée plénière, pour avoir son avis sur des questions d'ordre général.

Les séances se tiennent à la Mairie afin d'éviter les frais et surtout de protéger l'indépendance des membres de la section, en empêchant qu'ils se réunissent, soit au syndicat, soit à l'usine.

Ces Conseils de l'industrie et du travail ont

d'abord un rôle consultatif et représentatif; tantôt ils sont appelés à se prononcer soit sur la valeur de certaines réformes, soit sur une loi en vigueur. Tantôt, ils interviennent de leur propre initiative pour étudier certaines questions et proposer telle ou telle amélioration.

« En fait, les choses se passent ainsi, écrit M. Payen : lorsqu'une réforme s'impose à l'opinion publique et à l'attention du gouvernement, celui-ci envoie à toutes les sections de tous les Conseils de l'industrie et du travail, un questionnaire très précis et très détaillé, en les invitant à donner leur avis sur chaque question, conformément à l'article 11.

« Ce n'est pas tout; ces questionnaires et les réponses qui y ont été faites sont soumises au Conseil supérieur du travail et celui-ci est chargé de rédiger un avant-projet de loi qui, remis au gouvernement, se transforme en un projet définitif soumis au vote des Chambres.

« Par ce système, on le voit, la loi avant d'être proposée aux délibérations des Chambres législatives, est rédigée par un véritable Parlement du travail. « Rédigée », disons-nous, il faut maintenir le mot car, en fait, députés et sénateurs n'ont guère modifié les projets du Conseil du travail ».

Comment les Conseils de l'industrie et du travail ont-ils usé de ces deux facultés? Ils ont d'abord eu une influence heureuse par les vœux qu'ils ont soumis aux Chambres sur les réformes concernant les questions ouvrières. Ce sont eux qui ont poussé

les patrons à opérer d'heureux changements dans leur usine : le Conseil de Liège a obtenu d'un patron de recevoir des observations de ses ouvriers, de supprimer les amendes, excepté celles de retard, de faire adopter dans les ateliers des règlements rédigés par les représentants des patrons et des ouvriers.

On peut donc dire que les Conseils belges ont réalisé d'abord une représentation professionnelle des ouvriers presque parfaite. Ils ont étudié les besoins des classes ouvrières, et en ont porté l'expression devant les patrons et les pouvoirs publics.

Ils ont aussi servi de corps consultatifs très utiles pour le gouvernement ; leur avis a été demandé bien des fois pour la confection des lois ouvrières ; enfin, ils ont servi d'organes administratifs pour la fixation du minimum de salaire et de la durée du travail dans les adjudications de travaux publics.

Mais, si les Conseils de l'industrie et du travail ont fort bien réussi dans leur rôle de corps consultatif et représentatif, il semble qu'il n'en a pas été de même pour leurs attributions conciliatrices.

En cas de conflit collectif, survenant dans l'une des industries englobées dans un Conseil, la section de l'industrie intéressée est convoquée par le gouverneur de la province, le bourgmestre ou le président, sur la demande des patrons ou des ouvriers intéressés.

La section compétente recherche alors les moyens

de conciliation qui peuvent mettre fin au conflit ; si l'accord ne peut s'établir, la délibération est résumée dans un procès-verbal qui est rendu public. Il est à remarquer que la section intéressée ne remplit, en cas de conflit, que le rôle d'un Comité de conciliation, c'est-à-dire qu'elle ne joue le rôle ni d'arbitre ni de juge.

Malgré ce rôle tout à fait modeste, en matière de conciliation, que le législateur belge a donné aux Conseils de l'industrie et du travail, ceux-ci n'ont pas donné sur ce point les résultats qu'on espérait d'eux. Ainsi, en 1898, sur 97 grèves, les Conseils sont intervenus dans 8 cas. En 1900, pour 150 grèves environ, ils ne sont intervenus que dans 6 cas et une seule fois avec succès (1).

Pourquoi cet échec des Conseils belges comme organes de conciliation proprement dits ? On peut d'abord en accuser l'impossibilité de frapper, par des sanctions efficaces, les patrons ou les ouvriers qui refusent de se rendre aux tentatives de conciliation ou qui s'y montrent d'une intransigeance préméditée.

« Mais quelle sanction imaginer, écrit M. Payen ? Une sanction légale ? Le législateur intervenant et disant : ce que le Conseil aura décidé sera obligatoire, ce ne sera plus un avis, mais une sentence... N'oublions pas qu'il s'agit d'amener les patrons et les

(1) Nous donnons ici les chiffres que l'on peut tirer de la *Revue du travail*.

ouvriers à reprendre le travail à telles ou telles conditions. Comment les y forcer? La saisie? L'amende? C'est impraticable et ce serait inique.

« Le législateur belge a été sagement inspiré en n'entrant pas dans cette voie. Il a compris que ce sont des conseils, non des ordres, qu'il faut donner aux belligérants ».

Quant à la publicité donnée au procès-verbal de non-conciliation, elle ne paraît pas être la sanction pourvue d'une portée pratique qu'on espérait.

Une autre cause de l'impuissance des Conseils belges en matière de conciliation, c'est que leur intervention ne se produit presque toujours qu'une fois la grève éclatée. L'opinion publique est alors déjà prévenue, les uns ont pris parti pour les employeurs, les autres pour les employés, ont adopté leurs raisons et, lorsque patrons et ouvriers déclareront qu'il n'est possible de s'entendre sans avoir discuté, leurs partisans les approuveront. Pour éviter cet inconvénient, il faudrait que les réunions soient plus fréquentes, plus intimes, plus familières. Les sections comprennent un trop grand nombre d'industries très différentes parfois, et ces rapports intimes, familiers, ne peuvent guère s'établir qu'entre membres d'une même profession ou de professions similaires. « Pour faire de bons conseils de conciliation, il aurait fallu qu'ils fussent les représentants directs, immédiats, d'un petit groupe de patrons et d'ouvriers exerçant, dans la même ville, la même profession, de

façon à pouvoir se réunir souvent pour causer des mille incidents de la vie professionnelle » (1).

On eut ainsi établi des rapports suivis sur un pied d'égalité constant entre la généralité des patrons et des ouvriers; et de cette façon, le rôle préventif que peut jouer la conciliation aurait été plus développé au sein des Conseils.

La plus heureuse tentative de rapprochement entre employeurs et employés fonctionne en Belgique, à côté même des Conseils d'usine, ce sont les Chambres d'explication des Charbonnages de Mariémont et de Bascoup, dont nous avons déjà parlé brièvement (2).

C'est en 1876 que M. Julien Weiler, ingénieur en chef des Charbonnages de Mariémont et de Bascoup, y introduisit les Chambres d'explication, qui doivent non pas trancher les différends, mais les empêcher de se produire.

Ces Chambres, composées en nombre égal de représentants de la compagnie et d'ouvriers, se réunissent chaque mois pour examiner les demandes, les réclamations des ouvriers; la discussion courtoise réussit généralement à mettre les parties d'accord.

Quant aux affaires non conciliées par cette Chambre, elles sont présentées ensuite à un bureau de conciliation. Enfin, au-dessus de ces bureaux, est

(1) Fernand PAYEN, *op. cit.*, page 186.

(2) Introduction à la thèse, page 7.

institué un Comité mixte unique, dit Conseil central de conciliation et d'arbitrage, qui statue sur les questions que les bureaux de conciliation n'ont pas pu trancher. Ce Conseil n'a pas de réunions périodiques, il se réunit pour chaque affaire. Il recourt d'abord à la conciliation et, s'il échoue, il rend une sentence. Chaque membre a une voix, et le Président n'a pas voix prépondérante. Si le Conseil est divisé en deux parties égales, on a recours à un tiers arbitre : le Conseil d'administration.

Depuis 1880, ces deux institutions de Mariémont et de Bascoup fonctionnent avec un plein succès; et depuis 1888, il n'y a pas eu de grève.

Malgré son succès incontestable, l'institution de M. Weiler a été peu imitée en Belgique, et un très petit nombre de conseils d'usines semblables ont été créés. Il y a à cela une double raison. D'abord, la résistance injustifiée des patrons à admettre l'intervention de leurs ouvriers dans les affaires de leurs usines; ou bien leurs efforts insuffisants, lorsqu'ils ont créé ces Conseils.

§ 2. — *Chambres du travail hollandaises.*

Le législateur hollandais, dans sa loi du 2 mai 1897, a créé une institution analogue aux Conseils belges de l'industrie et du travail.

Son but a été de favoriser par l'entente commune les intérêts des patrons et des ouvriers, de recueillir tous les renseignements relatifs au travail, de donner

des avis aux autorités, aux industriels et aux ouvriers qui en feraient la demande, de prévenir ou terminer (à la demande des intéressés) les différends relatifs au travail, en faisant nommer par la Chambre saisie un conseil de conciliation qui sert d'arbitre.

Ces Chambres sont créées par décret royal, sur la proposition du Ministre de l'Intérieur, partout où la nécessité s'en fait sentir. Elles sont composées d'un nombre égal de patrons et d'ouvriers, élus respectivement par leurs pairs avec un mandat de cinq ans renouvelable. Sont considérés comme patrons : les chefs, les gérants des établissements industriels, ainsi que les sous-directeurs et les ingénieurs; quant aux contremaîtres, aux surveillants et autres personnes de même catégorie, ils font partie du groupe ouvrier.

Chaque Chambre doit se réunir au moins quatre fois par an, et, en outre, aussi souvent que le président le jugera nécessaire ou qu'une demande en aura été faite par lettre motivée, soit par les deux autres membres du bureau, soit par au moins un tiers des membres de la Chambre. Dans ce dernier cas, le président devra réunir la Chambre dans le délai maximum de quatorze jours, après y avoir été invité.

Peuvent seuls être membres de la Chambre, les habitants masculins ou féminins du royaume néerlandais, ayant atteint l'âge de 30 ans, et ayant été occupés comme patrons ou comme ouvriers à un

métier représenté à la Chambre et dans la circonscription de cette Chambre pendant la dernière année écoulée du 1^{er} janvier au 31 décembre. S'ils sont majeurs, mais n'ont pas atteint l'âge de 30 ans, ils devront avoir été employés pendant trois années, calculées du 1^{er} janvier au 31 décembre, dans la période de dix années qui précède leur élection.

Les membres de la Chambre sont nommés pour cinq ans; leur mandat cesse en même temps et ils sont rééligibles.

Sont électeurs, pour une Chambre du travail, les habitants des deux sexes des Pays-Bas, âgés de 25 ans et ayant, dans la circonscription de la Chambre, participé à un métier, comme patrons ou comme ouvriers pendant la dernière année électorale. Les listes électorales sont dressées par les administrations communales.

Le bureau de la Chambre est composé d'un président et de deux membres. Les membres des Chambres, élus par les patrons et ceux élus par les ouvriers, désignent chacun séparément un président. Les deux présidents occupent alternativement tous les six mois la présidence, et le premier tour est désigné par le sort. La Chambre choisit un secrétaire parmi les deux candidats présentés par le bureau.

Quand un différend s'est produit où est sur le point de se produire, les parties ou l'une d'elles, peuvent adresser à la Chambre une requête, dans

laquelle se trouve indiquée la cause du différend, afin d'obtenir l'intervention d'un conseil de conciliation. Le bureau de la Chambre essaye alors de terminer le différend à l'amiable; s'il n'y réussit pas, l'affaire est portée devant la Chambre. Si celle-ci pense qu'il est possible d'éviter ou de terminer le différend, elle désigne un conseil de conciliation composé d'un président, pris dans ou en dehors de son sein, et d'un nombre égal de membres patrons et de membres ouvriers de la Chambre.

Après avoir étudié l'affaire et avoir délibéré, le Conseil de conciliation fait connaître son avis aux parties dans un rapport écrit qui peut être rendu public : l'opinion publique est la seule mesure exécutoire de la sentence.

Dans le cas où les parties sont d'avis de soumettre la question à un arbitrage, les femmes peuvent être appelées comme arbitres.

Les décisions de la Chambre doivent se prendre à la majorité des suffrages; en cas d'égalité des suffrages, le président a voix prépondérante.

Pour le scrutin d'une assemblée d'une Chambre, il faut que le nombre des membres patrons soit égal à celui des membres ouvriers; en cas d'inégalité, on retranche au groupe le plus nombreux un nombre proportionnel de membres, en commençant par le plus jeune.

L'Assemblée de la Chambre ne peut délibérer ou prendre de décision que si, dans chaque groupe, il y a la moitié des membres présents.

Tous les ans, la Chambre doit adresser au Gouvernement un rapport, qui doit être communiqué aux Etats généraux.

Le rapport publié par le Ministre de l'Intérieur, sur les travaux des Chambres du travail, constate qu'il existait, à la fin de 1901, 81 Chambres, dont 74 seulement étaient en plein fonctionnement; 70 d'entre elles avaient adressé des rapports au ministre.

Ce même rapport constate aussi que patrons et ouvriers ne s'intéressent pas suffisamment à la constitution de ces Chambres, car les abstentions sont beaucoup trop nombreuses. C'est ainsi qu'à Rotterdam, c'est à peine si 12 % des patrons et 11 % des ouvriers ont pris part aux élections à des Chambres du travail.

§ 3. — *En Suisse.*

1° La législation du canton de Genève a institué, par la loi du 10 février 1900 (1), des Commissions composées d'associations de patrons et d'associations d'ouvriers, régulièrement inscrites au registre du commerce et dont les statuts ont été approuvés par le Conseil d'Etat; et, en l'absence d'associations, les patrons et ouvriers de la profession régulièrement établis à Genève depuis trois mois, ayant pour mission d'établir les tarifs et les conditions des divers corps de métiers.

(1) *Annuaire de la législation du travail de Belgique*. Année 1900, page 837.

Les associations de patrons et celles d'ouvriers, pour établir ces tarifs, doivent convoquer par voie d'affiches et trois jours au moins à l'avance des réunions plénières de leurs associations respectives. Quand il n'y a pas d'associations soit patronales, soit ouvrières, c'est le Conseil d'Etat qui convoque les réunions plénières des intéressés sur la demande écrite du cinquième des électeurs prud'hommes de la profession inscrite au tableau ouvrier ou patron.

Ce sont ces Assemblées qui nomment au bulletin secret des représentants en nombre égal, soit sept patrons et sept ouvriers, à défaut d'entente sur un chiffre inférieur. Pour être délégué, il faut avoir travaillé de la profession pendant 18 mois au moins, en une ou plusieurs périodes dans le canton de Genève.

Les décisions de ces délégués doivent être prises à la majorité des trois quarts des membres délégués, et sont consignées dans un procès-verbal en quatre exemplaires signés par les acceptants.

Les tarifs et conditions, ainsi établis, doivent demeurer en vigueur pour la durée qui y est stipulée, mais qui ne peut excéder cinq ans. Ils se renouvellent tacitement d'année en année, s'ils n'ont été dénoncés de part ou d'autre, un an au moins avant l'échéance d'un terme.

A défaut d'accord entre les intéressés, une tentative de conciliation doit être provoquée à la requête de l'une ou l'autre des parties par devant le

Conseil d'Etat, qui peut à cet effet déléguer un ou plusieurs de ses membres. Ce ou ces délégués doivent convoquer les délégués des patrons et des ouvriers et essayent d'obtenir la majorité. S'ils n'y parviennent pas, la non-conciliation est constatée par un procès-verbal qui est remis à la Commission centrale des Prud'hommes.

Quant au corps de métier dont les membres ne sont pas réunis en association, le Conseil d'Etat, en cas de conflit, convoque les intéressés qui nomment aussi des délégués.

La Commission centrale des Prud'hommes doit se réunir dans les six jours de la réception du procès-verbal de non-conciliation, et convoque à son tour les délégués qui doivent lui être adjoints. A la réunion, les membres présents statuent à la majorité et au bulletin secret sur les prétentions des parties.

Lorsqu'un tarif général a été ainsi établi par un métier, toute grève est interdite entre les parties liées par ce tarif, c'est-à-dire qui n'ont pas passé de conventions spéciales (la loi laisse, en effet, patrons et ouvriers libres de conclure des contrats en dehors des conditions du tarif, ce qui exclut l'application de la loi).

Ces Commissions sont aussi appelées à remplir le rôle de conciliatrices dans les conflits concernant l'industrie.

2^e Dans le canton de Zurich, il y a également des Chambres du travail, qui sont dues à l'initiative des

unions ouvrières et qui ne comprennent comme membres que des ouvriers (1).

§ 4. — *Chambres du travail italiennes.*

Enfin, en Italie, on trouve des Chambres du travail (Camere del Lavoro), qui sont créées par des associations ouvrières, dont les membres sont uniquement des ouvriers (2).

Après avoir passé brièvement en revue les diverses institutions étrangères analogues à nos Conseils du Conseil du travail, examinons maintenant comment ceux-ci sont organisés et si l'auteur des décrets s'est inspiré des législations étrangères.

(1) Voir pour plus de détails sur cette institution :

La brochure de M. Greulich, *Die Arbeitskammer der Stadt Zurich vor dem Grossen Stadtrat von Zurich*. Zurich, *Buchhandlung des Grütlivereins*, 1899.

Les publications de l'Union suisse des arts et métiers, (*Schweizerischer Gewerbeverein*) de Berne, notamment celle qui a pour titre : *Handwerkmeister und Gewerbetreibende, Vereinigt euch!* Berne, 1901.

(2) Voir pour plus de détails sur ces Chambres :

Les brochures suivantes retraçant les travaux de la Chambre du travail de Bologne.

1° *Atti della Camera del Lavoro della città e provincia di Bologna*, dal 1° giugno 1893 al 28 agosto 1900.

2° *Progetto di una inchiesta statistica su tutte condizioni della vita operaia*. Bologne, tipografia Azzoguidi, 1900.

Nous avons puisé ces divers renseignements dans la notice bibliographique de M. Martin Saint-Léon sur les Conseils de l'industrie dans les différents pays. *Musée Social*, n° de septembre 1901.

CHAPITRE III

Organisation et Fonctionnement des Conseils du travail.

SECTION I

Par qui et comment sont créés les Conseils du travail. — Leur organisation territoriale et leur subdivision professionnelle.

Aux termes de l'article premier, les Conseils du travail sont institués par le Ministre du Commerce dans toute région industrielle, où l'utilité en est constatée.

La circulaire ministérielle du 25 février 1901 adressée aux préfets, confia à ceux-ci le soin de signaler au Ministre les régions où le décret pourrait être appliqué immédiatement. Elle les chargea aussi de faire les enquêtes nécessaires « pour se renseigner sur les dispositions des syndicats professionnels de patrons et d'ouvriers, et de se rendre compte des vœux des Chambres de commerce, Conseils de Prud'hommes et Bourses du travail ».

D'après cette même circulaire, chaque préfet fut chargé de déterminer lui-même la circonscription du Conseil du travail ; s'il jugeait utile d'en créer un sur le territoire de son département, et d'indiquer en même temps les professions qui devaient dépendre de ce Conseil.

Ces Conseils sont divisés en sections, dont chacune est composée de représentants de la même profession ou de professions similaires. Chaque section est formée d'un nombre égal de patrons et d'ouvriers ou d'employés, le nombre total des membres de la section ne pouvant être inférieur à six et supérieur à douze (articles 3 et 4).

Le Ministre, dans sa circulaire, recommande aux préfets d'établir « des sections aussi homogènes que possible et, par conséquent, assez nombreuses. La division du travail dans l'industrie a, en effet, amené une grande spécialisation des professions ; pour que les Conseils du travail comprennent des membres capables de résoudre les difficultés techniques dont ils peuvent être saisis et de parler avec autorité au nom des corporations intéressées, il y a donc lieu d'en multiplier les sections ».

Seulement, il n'est pas nécessaire que toutes les professions d'une région figurent parmi les sections initiales. C'est aux préfets à qui incombe le soin de choisir celles qui sont les plus importantes au point de vue commercial, et qui comptent le plus de syndiqués, afin que la section puisse être réellement constituée. Ils devront aussi éviter de réunir en une

même section des industries qui n'auraient pas de rapports entre elles, car, ainsi constituée, la section serait incapable de donner les renseignements professionnels que le gouvernement est en droit d'attendre d'elle.

SECTION II

Éligibilité et électorat aux Conseils du travail.

A. ELIGIBILITÉ (Article 5).

Les conditions d'éligibilité dans chaque section sont les suivantes :

- 1° Il faut être Français de l'un ou l'autre sexe ;
- 2° Être âgé de 25 ans au moins ;
- 3° Être domicilié ou résidant dans la circonscription de cette section ;
- 4° N'être pas déchu de ses droits civils et civiques ;
- 5° Appartenir ou avoir appartenu pendant dix ans comme patron, employé ou ouvrier à l'une des professions inscrites dans la section.

L'exercice actuel de la profession n'est donc pas une condition d'éligibilité, car, d'après l'article 5, il suffit pour un patron, un employé ou un ouvrier d'avoir exercé, pendant dix années, l'une des professions inscrites dans la section.

Les administrateurs de sociétés industrielles ou d'associations ouvrières de production, dont le siège se trouve dans la circonscription de la section, sont eux aussi éligibles ; car, au point de vue industriel,

ils doivent être considérés comme résidant au siège de la société qu'ils dirigent.

B. ELECTORAT (Article 5).

A la différence des Conseils du travail belges, où les membres sont nommés par tous les patrons et ouvriers, ils sont élus seulement par les associations patronales et ouvrières, établies conformément à la loi du 21 avril 1884. En France, en effet, les représentants des ouvriers sont nommés par les associations professionnelles ouvrières, et les représentants des patrons par les syndicats patronaux. Les électeurs patronaux et les électeurs ouvriers forment donc deux collèges distincts, élisant séparément leurs représentants.

Cette nomination des membres des Conseils du travail, par les associations professionnelles de patrons et d'ouvriers, souleva de vives critiques. On reprocha à ce mode d'élection de rendre obligatoire par voie indirecte l'adhésion aux syndicats par les ouvriers. Sans doute, il ne force pas ouvertement l'ouvrier à faire partie de syndicats, mais il le met dans une situation inférieure à celle des ouvriers qui en font partie, car il donne à ces derniers des droits électoraux importants qu'il refuse à l'ouvrier non syndiqué.

Dans la séance de la Chambre du 22 novembre 1900, M. Rogez posa une question à M. le Ministre du Commerce sur les termes de son décret du 17 septembre 1900, instituant les Conseils du travail. Il

lui demanda pourquoi les ouvriers syndiqués avaient seuls la qualité d'électeurs et pourquoi cette exclusion des non-syndiqués ?

M. Millerand répondit que l'exemple des pays étrangers qui ont expérimenté les deux systèmes (suffrage universel et suffrage des syndicats), a montré la supériorité du second : « Si, en Belgique, les Conseils de l'industrie et du travail ont eu un échec relatif tout au moins dans leur mission de conciliateurs et d'arbitres, c'est précisément parce qu'il n'existe pas une relation assez étroite entre les Conseils du travail et les syndicats corporatifs ». Du reste, ce qui l'a d'abord décidé à ne pas introduire le suffrage universel dans les élections des Conseils du travail ; c'est parce que devant le Conseil supérieur du travail, adversaires et partisans de l'institution se sont tous prononcés contre ce mode d'élection. Ainsi, M. Jules Roche dénonça le danger qu'il y aurait à mettre en mouvement une masse de 400.000 électeurs ouvriers à Paris. M. Waddington, de son côté, signala le danger de mettre trop souvent en mouvement le suffrage universel : « Ne multipliez pas trop, a-t-il dit, le recours au suffrage corporatif universel ».

Une autre remarque que l'on peut faire au sujet de ce mode d'élection, c'est que les syndicats, soit de patrons, soit d'ouvriers, qui sont les seuls et uniques électeurs des membres des Conseils du travail ne représentent, chez nous, qu'une faible partie des travailleurs. Ainsi, d'après les chiffres que donne l'An-

nuaire des Syndicats professionnels de 1903, il y aurait en France 2.757 syndicats patronaux, ayant 205.463 membres et 3.934 syndicats ouvriers avec 643.757 membres. Or, la statistique des métiers, en 1896, donne en chiffres ronds 1.200.000 patrons et 5.626.000 ouvriers et employés, la proportion n'est donc que d'un syndiqué sur six patrons, et un sur neuf à dix ouvriers ou employés.

Les délégués des syndicats, nous dit l'article 8 du décret, pourront être renforcés, mais jusqu'à concurrence de moitié dans chaque section par les délégués des conseils de prud'hommes de la circonscription nommée; les patrons, par les prud'hommes patrons, les ouvriers, par les prud'hommes ouvriers.

La nomination des représentants des syndicats est plus compliquée. D'après l'article 5 du décret du 17 septembre 1900, dans chaque section, étaient électeurs patrons, les syndicats professionnels légalement constitués, ou à leur défaut leurs sections syndicales, comprenant dix patrons au moins; et électeurs ouvriers, les syndicats professionnels légalement constitués, ou à leur défaut leurs sections syndicales, comprenant au moins vingt-cinq ouvriers. Chaque syndicat patronal ou ouvrier ne pouvant disposer que d'une voix.

Le décret du 2 janvier 1901 a modifié cet article 5, qui avait soulevé certaines critiques assez justifiées. Il y était question, tout d'abord, de sections syndicales, ayant, au point de vue de l'électorat, des droits analogues à ceux des syndicats; or, cette expression

de sections, empruntée à la terminologie anglaise, (les Trade's Unions, se subdivisent ordinairement en sections autonomes), ne correspondait pour la France à aucune réalité et n'éveillait dans l'esprit aucune idée nette.

D'autre part, chaque syndicat, ou section syndicale, ne disposait que d'une voix, quelque fut le nombre de ses membres, de telle sorte que de nombreux petits syndicats pouvaient se constituer à la veille des élections et contrebalancer le vote des grands syndicats, représentant une importante collectivité ouvrière et patronale.

Le texte nouveau a fait droit à ces deux critiques. Aux mots « syndicats et sections syndicales » a été substituée la dénomination « d'associations professionnelles ». En outre, chaque association patronale disposera dorénavant non pas d'une seule voix, mais d'une voix par dix membres, et chaque association ouvrière, d'une voix par vingt-cinq membres.

Le texte du nouvel article 5 ne parle pas des syndicats mixtes : comment faudra-t-il alors les considérer ? Faudra-t-il les regarder comme des syndicats patronaux, mais en ne tenant compte que du nombre des patrons ? Ou faudra-t-il les considérer comme se composant de deux syndicats juxtaposés, un syndicat patronal comprenant tous les membres patrons, et un syndicat ouvrier comprenant tous les autres membres ?

D'après le nouvel article 5, une même association

pourra être électeur dans plusieurs sections, soit du même conseil, soit de conseils différents.

« Ce nouveau décret donne donc à chaque association la faculté de voter en autant de conseils distincts, et dans un même conseil, en autant de sections différentes que le comportent, et la dispersion de ses membres, et la variété de professions similaires ou concourant à l'établissement d'un même produit qui sont représentées dans le syndicat. Ainsi, un syndicat qui comprend plusieurs métiers distincts, bien que similaires, pourra être appelé à voter dans plusieurs sections d'un conseil, à la condition cependant que le nombre des intéressés ait permis de créer des sections distinctes dans ce conseil » (1).

Le décret exige que le syndicat n'ait pas été créé au dernier moment, il doit avoir été constitué trois mois au moins avant la date de l'affichage de l'arrêté convoquant les électeurs.

SECTION III

Procédure de l'Election

Aux termes de l'article 6 du décret du 2 janvier 1901, c'est au préfet qu'il appartient de prescrire toutes les dispositions pour assurer la régularité des opérations électorales.

(1) Circulaire du Ministre du Commerce en date du 25 février 1901. *Journal Officiel* du 6 mars 1901.

Un arrêté préfectoral fixe la date des élections; elle peut être différente pour les diverses sections d'un même conseil, et dans chaque section, en cas de nécessité pour les patrons et les ouvriers. Le deuxième tour de scrutin a lieu dans un délai maximum de quinze jours après le premier tour.

C'est à la mairie des communes intéressées que l'on affiche l'arrêté convoquant les électeurs et qui doit être porté à la connaissance du public par les soins des maires, deux mois au moins avant la date fixée pour le premier tour.

Les listes électorales dressées par les préfets, ou sous leur contrôle par les maires, à l'aide des renseignements fournis antérieurement par les associations professionnelles, sont, pendant quinze jours à dater de l'affichage, tenues à la disposition des intéressés pour être révisées d'après leurs déclarations : 1° A la mairie de la commune où est situé le siège de la section qui élit les représentants; 2° aux mairies des sièges des dites associations, lorsqu'ils sont situés dans la circonscription de cette section. « Ces opérations ont pour but de faciliter le contrôle en deux endroits ».

Dans sa circulaire du 25 février 1901, le Ministre du Commerce appelle « l'attention des préfets sur ce fait que les associations qui n'ont pas leur siège dans la circonscription pouvant y être électeurs et faire des déclarations au siège du conseil, il y aura lieu de prendre des mesures pour que les protestations les concernant parviennent effectivement aux

intéressés. Il est très important, en effet, qu'un contrôle réciproque s'établisse ».

C'est un mandataire autorisé des associations qui doit faire les déclarations. Par mandataire autorisé, M. Millerand dit, dans sa circulaire du 25 février 1901, qu'il faut entendre tout simplement par ces mots : « le porteur d'une justification sur papier libre et dont l'authenticité pourra être établie par le cachet du syndicat ou la signature des administrateurs ».

Les réclamations des associations intéressées au sujet de la liste primitive ou révisée, rédigées en double exemplaire par un mandataire autorisé, sont reçues pendant les trois semaines à dater de l'affichage, à la mairie de la commune où est situé le siège de l'association dont les droits électoraux sont contestés. Au cas où ce siège ne se trouve pas dans la circonscription qui élit ses représentants, les réclamations doivent être adressées dans la même forme à la mairie du siège de la section. L'association mise en cause doit envoyer à la mairie un exemplaire de la protestation. (Article 6, § 6 du décret du 2 janvier 1901).

Les listes révisées, ainsi que les réclamations et réponses, sont adressées aux préfets dans le délai de 30 jours à dater de l'affichage, par les maires qui y joignent leurs avis. Alors les préfets arrêtent eux-mêmes les listes électorales définitives; s'il y a une contestation recevable, ils n'attribuent à l'association que le nombre de voix que celle-ci aura accepté de justifier. (Article 6, § 7 du décret du 2 janvier 1901.)

Une grave difficulté pourra s'élever quand on voudra déterminer officiellement le nombre des membres de chaque syndicat. La loi de 1884 n'impose d'autre formalité initiale que celle des statuts et des noms des administrateurs; dès lors, comment l'autorité administrative pourra-elle contrôler les déclarations des syndicats concernant le nombre de leurs membres? On pourra craindre des fraudes et des abus graves de la part des associations, s'il n'y a pas un moyen de contrôler les déclarations suspectes? Mais, dira-t-on, on pourra faire entrer en ligne de compte les cotisations payées, ou bien faire établir une liste des membres à la mairie. Mais cette mesure sera préjudiciable à l'existence des syndicats, car on supprimera la liberté de cotisation, la liberté d'inscription que la loi de 1884 a accordées aux syndicats professionnels.

L'article 7 du décret du 2 janvier 1901 confie aux préfets le soin de régler les détails de l'organisation du scrutin.

Ce sont les intéressés eux-mêmes qui doivent provoquer la réunion de l'assemblée générale chargée de désigner les candidats; celle-ci est composée des membres appartenant aux professions inscrites à la section dans la circonscription.

Les préfets sont chargés d'indiquer les locaux où aura lieu le vote. Ils fixent l'heure de l'ouverture et celle de la fermeture du scrutin. Ce sont eux qui nomment la personne qui devra présider le bureau électoral; celui-ci est formé de ce président, du plus

jeune et du plus âgé parmi les mandataires des associations ayant droit de prendre part au vote, présents à l'ouverture du scrutin. L'élection a lieu au scrutin de liste.

Le mandataire de toute association, prenant part au vote, dépose entre les mains du président un bulletin portant les indications suivantes :

- 1° Nom de l'association ;
- 2° Nom des candidats choisis par elle ;
- 3° Date et lieu où s'est tenue l'assemblée générale ayant désigné les candidats ;
- 4° Signature du secrétaire et d'un administrateur certifiant l'exactitude de ces mentions.

Aucune condition n'est requise du mandataire. Si le bureau trouve que les désignations contenues dans le bulletin, autres que les noms des candidats choisis par l'association sont incomplètes, il doit en avertir le mandataire et l'inviter à faire compléter le bulletin avant la fermeture du scrutin pour éviter la nullité du vote. La circulaire ministérielle donne même au bureau « le pouvoir, au cours du dépouillement, si la chose est possible, de faire rechercher les renseignements qui peuvent y manquer ».

Aussitôt le bulletin remis, le président y inscrit, en présence du mandataire, le nombre des suffrages attribués à l'association sur la liste électorale définitive communiquée au bureau par les soins du préfet.

Dans sa circulaire aux préfets, M. le Ministre du

Commerce indiqua que les bulletins de vote ne peuvent pas être secrets « en effet, le nombre des suffrages à inscrire sur chaque bulletin étant variable, il faut que les bulletins soient individualisés et que l'on sache de quels syndicats ils émanent. Il est indispensable également que les indications données permettent, le cas échéant, de vérifier facilement si les noms portés sur le bulletin sont bien ceux choisis par les membres du syndicat ».

Par ces dispositions, M. Millerand inaugure le vote à bulletin ouvert. « Il n'y a plus de secret de vote, écrit M. Delcourt-Haillot ; le vote est tellement public que le président du bureau peut faire compléter les indications d'un bulletin qui est en outre reconnaissable au dépouillement par les signatures qu'il porte. Que de faits de pression, de votes faussés par la peur et la crainte et occasionnés par cette publicité ridicule. M. Millerand qui, dans l'exposé des motifs du décret, déclarait s'être inspiré de la législation belge, aurait bien fait de lui emprunter son vote plural. L'électeur belge qui a trois, quatre voix dépose simplement trois, quatre bulletins dans l'urne et les bulletins sont dépouillés et comptés suivant la procédure habituelle dans toutes les élections » (1).

Le vote est acquis au premier tour à la majorité absolue des suffrages exprimés ; et au deuxième

(1) *La Réforme sociale*, n° du 16 mars 1901. Les Conseils du travail, article de M. Delcourt-Haillot.

tour à la majorité relative. Si deux candidats ont obtenu un nombre égal de voix au deuxième tour, c'est le plus âgé qui est élu. Le président du bureau proclame le résultat du vote et ensuite l'adresse au préfet, avec le procès-verbal des opérations et les bulletins de vote.

Dans les trois jours qui suivent l'élection, les protestations, qui doivent être consignées au procès-verbal, sont adressées à peine de nullité au préfet qui en accuse réception. Si le préfet estime que les conditions ne sont pas remplies ou s'il y a des protestations, le dossier est transmis avec son avis, au plus tard quinze jours après l'élection, au Ministère du Commerce et de l'Industrie qui statue.

Si les élections sont annulées, les nouvelles ont lieu dans le délai d'un mois.

SECTION IV

Réglementation intérieure des Conseils du travail.

D'après l'article 9 du décret du 2 janvier 1901, les membres des sections du Conseil du travail sont nommés pour deux ans; mais les mandats sont renouvelables par moitié tous les ans. L'ancien article 9 du décret du 17 septembre 1900 déclarait démissionnaire tout membre d'un Conseil du travail qui ne répondait pas à trois convocations successives, qui quitterait la région ou abandonnerait l'industrie qu'il repré-

sente. D'après le nouvel article 9, un membre peut manquer aux réunions à condition de présenter des excuses valables et n'est réputé démissionnaire que si, sans excuses, il ne répond pas à trois convocations successives ou que s'il cesse d'être éligible par le collège électoral dont il est le représentant. En cas de vacance, ce n'est que lors du renouvellement annuel qu'il y est pourvu.

Chaque section doit avoir un président et un secrétaire qui sont nommés tous les ans ; l'un des deux parmi les patrons et l'autre parmi les ouvriers ou employés.

Chaque section se réunit au moins une fois par trimestre ; elle peut être aussi convoquée quand la moitié de ses membres le réclame ou encore lorsqu'elle est choisie comme arbitre dans un différend collectif.

Le Conseil du travail se réunit au moins une fois par an en assemblée plénière, toutes sections réunies, sur la convocation du préfet, qui fixe lui-même l'ordre du jour et la durée de la session.

Dans sa circulaire du 25 février 1901, le Ministre du Commerce signalant le cas « où les sections pourraient être appelées à intervenir comme conciliateurs ou comme arbitres dans les différends collectifs entre les patrons et leurs ouvriers ou employés, recommande que ces sections soient composées effectivement d'un nombre égal de patrons et d'ouvriers ou employés. Si, pour une cause quelconque, les uns et les autres n'étaient plus en nombre égal,

le ou les plus jeunes membres de la partie la plus nombreuse, ne devront avoir que voix consultative, de façon qu'il y eût égalité de voix délibératives de patrons et d'ouvriers ou employés ».

Enfin, aux termes de l'article 14, le Conseil du travail, ou la section qui sort de ses attributions, peut être dissout par arrêté du Ministre du Commerce et de l'Industrie.

La circulaire ministérielle du 25 février 1901 fait remarquer aux préfets qu'aucune dépense n'a été prévue, et qu'en conséquence les fonctions sont gratuites. Seulement, le Ministre du Commerce se montre favorable à ce que les départements et les communes inscrivent à leur budget « des crédits destinés à indemniser les conseillers, notamment de leurs frais de déplacement ». Il recommande aussi aux départements et aux municipalités de mettre à la disposition des Conseils du travail ou de leurs sections, les mairies, les salles de préfecture et de sous-préfecture, ou de tout autre établissement public.

Après avoir ainsi étudié la réglementation des Conseils du travail au point de vue de leur organisation et de leur fonctionnement, examinons maintenant les attributions que les décrets Millerand leur a accordées.

CHAPITRE IV

Attributions des Conseils du Travail.

L'article 2 du décret du 17 septembre 1900 indique la mission des Conseils du travail. A l'instar des Conseils de l'industrie et du travail belges, ils ont trois ordres d'attributions :

- 1° Consultatives;
- 2° Délibératives;
- 3° Arbitrales.

SECTION I

Attributions consultatives

Les Conseils du travail ont pour mission de donner leur avis, soit à la demande des intéressés, soit à la demande du gouvernement, sur toutes les questions du travail, de collaborer aux enquêtes réclamées par le Conseil supérieur du travail et ordonnées par le Ministre (article 2, §§ 1 et 2).

Ce rôle consultatif attribué aux Conseils du travail va donc permettre à la classe ouvrière de faire con-

naître directement au législateur toutes les réformes qu'elle réclame depuis longtemps. Dorénavant, les associations professionnelles pourront donner leur avis sur des questions ou des projets d'intérêt général, relatifs à l'industrie ou au travail; elles feront connaître au législateur l'opinion du monde des travailleurs, par l'intermédiaire des Conseils du travail, qui formuleront les désirs, les vœux et les souffrances des travailleurs.

Le législateur belge, lui aussi, a donné une mission semblable aux Conseils de l'industrie et du travail. L'article 11 de la loi belge du 16 août 1887 dit, en effet : « Le roi peut réunir le Conseil de l'industrie et du travail de la circonscription en assemblée plénière, pour donner son avis sur des questions ou des projets d'intérêt général, relatifs à l'industrie ou au travail, et qu'il jugerait utile de lui soumettre ».

En fait, voici comment les choses se passent en Belgique, écrit M. Fernand Payen (1) : « Lorsqu'une réforme s'impose à l'opinion publique et à l'attention du gouvernement; celui-ci envoie, à toutes les sections de tous les Conseils de l'industrie et du travail, un questionnaire très précis et très détaillé, en les invitant à donner leur avis sur chaque question, conformément à l'article 11. Ces questionnaires et les réponses qui y ont été faites, sont soumises au

(1) Thèse de M. Fernand Payen. *Les Conseils du travail et de l'industrie en Belgique*, page 136.

Conseil supérieur du travail, et celui-ci est chargé de rédiger un avant-projet définitif, soumis au vote des Chambres. Par ce système, la loi, avant d'être proposée aux délibérations des Chambres législatives, est rédigée par un véritable Parlement du travail ».

En France, le rôle des Conseils du travail n'est pas aussi important, on ne leur demande que leurs desiderata et leurs avis sur les questions du travail; ils collaborent aussi aux enquêtes faites par le Conseil supérieur du travail, mais ils n'ont pas, comme les Conseils belges, un rôle quasi législatif.

D'après l'article 2, § 2, les Conseils du travail « doivent aussi signaler aux pouvoirs publics les mesures propres à remédier au chômage des ouvriers de la région ».

Les Conseils du travail doivent présenter chaque année, au Ministre du Commerce et de l'Industrie, un rapport sur l'exécution des lois, décrets et arrêtés réglementant le travail, ainsi que sur les améliorations dont ils seraient susceptibles.

Le Ministre du Commerce, dans sa circulaire aux préfets, indique que les Conseils du travail « auront une mission beaucoup plus large que celle attribuée aux commissions départementales, chargées de veiller à l'exécution de la loi du 2 novembre 1892, sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels. Toutefois, ajoute-t-il, ces commissions resteront très utiles pendant longtemps encore et tout au moins jusqu'à l'établissement des Conseils du travail dans

la France entière. D'ailleurs, elles contiennent des éléments dont la place n'est pas dans les Conseils du travail et dont, au contraire, l'intervention contribue efficacement à assurer la bonne exécution de la loi de 1892 ».

Dans cette même circulaire, le Ministre, en réponse à une question qui lui a été posée pour savoir si les membres du Conseil du travail auront le droit de pénétrer dans les établissements industriels, dit que « seuls, les inspecteurs du travail jouissent de ce droit que leur confère la loi et qu'un simple décret ne peut l'étendre aux membres des Conseils du travail ».

Quant aux Conseils d'hygiène, ils continueront à donner aux pouvoirs publics leurs avis éclairés, qui se joindront à ceux des Conseils du travail.

SECTION II

Attributions délibératives.

Les Conseils du travail sont chargés « de dresser dans chaque région, pour les professions qu'ils représentent et autant que possible en provoquant des accords entre syndicats patronaux et ouvriers, un tableau constatant le taux normal et courant des salaires et la durée normale et courante de la journée de travail. Ce tableau, établi dans les formes prévues sous les numéros 1 et 2 des articles 3 des décrets du 10 août 1899, tiendra lieu, le cas

échéant, aux administrations intéressées, des constatations prescrites sous lesdits numéros, c'est-à-dire de celles des commissions mixtes de patrons et d'ouvriers » (1).

Il s'agit ici de la mesure existant en Belgique, d'introduire dans le cahier des charges des travaux concédés par les municipalités, un maximum d'heures de travail et un minimum de salaires pour les ouvriers occupés dans ces travaux. On doit se borner, dans ces cahiers des charges, à stipuler la durée moyenne du travail et le salaire moyen, et on charge les Conseils du travail de fixer ces moyennes.

Les Conseils du travail, d'autre part, présentent aux administrations « des rapports sur la répartition et l'emploi des subventions accordées aux institutions patronales et ouvrières de la circonscription ». Article 2, § 4.

Le Ministre du Commerce, dans sa circulaire, recommande aux administrations de s'adresser aux Conseils du travail, pour obtenir des renseigne-

(1) Article 3 du décret du 10 août 1899. *Journal officiel* du 11 août 1899, page 5397.

« La constatation ou la vérification du taux normal et courant des salaires et de la durée normale et courante de la journée de travail sera faite par les soins de l'administration qui devra :

« 1^o Se référer, autant que possible, aux accords entre les syndicats patronaux et ouvriers de la localité ou de la région ;

« 2^o A défaut de cette entente, provoquer l'avis des commissions mixtes composées en nombre égal de patrons et d'ouvriers et, en outre, se munir de tous renseignements utiles auprès des syndicats professionnels, conseils de prud'hommes, ingénieurs, architectes départementaux et communaux et autres personnes compétentes ».

ments sur l'emploi des subventions accordées aux institutions ouvrières et patronales de la circonscription ; comme, du reste, le département du Commerce y aura recours « pour se renseigner sur l'utilisation des encouragements accordés aux cours professionnels des syndicats ».

Que faut-il penser de cette attribution donnée aux Conseils du travail ? M. Hubert Valleroux a dit à ce sujet, « qu'il serait téméraire de compter sur beaucoup d'impartialité de leur part dans une besogne pareille. Les syndicats ouvriers recommanderont principalement, sinon uniquement, les œuvres socialistes ; il sera difficile, même aux syndicats de patrons, de ne pas incliner du côté de leurs propres œuvres » (1).

Ayant interrogé M. Bonnel, président de la 1^{re} section du 3^e Conseil du travail de Paris, sur cette attribution, il nous répondit que les Conseils du travail n'avaient pas fait de rapports de ce genre ; et que, si on leur avait demandé un semblable travail, il aurait présenté de grandes difficultés, car il aurait été difficile aux membres patrons et aux membres ouvriers de se mettre d'accord pour la répartition de ces subventions.

(1) *L'Economiste Français*. Article de M. Hubert Valleroux, n° du 24 novembre 1900.

SECTION III

Attributions arbitrales.

Les Conseils du travail peuvent être appelés à jouer le rôle de conciliateurs ou d'arbitres dans les conflits relatifs au travail, soit que les parties après une entente amiable aient réclamé leurs concours, soit que la tentative de conciliation effectuée dans les formes déterminées par la loi du 27 décembre 1892 ait échoué.

La section qui représente l'industrie intéressée, composée en nombre égal de patrons et d'ouvriers, est alors chargée de faire fonction de conciliatrice ou d'arbitre. « Si, pour une cause quelconque, les membres patrons et les membres ouvriers ne sont pas en nombre égal, le ou les plus jeunes membres de la partie la plus nombreuse n'ont que voix consultative ». Article 11.

Par contre, ajoute la circulaire ministérielle, la procédure, instituée par la loi de 1892, ne laisse aucune place à l'intervention des Conseils du travail dans la formation des comités de conciliation. Mais en cas d'échec de ces comités, les membres de chaque Conseil du travail « pourront offrir leurs bons offices pour aider à la solution du conflit ».

Les attributions arbitrales dévolues aux Conseils du travail étaient pour l'auteur du décret du 17 septembre 1900, celles auxquelles il attribuait le plus d'importance ; aussi s'exprimait-il ainsi dans l'ex-

posé des motifs : « leur mission principale doit être d'éclairer le Gouvernement et aussi les intéressés, patrons ou ouvriers, sur les conditions nécessaires du travail, de faciliter par là-même les accords syndicaux et les conventions générales entre ces intéressés, de fournir en cas de conflit collectif les médiateurs compétents qu'offrent au point de vue judiciaire, les bureaux de conciliation prud'hommaux ». Et plus loin : « En dépit des progrès accomplis dans l'esprit public depuis la promulgation de la loi de 1892 par les idées d'arbitrage et de conciliation, elles n'ont pas fait dans la pratique les progrès qu'on attendait. Il n'est pas dès lors indifférent d'habituer les patrons et les ouvriers à se rencontrer périodiquement, à discuter ensemble avec courtoisie et en dehors de toute subordination hiérarchique, dans des réunions où leurs intérêts personnels et immédiats ne se choquent pas directement. Il n'est pas inutile de former ainsi des conciliateurs et des arbitres désignés d'avance par le suffrage de leurs pairs et ayant déjà fait apprécier leur sang-froid et leur esprit d'équité. De telles pratiques ne peuvent qu'aider à acclimater les nouvelles mœurs que l'on voudrait en honneur... ».

Une proposition de loi déposée à la Chambre des députés, le 15 novembre 1900, par M. Waldeck-Rousseau, président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et M. Millerand, Ministre du Commerce, sur le règlement amiable des différends relatifs aux conditions du travail, donne un rôle important aux Conseils du

travail. Pour abrégér le chômage résultant de la déclaration de grève, immédiatement et d'office, ce sera le Conseil du travail qui évoquera l'affaire devant la section compétente et la terminera par une sentence arbitrale, qui vaudra comme une convention valable pour une période de six mois (1).

Les Conseils du travail, dans la pensée de l'auteur du décret de 1900, « sont donc destinés à former dans leurs sections respectives, les cadres permanents, non seulement de Comités de conciliation toujours à la disposition des parties en conflit, mais aussi des juridictions arbitrales offertes en cas de non conciliation à l'agrément des parties ».

Que faut-il penser de cette mission de conciliateurs et d'arbitres accordée aux Conseils du travail

(1) Projet de loi sur le règlement amiable des différends relatifs aux conditions du travail, déposé le 15 novembre 1900 à la Chambre des députés, par MM. Waldeck-Rousseau et Millerand.

Article 21 : « En cas de grève déclarée, les sections compétentes du Conseil du travail sont d'office appelées à trancher le différend. Elles sont convoquées à cet effet par le président du Conseil du travail, saisi lui-même soit par l'un des intéressés, soit par l'autorité administrative ».

Article 22 : « Les sections du Conseil du travail agissant en qualité d'arbitres exerceront les droits reconnus aux arbitres par le Code de procédure civile ».

Article 23 : « Les sentences arbitrales rendues par les premiers arbitres, l'arbitre départiteur ou les sections des Conseils du travail, consignées dans les procès-verbaux, signées par les arbitres, vaudront convention entre les parties pour une période de six mois ».

Article 24 : « Les sentences arbitrales sont déposées et conservées en minute au secrétariat du Conseil du travail, qui en adresse une expédition au Ministre du Commerce et de l'Industrie par l'intermédiaire du préfet ».

par le décret du 17 septembre 1900? Pour le moment, nous ne pouvons nous appuyer sur les résultats obtenus, pour dire si cette nouvelle institution pourra remplir avec succès cette mission; car les Conseils du travail, durant leur année de fonctionnement, n'ont pas été appelés à jouer leur rôle de conciliateurs ou d'arbitres.

Nous dirons seulement que les Conseils du travail, à un double point de vue, faciliteront le règlement des conflits. Leurs réunions périodiques, et ceci leur assurera une haute portée morale, permettront aux ouvriers et aux patrons de se connaître, de s'apprécier et d'aborder l'étude du conflit avec un esprit d'impartialité absolue : « Avec un conseil accidentel, au contraire, les intéressés, dit M. de Mun, sont des étrangers, sont des ennemis les uns pour les autres. Ils ne se connaissent pas. Leurs délégués se voient pour la première fois. Rien ne les prédispose à l'entente, à l'accord, aux concessions mutuelles. Voilà le mal auquel il faut porter remède. On n'y arrivera qu'en mettant en présence les uns avec les autres et longtemps à l'avance, dans la vie de chaque jour, les représentants des intérêts opposés.

« C'est par ces rapports constants, par l'habitude qu'ils prendront de se rencontrer, d'échanger leurs idées, de discuter leurs intérêts, de débattre dans leurs détails toutes les causes du conflit qu'ils finiront par établir entre eux l'harmonie préexistante, la concorde préalable, la bonne volonté réciproque,

qui sont les conditions indispensables de la solution durable des conflits » (1).

D'autre part, la périodicité de ces réunions et le caractère permanent de ces Conseils feront que les parties n'hésiteront pas, par un faux point d'honneur, à leur remettre leurs conflits avant qu'ils n'aient éclaté, avant que les passions ne soient déchaînées, tandis qu'on ne forme guère de conseils accidentels de conciliation que lorsque la grève est déclarée.

Enfin ces Conseils, à notre avis, auront un double avantage dans la solution des conflits : d'abord, celui de les apaiser avant qu'ils n'aient dégénéré en grève et, d'autre part, ce qui est encore mieux, de les prévenir, en réglant d'avance tous les points qui pourraient donner lieu à des difficultés (2).

Telles sont les différentes attributions qui ont été accordées aux Conseils du travail par les décrets Millerand. Voyons maintenant quelles critiques l'on a adressées à cette institution, d'abord au point de vue de sa légalité, puis au point de vue de son organisation.

(1) Discours prononcé à la Chambre, 23 octobre 1892.

(2) Bien que les Conseils du travail soient chargés d'intervenir entre les patrons et les ouvriers en cas de grève, nous n'avons pas cru devoir traiter autrement qu'à titre accessoire et dans la mesure stricte, où elle se confondait avec notre sujet, cette importante et délicate matière de la conciliation et de l'arbitrage.

CHAPITRE V

Critiques adressées à la légalité et à l'organisation des Conseils du travail. — Projet Bérenger.

Il importe de constater, dès maintenant, que l'utilité des Conseils du travail n'a pas été contestée lors de leur création. Tout le monde est aujourd'hui conscient de l'importance acquise par les relations particulières entre patrons et ouvriers et du besoin de les réglementer. Les critiques n'ont visé que le mode de leur création, la façon dont ils ont été organisés, et sur ce point l'on peut dire que les protestations ont été plus nombreuses que les approbations.

Examinons d'abord, dans une première section, les critiques adressées aux Conseils du travail au point de vue de leur légalité, et les réponses que l'on a pu y faire; puis, dans une deuxième, celles relatives à leur organisation, et enfin, dans une troisième, le projet de loi de M. Bérenger sur ces Conseils.

SECTION I

Critiques adressées à la légalité des décrets du 17 septembre 1900 et du 2 janvier 1901, instituant les Conseils du travail.

Dès l'apparition des décrets du 17 septembre 1900 et du 2 janvier 1901, une vive campagne s'ouvrit dans certains groupes parlementaires, contre les Conseils du travail qu'ils venaient d'établir.

Le premier reproche que l'on adressa à l'institution nouvelle, ce fut celui d'illégalité. M. Bérenger, sénateur, et plusieurs de ses collègues, en déposant le 29 mars 1901, une proposition de loi concernant les Conseils du travail (1), voulurent soulever la question des droits du Parlement vis-à-vis de l'initiative gouvernementale. Les auteurs de la proposition pensaient que le Gouvernement s'était mépris sur l'étendue de ses pouvoirs et avait empiété sur les droits du Parlement : « Aucun texte précis n'a jusqu'à présent déterminé, à la vérité, les limites du pouvoir administratif ou gouvernemental et du pouvoir législatif. Mais le droit public, en cette matière, ne repose pas uniquement sur des règles de droit positif. Il a encore, et on pourrait dire principalement pour bases, un ensemble de principes fondés

(1) Proposition de loi relative à l'institution des Conseils consultatifs du travail, présenté par M. Bérenger, sénateur, le 29 mars 1901. *Doc. parl.*, n° 198. *Journal Officiel*, page 269.

sur la nature même des choses et sanctionnés d'ailleurs, par la pratique constante des pays libres.

« Or, il est deux de ces principes qui ont jusqu'ici échappé à toute contestation : C'est que, si le décret gouvernemental est absolument compétent pour régler les difficultés pratiques résultant de l'application des lois constantes, il n'a aucun droit à les modifier. C'est en second lieu qu'il ne saurait sans excès de pouvoir créer aucune institution de nature à influencer sur les conditions de la vie politique ou sociale d'un pays.

« Ces deux principes, ajoutaient-ils, nous semblent avoir été méconnus. En premier lieu, en effet, par l'attribution aux nouveaux Conseils du travail, de l'appréciation de certains différends individuels, pour la faculté d'arbitrage, dans les différends collectifs, par le droit d'émettre des avis sur toutes les questions du travail et généralement sur l'exécution des lois, par les règles nouvelles de l'éligibilité et de l'électorat, ils font d'importantes dérogations aux lois sur les Conseils de prud'hommes, sur l'arbitrage entre patrons et ouvriers, sur les Chambres de commerce et les Chambres consultatives des arts et manufactures, sur le régime électoral.

« En second lieu, ils créent par le seul fait de l'introduction dans notre régime industriel d'une institution nouvelle destinée à modifier dans une mesure importante les rapports, devenus à l'heure actuelle si délicats entre le capital et le travail, des droits nouveaux dont l'exercice peut avoir de

graves répercussions sur les conditions de l'industrie et sur la vie sociale elle-même.

« De pareils objets peuvent-ils être réglés sans l'intervention du pouvoir législatif ? Les auteurs de la proposition ne l'ont pas pensé ; et c'est avant tout pour restituer au Parlement l'exercice naturel de ses droits qu'ils ont cru devoir le saisir de la question ».

M. Francis Charmes, chargé par la Commission de faire un rapport sur cette proposition de loi, le déposa sur le bureau du Sénat le 19 décembre 1901 (1). L'auteur de ce rapport attaqua lui aussi la légalité des décrets Millerand et cela pour deux motifs.

Le Ministre, en instituant les Conseils du travail par de simples décrets, a dépassé les limites de son pouvoir : « C'est une loi, disait M. Francis Charmes, qui était nécessaire, parce que l'institution était beaucoup trop considérable pour pouvoir être faite par un simple décret ». Et, d'autre part : « Sans doute, la frontière est quelquefois difficile à fixer entre le domaine de la loi et celui des décrets. Elle existe pourtant. Et je n'hésite pas à le dire, s'il y a des questions qui, par leur gravité même, appartiennent toujours au régime de la loi et ne peuvent jamais tomber sous celui des décrets ; vous n'êtes pas, Messieurs, pour les traiter et les résoudre sur le

(1) Rapport Francis Charmes, déposé le 19 décembre 1901. *Doc. parl.*, n° 462. *Journal Officiel*, page 452.

pied d'égalité avec le gouvernement. Il prendra les devants quand il voudra, car il faut très peu de temps pour rédiger et signer un décret : il en faut beaucoup, au contraire, pour faire une loi..... Si vous acceptez la théorie ou plutôt la pratique du ministère précédent, il n'y aura bientôt plus de domaine réservé au droit du Parlement » (1).

Un autre motif pour lequel M. Francis Charmes considérait les décrets Millerand comme illégaux, c'est qu'ils ont modifié la loi de 1884. Car pour lui ils sont « une adjonction, une prolongation de cette loi » et doivent, par suite, participer à son propre caractère.

De plus, ces décrets sont aussi illégaux, parce que les Conseils du travail sont investis de fonctions arbitrales, et portent en cela atteinte à la loi de 1892, et aussi parce qu'ils ont le pouvoir de fixer le taux des salaires et la durée des heures de travail.

Le Ministre du Commerce, M. Trouillot, répondit à cette argumentation, lors de la discussion du projet de loi devant le Sénat (2). Il démontra que les décrets prétendus illégaux n'avaient touché à aucune loi.

Il invoqua d'abord les nombreux précédents où, pour des Conseils ayant des attributions plus étendues que celles données aux Conseils du travail, on

(1) Séance du 11 novembre 1902. *Journal Officiel* du 12 novembre 1902.

(2) Séance du 13 novembre 1902. *Journal Officiel* du 14 novembre 1902.

a procédé par voie de décrets sans qu'il se soit élevé aucune protestation : notamment le Conseil supérieur du commerce et de l'industrie, créé par le décret du 13 octobre 1882; le Conseil supérieur du travail, créé par décret du 22 janvier 1891, et réorganisé par décret du 1^{er} octobre 1899; le Comité consultatif des arts et manufactures; le Conseil supérieur de l'enseignement technique; les Chambres de commerce, ainsi que les Chambres consultatives des arts et manufactures; les Conseils de fabrique, les Consistoires israélites, le Conseil supérieur de l'Agriculture, d'Hygiène publique et de salubrité, des Ponts et Chaussées, de l'Assistance publique, de la Guerre, de la Marine. Il cita aussi l'opinion de M. Jules Roche qui, devant le Conseil supérieur du travail, en 1895, demandait qu'un « ministre hardi, novateur, créa les Chambres de travail par simple décret ».

Ensuite, M. Trouillot montra que les décrets Millebrand ne violent aucun texte législatif. Ils ne sont pas contraires aux dispositions de la loi de 1884 sur les syndicats. En effet, les droits électoraux nouveaux donnés aux syndicats ne leur permettent pas de sortir de leurs attributions légales. L'article 2 de la loi de 1884 leur donne comme objet exclusif l'étude et la défense « des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles ». D'après l'article 6, ils peuvent être consultés sur toutes les questions se rattachant à leur spécialité. « Ce sont bien ces intérêts et ces questions qu'il s'agit d'étudier et de dé-

fendre dans les Conseils du travail et lorsqu'on demande aux syndicats d'élire des représentants dans des Conseils où des questions de cette nature sont seules agitées, c'est pour qu'on puisse les entendre sur ces questions par la voix de leurs mandataires ». Du reste, ces attributions prétendues illégales ont été accordées aux syndicats avant les décrets Millerand ; car, ce sont les syndicats qui nomment les délégués des groupes ouvriers au Conseil supérieur du travail.

Quant au reproche d'illégalité, fondé sur ce fait que ces Conseils seraient investis de fonctions arbitrales et auraient le pouvoir de fixer le taux des salaires et la durée des heures de travail, il ne peut guère plus, pour M. Trouillot, se soutenir que les précédents. Il suffit, en effet, de se reporter aux textes pour constater que ce reproche repose sur une erreur de fait. La circulaire ministérielle du 25 février 1901 dit, en effet, que si les Conseils du travail peuvent accepter les fonctions d'arbitres dans des différends collectifs, qu'il plairait aux parties de leur confier en conformité de l'article 7 de la loi de 1892, « la procédure instituée par cette loi ne laisse, au contraire, aucune place à l'intervention des Conseils du travail dans la formation des Conseils de conciliation ». Quant au pouvoir de fixer le taux des salaires et la durée des heures de travail, les Conseils du travail ne l'ont pas à proprement parler, ils ne sont chargés, en effet, que de les constater à titre purement consultatif.

On a reproché aussi aux décrets Millerand d'être contraires à l'esprit de la loi de 1884 et, par suite, illégaux, parce qu'ils tendaient indirectement à rendre les syndicats obligatoires. Les décrets violent le principe d'égalité, car en favorisant les ouvriers syndiqués par la reconnaissance d'un droit électoral important, il oblige les non-syndiqués, soucieux de leurs intérêts, à faire partie des syndicats. Telle est l'opinion de M. Leroy-Beaulieu qui, pour ce motif, considère le décret du 17 septembre 1900 comme illégal.

Certains juristes, au contraire, ont répondu à cela qu'il fallait faire une distinction entre favoriser les syndicats, pousser à l'organisation corporative, comme c'est le cas pour les décrets Millerand, et d'autre part décréter l'obligation du groupement. L'auteur des décrets, en accordant ce droit électoral nouveau aux syndicats, a voulu simplement encourager les ouvriers à se grouper pour défendre leurs intérêts, du reste, il n'a pas absolument exclus du corps électoral les non-syndiqués puisque les Conseils de prud'hommes sont représentés dans les Conseils du travail. Mais, à ce dernier argument, on peut répondre qu'un grand nombre d'ouvriers ne sont pas représentés par des Conseils de prud'hommes : tels, les employés de commerce, les mineurs, les agriculteurs et que les non-syndiqués de ces diverses professions sont privés du droit électoral aux Conseils du travail.

De plus, tous les syndicats ne sont pas appelés à

prendre part au vote, on a éliminé tous les syndicats mixtes, qui cependant méritent aussi d'être encouragés, car ce sont surtout eux qui faciliteront, avec le plus de succès, le rapprochement tant désiré de la classe patronale et de la classe ouvrière.

Aujourd'hui, la question de la légalité des décrets Millerand est tranchée : un arrêt du Conseil d'Etat, rendu le 19 février 1904 (1) a, en effet, validé ces décrets et réfuté toutes les critiques qu'on adressait aux Conseils du travail au point de vue de leur légalité. Cet arrêt a été rendu à la suite d'un recours formulé, vers la fin de l'année 1901, par la Chambre syndicale des fabricants et constructeurs de matériel pour chemins de fer et tramways, à l'effet d'annuler, pour excès de pouvoir, les décrets des 17 septembre 1900 et 2 janvier 1901, ainsi que les arrêtés ministériels du 17 octobre 1900, créant des Conseils à Paris, Lille, Lens, Lyon et Marseille, et l'arrêté du préfet de la Seine, du 16 juillet 1901, convoquant le corps électoral pour les élections des Conseils parisiens.

Dans son pourvoi, la Chambre syndicale faisait valoir que les décrets d'institution des Conseils du travail violaient notamment : 1° les décrets du 10 août 1899, en attribuant aux Conseils la constatation de la durée normale et courante de la journée de travail et des salaires normaux et courants dans

(1) *Recueil des arrêts du Conseil d'Etat*, rédigé par Panhard, Février 1904, page 131.

les travaux publics ; 2° les lois sur les Conseils de prud'hommes et la loi du 29 décembre 1892, sur la conciliation et l'arbitrage, en appelant les Conseils à donner leur avis, sur la demande des intéressés, sur la question du travail et les différends qui y sont relatifs ; 3° le principe constitutionnel d'égalité et la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats, en accordant l'électorat aux seuls membres des associations professionnelles, à l'exclusion des non-syndiqués.

La Chambre syndicale faisait aussi valoir que ces mêmes décrets accordaient le droit de vote à des incapables, et, en outre, que le décret du 2 janvier 1901 supprimait le secret du vote en introduisant le mandat impératif.

M. Romieu, commissaire du gouvernement, réfuta toutes ces critiques, dans ses conclusions. Il montra que les décrets attaqués ne portent atteinte à aucune loi existante, et que leur légalité est d'autant moins douteuse que les Conseils du travail n'ont que des attributions consultatives.

D'abord, en ce qui concerne la fixation de la durée normale de la journée de travail, aussi bien qu'en ce qui concerne la fixation du taux normal des salaires, il n'y a aucune modification apportée aux règlements d'administration publique du 10 août 1899 par le décret Millerand.

Sans doute, le décret attaqué serait illégal s'il donnait aux Conseils du travail le pouvoir de rédiger les bordereaux d'adjudication des marchés de l'État, des départements et des communes dans lesquels se

trouvent contenues, pour les entrepreneurs les obligations ayant trait au salaire et à la durée du travail des ouvriers, en les substituant ainsi aux administrations intéressées ou aux commissions mixtes, dont parle le décret du 10 août 1899.

« Mais telle n'est pas la portée du décret qui a créé les Conseils du travail, a soutenu M. Romieu. Si la rédaction de ce texte n'offre pas toute la clarté désirable et semble, à première vue, pouvoir conduire à l'interprétation qui vient d'être indiquée, elle cesse d'avoir cette portée, pourvu qu'on ait égard aux mots : « le cas échéant », qui se trouvent dans le texte. Ces mots accompagnent la mention que les bordereaux dressés par les Conseils du travail tiendront lieu aux administrations intéressées des constatations confiées aux commissions mixtes.

« C'est en ce sens, du reste, a ajouté le commissaire du gouvernement, que s'est prononcé le ministre même qui a contresigné le décret, M. Millerand, non seulement à l'occasion du pourvoi actuel, mais encore dans le rapport qu'il a soumis au Président de la République, en présentant le décret à sa signature. Il résulte des déclarations de M. Millerand, que le gouvernement n'a entendu modifier en rien les dispositions des règlements d'administration publique de 1899, qu'il n'a voulu priver les administrations intéressées d'aucune liberté, ni leur imposer aucune obligation, qu'il a eu uniquement en vue de leur procurer certaines facilités... Les Conseils du travail constituent seulement un

type de commission mixte, répondant aux prescriptions des règlements de 1899, qui est mis d'une manière permanente à la disposition des diverses administrations, et que celles-ci peuvent, dès lors, si cela leur convient, considérer pour la rédaction de leur cahier des charges, comme la commission mixte prévue par ces règlements ».

Le décret du 17 septembre, pour M. Romieu, n'apporte donc aucune modification au règlement d'administration publique du 10 août 1899 et, à ce point de vue, n'est donc entaché d'aucun excès de pouvoir.

De même, le rôle de conciliateurs et d'arbitres, que les Conseils du travail peuvent être éventuellement appelés à remplir sur la demande des intéressés, n'est en rien contraire à la loi sur les prud'hommes, pas plus qu'à la loi de 1892, sur la conciliation et l'arbitrage, du moment que ces Conseils « qui ne sont, vis-à-vis de l'administration, qu'un corps purement consultatif, n'ont, à l'égard des tiers, qu'un rôle exclusivement facultatif, et n'interviennent que s'ils en sont sollicités par les parties elles-mêmes, lesquelles demeurent libres de ne pas recourir à leurs bons offices ».

Quand au reproche d'illégalité fondé sur ce fait que le décret du 17 septembre 1900 viole le principe constitutionnel d'égalité et la loi du 21 mars 1884, en ce que l'électorat est attribué aux seuls membres d'associations professionnelles, à l'exclusion des non-syndiqués, il doit être écarté comme les précédents.

Les Conseils du travail ne sont pas, en effet, composés exclusivement des élus des syndicats, mais aussi des membres des Conseils de prud'hommes, à l'élection desquels les non-syndiqués prennent part. Le décret Millerand ne viole pas non plus la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels, comme le prétend le pourvoi de la Chambre syndicale, il ne donne, en effet, à ceux-ci, aucune attribution nouvelle; sans doute leur action et leur développement se trouvent augmentés, mais ils ne sont pas pour autant rendus obligatoires.

Ce même décret n'accorde pas non plus le droit de vote à des incapables, car ce sont les syndicats seuls qui prennent part à l'élection. Enfin, dans les dispositions électorales des Conseils du travail, il n'y a ni mandat impératif, ni suppression du secret du vote; ce dernier restant assuré au sein du syndicat où se fait l'élection.

« Il est difficile de voir, a ajouté M. Romieu, sur quel principe de droit public on pourrait se fonder pour refuser au Gouvernement le droit de créer des corps administratifs, composés comme il l'entend, soit de fonctionnaires, soit de personnes quelconques désignées par lui ou élues par telle ou telle catégorie de citoyens, dès lors que ces corps ont un caractère simplement consultatif ou que leur intervention possible dans les rapports des tiers est purement facultative ou amiable. Il ne faut pas, en effet, confondre deux points de vue essentiellement différents : celui du Juge et celui du Parlement. Le

Parlement peut toujours empêcher le Gouvernement de réaliser une réforme qu'il juge inopportune ou qu'il prétend se réserver le soin de réaliser. Mais, tant qu'il n'est intervenu aucun texte législatif limitant, en fait ou en droit, les pouvoirs du Gouvernement, celui-ci peut toujours prendre les mesures d'administration qu'il croit nécessaires à l'intérêt général, du moment qu'il n'impose aucune obligation à personne, qu'il ne porte atteinte à aucun droit et ne lèse même directement aucun intérêt. S'il peut encourir éventuellement la censure du Parlement, il est à l'abri de l'action juridique des tiers ».

En conséquence, M. le Commissaire du gouvernement Romieu, a conclu au rejet du pourvoi, et le Conseil d'Etat, statuant au contentieux, a rendu, à la date du 19 février 1904, un arrêt ainsi conçu :

« En ce qui touche les décrets attaqués :

« Considérant, d'une part, que les Conseils du travail, tels qu'ils ont été institués par ces décrets, sont éventuellement des organes d'information, qu'ils ne sont investis d'aucun pouvoir propre de décision, et que leurs avis, destinés uniquement à éclairer les autorités administratives sur les mesures à prendre dans la limite de leurs attributions, ne sont pas obligatoires pour ces autorités ; que le caractère purement consultatif des Conseils du travail résulte tant des dispositions qui les instituent que des termes du rapport du ministre pré-

cédant le décret du 17 septembre 1900, confirmés par ses déclarations au cours de l'instance ;

Considérant, d'autre part, que si d'après l'article 2, § 3 du décret du 17 septembre 1900, les Conseils du travail sont chargés d'établir dans chaque région un tableau constatant le taux normal et courant des salaires et la durée normale et courante de la journée de travail, et doivent le faire dans les formes prévues aux articles 3 des décrets du 10 août 1899 ; que ce tableau n'est qu'un nouvel élément d'information soumis à l'appréciation des administrations publiques intéressées et ne change rien aux attributions qu'elles ont reçues de ces décrets ;

« Qu'il suit de là que les décrets attaqués n'apportent aucun empêchement à l'entière application des lois des 21 mars 1884 et 27 décembre 1892 et des décrets du 10 août 1899, la Chambre requérante n'est pas fondée à prétendre qu'ils auraient été pris en violation des lois et règlements sus-visés ; que, dès lors, ces décrets sont intervenus dans la limite du pouvoir réglementaire du Président de la République ;

« En ce qui touche les arrêtés pris par le Ministre du Commerce et de l'Industrie et par le Préfet de la Seine :

« Considérant que ces arrêtés ont été pris pour l'exécution des décrets dont la légalité vient d'être reconnue, et qu'aucun grief particulier n'est relevé contre ces arrêtés ;

« Décide :

« Article premier : La requête de la Chambre syndicale des fabricants de matériel pour chemins de fer et tramways est rejetée ».

Cet arrêt du Conseil d'Etat a donc proclamé le caractère purement consultatif des Conseils du travail, tant à l'égard des citoyens que des administrations publiques : « On ne doit donc pas s'étonner, écrit M. André Atthalin, auditeur du Conseil d'Etat, de voir reconnaître la légalité de leur institution par décret. N'est-il pas légitime, en effet, de permettre au Gouvernement de recueillir les éléments d'informations et même les conseils où il lui plaît? Pré-tendre qu'il cherche son inspiration trop exclusivement d'un côté ou d'un autre, n'est-ce pas lui faire un grief politique, le grief politique par excellence, et non un de ces griefs de droit dont il appartient à la juridiction administrative de connaître? » (1).

Cet arrêt affirmant l'absolue légalité des décrets Millerand est d'une grande importance. Désormais les Conseils du travail sont à l'abri de toute action juridique et aucun obstacle ne peut plus s'opposer à leur fonctionnement régulier.

Examinons maintenant les critiques que l'on a adressées à cette institution au point de vue de son organisation.

(1) *Revue générale d'administration* de mai 1904, page 42. Observations de M. Atthalin sur l'arrêt du Conseil d'Etat du 19 février 1904.

SECTION II

Critiques relatives à l'organisation des Conseils du travail.

Aux critiques adressées aux Conseils du travail au point de vue de leur légalité, s'ajoutèrent celles concernant leur organisation. D'abord, dans certains milieux parlementaires, on se montra nettement hostile à l'application des décrets Millerand.

Les signataires du projet de loi Bérenger, dans l'exposé des motifs, critiquèrent le mode d'élection à ces Conseils, qui, disaient-ils « n'avait eu jusqu'à présent aucun précédent ». Ils lui reprochaient d'exclure sans motifs, du corps électoral, les ouvriers non-syndiqués qui sont le plus grand nombre des intéressés et de n'accorder le droit de vote qu'aux seuls membres des syndicats. Ce mode d'élection, d'après eux, allait donner la capacité électorale aux mineurs, aux femmes, aux étrangers, aux repris de justice, aucune condition n'étant exigée pour faire partie d'un syndicat. De plus, ce corps électoral, à leurs yeux, ne reposerait « sur aucune base fixée ni même sérieuse », par suite de la mobilité de la composition des syndicats et de l'impossibilité de faire connaître le nombre de leurs membres.

M. Francis Charmes, dans son rapport sur le projet de loi Bérenger, critiqua lui aussi le mode d'élection aux Conseils du travail : « Les seuls membres, disaient-ils, ne sont même pas les syndi-

qués, mais les syndicats eux-mêmes, on n'aboutit donc qu'à avoir en fait, des conseils de syndicats et l'institution nouvelle, sous une appellation différente, ne sera que le reflet, la doublure d'une autre ».

En outre, pourquoi accorder le droit de vote aux anciens syndiqués, et le refuser aux non-syndiqués ? Ils ont cependant les mêmes intérêts à défendre et ils doivent être admis à le faire sur le même pied d'égalité. En accordant aux syndiqués seuls un mandat électoral, les décrets Millerand portent atteinte au régime libéral de 1884 : « On ne force pas, il est vrai, les gens à s'affilier à un syndicat ; on leur dit seulement que s'ils ne le font pas, ils ne seront rien ; ils ne pourront même pas prendre part à la discussion de leurs intérêts primordiaux ».

De plus, en n'accordant qu'aux syndiqués seuls le droit de prendre part au scrutin, la plus grande partie des patrons et des ouvriers n'est pas représentée. Des renseignements que la Commission a pu recueillir auprès des groupes de travailleurs, il résulte qu'il est difficile de donner des chiffres exacts sur le nombre des syndiqués, la proportion varie entre le dixième et le tiers, elle est plus forte pour certaines industries et plus faible pour d'autres, et c'est cette minorité qui nomme les délégués aux Conseils du travail, et encore ne le fait-elle qu'au second degré. Les non-syndiqués qui sont le plus grand nombre ne sont donc représentés à ces Conseils que par les conseillers prud'hommes, admis comme membres des sections et encore cette

représentation n'existe pas pour toutes les sections des Conseils.

Un autre motif qui empêcha la Commission d'accepter le mode d'élection actuel : c'est que le corps électoral qu'offre les syndicats est trop mélangé. L'auteur du rapport montra, que dans ce reproche, il ne faut pas voir une critique de la loi de 1884 qui n'avait pas voulu faire un corps électoral des syndicats et qui, par suite, n'avait pris aucune mesure pour assurer le bon recrutement de ses membres.

A la suite de ces objections, M. le Ministre du Commerce proposa plusieurs solutions transactionnelles permettant d'admettre au vote les non-syndiqués, tout en conservant à la loi le caractère d'un encouragement à se syndiquer. Les trois solutions proposées par M. le Ministre ne sont que « des variantes les unes des autres et n'en forment pour ainsi dire qu'une ».

La première solution consisterait à faire fonctionner successivement les deux modes de suffrages : celui des syndicats électeurs, tel qu'il existe d'après les décrets, nommerait la moitié de chaque section, et celui de tous les intéressés, syndiqués ou non, élirait l'autre moitié de chaque section. Mais, avec ce système, les membres des syndicats seraient toujours favorisés car ils voteraient toujours deux fois.

D'après la seconde solution, on dresserait une liste comprenant à la fois les syndicats et les individus : l'une, les patrons et les syndicats patronaux ; l'autre, les ouvriers et les syndicats ouvriers. De ce mode

d'élection résulterait encore pour les membres des syndicats le droit de voter deux fois.

La troisième solution consisterait à accorder un vote aux non-syndiqués et deux aux syndiqués. Ces derniers auraient à fournir la preuve de leur adhésion à un syndicat. Quant à la nature de cette preuve, un règlement d'administration publique la déterminerait.

Ce système, comme les précédents, soulève de graves objections. Le rapporteur s'est d'abord demandé pourquoi on voulait introduire le double vote qui a été autrefois si impopulaire en France ? Ensuite, de quels droits les syndiqués prétendraient obtenir le droit exceptionnel à un double vote ? « Lorsqu'ils usent de la faculté de s'associer que la loi leur confère, a dit M. Francis Charmes, leur force individuelle s'accroît de la force collective de l'association. Il n'y a aucune raison d'ajouter encore un coefficient artificiel à cette force déjà si grande et qui semble destinée à le devenir de plus en plus. De même que les comités influent sur les élections politiques, les syndicats influenceront, sans qu'on ait besoin de s'en mêler, sur les élections aux Conseils du travail. Cette influence est de part et d'autre assez considérable sans qu'il soit besoin de l'accroître d'un privilège ».

Ces critiques des membres du Sénat, relatives au mode d'élection aux Conseils du travail, trouvèrent des défenseurs parmi les représentants de l'élément patronal au Conseil supérieur du travail à en juger

par la motion suivante, déposée le 3 juin 1901, au début de la session du Conseil par M. Heurteau.

« Le Conseil supérieur du travail, considérant que le mode d'élection actuel, des Conseils du travail constitués par décrets en date du 17 septembre 1900 et 2 janvier 1901 et du Conseil supérieur du travail lui-même, n'assure pas une véritable et complète représentation de l'élément ouvrier, les ouvriers non-syndiqués n'y étant pas suffisamment représentés ; considérant que dans le Conseil supérieur du travail et dans sa commission permanente, l'égalité qui doit être maintenue entre les éléments ouvrier et patron se trouve faussée par l'introduction de membres de droit, ou à la nomination du Ministre, appelle l'attention du Ministre du Commerce et des pouvoirs publics sur la nécessité de modifier l'organisation et le mode d'élection de ces Conseils ».

Aux protestations de certains membres du Parlement et du Conseil supérieur du travail, se joignirent celles de nombreux patrons et ouvriers.

A la veille des élections aux cinq Conseils du travail de Paris, qui eurent lieu le 19 septembre 1901, un certain nombre de présidents de Chambres syndicales adressèrent à M. le Président du Conseil, une lettre collective le prévenant qu'ils étaient décidés à s'abstenir de toute participation aux élections ; et le 18 septembre, ces mêmes présidents adressèrent à leurs collègues de Paris et du département de la Seine une lettre indiquant les motifs

de leurs abstentions et les priant de les imiter, afin de protester en masse contre l'illégalité des décrets de M. le Ministre du Commerce.

Nous relevons dans cette lettre les passages suivants :

« Dès l'apparition des décrets créant les Conseils du travail, nous avons formulé les observations que nous suggéraient les attributions de ces nouveaux Conseils et leur organisation.

« Au point de vue de leur organisation, nous avons protesté :

« 1° Contre l'incapacité dont étaient frappés, contrairement aux principes mêmes de notre droit public, les non-syndiqués, patrons et ouvriers, et l'impossibilité où ils se trouvaient d'intervenir dans les élections de conseils dont les avis et décisions peuvent avoir la plus grande influence.

« 2° Contre la capacité électorale donnée par l'intermédiaire du Syndicat : aux femmes, aux étrangers et aux personnes mineures, aucune condition n'étant imposée comme garantie de moralité, d'âge ni de nationalité.

« 3° Contre l'incapacité des unions de contrôler le nombre de voix auxquelles auraient droit les syndicats, les décrets ne les obligeant pas à fournir la preuve du nombre de leurs membres.

« 4° Contre l'impossibilité où seraient les Chambres syndicales, ayant des adhérents au dehors de la circonscription d'un Conseil du travail, de pouvoir prendre part aux opérations électorales sans violer

leurs statuts. En effet, d'après les décrets, l'assemblée de chaque Chambre syndicale qui est chargée de nommer des délégués ne doit pas être composée comme les assemblées ordinaires des syndicats, elle ne doit pas comprendre tous les membres adhérents, mais seulement ceux appartenant aux professions inscrites de la section de la circonscription. Ces décrets aboutissent donc à créer une assemblée spéciale se juxtaposant à l'assemblée générale ordinaire des syndicats ; or, les statuts ne prévoient qu'une assemblée générale ; dès lors la convocation d'une assemblée spéciale, telle que la suppose les décrets Millerand, est contraire aux statuts du syndicat. Donc impossibilité, sans violer les statuts, de réunir les assemblées électorales pour les Conseils du travail.

« 5° Contre le droit de donner à des personnes ne faisant pas partie des Chambres syndicales de s'immiscer dans leurs fonctions et de figurer parmi les membres sous le nom d'assimilés ».

« Au point de vue des attributions que le décret du 17 septembre 1900 a données à ces Conseils, nous avons fait remarquer :

« 1° Que les attributions consultatives, droit d'émettre des avis sur toutes les questions du travail et généralement sur l'exécution des lois, avaient été dévolues par la loi aux Chambres de commerce, aux Chambres consultatives des arts et manufactures et à nos Chambres syndicales ; hier, encore, le Parlement ne vient-il pas de demander à toutes

nos associations professionnelles leurs avis sur le projet de loi sur les retraites ouvrières ?

« 2° Que les attributions contentieuses, appréciations de certains différends individuels, faculté d'arbitrage dans les différends collectifs, avaient été réglées par les lois sur les Conseils de prud'hommes, sur l'arbitrage entre patrons et ouvriers.

« 3° Que le droit donné à ces nouveaux Conseils de fixer, pour les marchés passés au nom de l'Etat, des départements et des communes, le taux des salaires normaux, visés par les décrets du 10 août 1899, était contraire au texte même des dits décrets rendus en forme de règlement d'administration publique, le Conseil d'Etat entendu. Ces décrets, en effet, à défaut d'accord entre syndicats patronaux et ouvriers, enjoignent à l'administration de provoquer l'avis de commissions mixtes spécialement nommées et convoquées à cet effet.

« Pour toutes ces raisons, après avoir pris l'avis de jurisconsultes dont le nom fait autorité, nous avons pensé, et nous pensons encore, que le Parlement seul avait qualité pour décider de l'utilité, de la forme et des attributions de ces conseils. Tel a été d'ailleurs l'avis du Sénat qui, en prenant en considération, dans sa séance du 18 juin 1901, la proposition de loi que M. Bérenger avait déposée sur les Conseils du travail, s'est réservée le droit d'examiner la légalité des décrets de M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie ».

A ces reproches et à cette protestation, un certain

nombre de représentants de syndicats patronaux, partisans convaincus de l'institution des Conseils, avaient répondu par avance, d'abord en avisant le Président du Conseil par une lettre en date du 1^{er} août 1901, qu'ils étaient résolus à prendre part aux élections, ensuite, par une délibération, motivée en date du 28 août 1901, répondant point par point aux griefs des opposants :

« Considérant, lisons-nous dans cette délibération, que les attributions des Conseils du travail ont un caractère purement consultatif et ne comportent aucun pouvoir de décision et d'administration ;

« Qu'en ce qui concerne l'intervention conciliatrice d'un Conseil du travail dans les différends collectifs entre patrons et ouvriers, elle n'est obligatoire à aucun degré, mais seulement offerte ; qu'elle n'aurait donc lieu, comme celle de tout autre arbitre, qu'en vertu des volontés libres et concordantes des parties ;

« Que l'intervention des Conseils du travail mérite d'autant mieux l'approbation des Chambres syndicales que ces dernières réclament depuis 25 ans l'organisation de comités analogues ;

« Que le mode d'élection des Conseils du travail est également de nature à donner satisfaction aux Chambres syndicales. En effet, les Conseils du travail étant destinés à exprimer leurs avis éclairés sur les intérêts professionnels, tant patronaux qu'ouvriers, il paraît naturel d'appeler à les élire ceux qui, en s'organisant pour la discussion et la défense de ces

intérêts, ont montré qu'ils en avaient la notion la plus claire, et qu'ils étaient ainsi les plus aptes à les représenter et à les faire prévaloir.

« Considérant que M. le Préfet de la Seine a fixé au 19 septembre l'élection aux Conseils du travail ;

« Emettent l'avis qu'il y a lieu, pour les Chambres syndicales de Paris, de prendre part à ces élections ».

Cet ordre du jour était signé de 80 noms de membres autorisés de chambres patronales (horlogerie, vins et spiritueux en gros, miroiterie, huiles, fantaisie pour modes, boulangerie, bronze imitation, machines à coudre, fleurs et plumes, etc.)

La Chambre de commerce de Saint-Quentin, dans sa séance du 22 août 1901, fit remarquer que les décrets sur les Conseils du travail sont « une pierre d'attente », en ce sens que, si le projet de loi sur la réglementation des grèves et d'arbitrage obligatoire déposé sur le bureau de la Chambre par M. Waldeck-Rousseau et M. Millerand, venait à être voté, les Conseils du travail « seraient le tribunal suprême de l'industrie ». Puisqu'il en est ainsi, il est nécessaire de faire appel à la discussion et au vote du Parlement. De plus, il est inacceptable, disaient les membres de la Chambre de commerce, qu'on donne le droit de voter à des personnes sans compétence, sans moralité, car, dans les syndicats, il y a beaucoup de femmes, d'enfants, d'étrangers et d'individus déchus de leurs droits civils et politiques.

De même, la Chambre de commerce de Lyon,

dans un rapport au sujet du projet de loi sur l'arbitrage obligatoire, protesta contre le rôle des Conseils du travail en matière d'arbitrage obligatoire, et s'exprima ainsi : « Quant à la difficulté de trouver des arbitres parfaits, M. le Ministre du Commerce s'en est rendu compte, et il a cru l'avoir résolue victorieusement le jour où il a imaginé les Conseils du travail. Il se peut que ces Conseils réalisent, au point de vue de l'autorité, de la compétence et de l'impartialité, toutes les espérances de M. le Ministre; mais le mieux qu'on en puisse dire, c'est que personne n'en sait rien. Ils n'ont pas encore fonctionné et ne sont même pas constitués. N'est-il pas imprudent de faire reposer les garanties qui sont dues aux intéressés sur une institution qui n'existe que sur le papier. S'il est permis de la juger par analogie, il est très probable que leur composition et leurs tendances se rapprocheront de celles de nos Conseils de prud'hommes. Or, tout le monde connaît l'esprit de parti qui, malheureusement, règne trop souvent dans ces assemblées. Les mandats imposés par les électeurs ouvriers à leurs représentants ne sont rien moins que des mandats impératifs. Dans les Conseils du travail, les patrons et les ouvriers y seront séparés par des vues diamétralement opposées, la lutte des classes y fera son œuvre comme ailleurs, et il leur faudrait à elles-mêmes un arbitre souverain, impossible à trouver pour les concilier et changer leur désaccord en harmonie parfaite. Est-ce là l'autorité sur laquelle M. le Ministre compte trancher

d'office les différends qui ont causé la grève? La discussion se transportera de l'atelier en grève à la section du Conseil. C'est le cas de se demander « *quis custodiet custodes* », « qui jugera les juges? qui leur dictera leurs sentences »? (1).

Beaucoup d'ouvriers protestèrent aussi contre cette nouvelle institution; c'est ainsi que le 2 août 1901, dans une assemblée à la Bourse du travail, l'Union fédérale des ouvriers métallurgistes émit la résolution suivante : « Considérant que le règlement des conditions du travail et des différends rentrent dans les attributions des syndicats; que ce serait se leurrer d'opérer une entente entre patrons et ouvriers, leurs intérêts généraux étant opposés; qu'il est nuisible pour les nôtres d'aller dans des milieux dont tôt ou tard ils subissent les influences; considérant que la création des Conseils du travail n'est faite que pour l'application du projet de loi sur la réglementation des grèves et des arbitrages obligatoires que nous avons repoussé, engage les syndicats à ne pas se faire les dupes d'une si nuisible institution ».

Les socialistes parlementaires, par contre, félicitèrent l'auteur de cette nouvelle institution : « Ça aura été la grande œuvre de Millerand », s'écria M. Jaurès. M. Viviani approuva dans le même sens : « Le

(1) Texte des rapports soumis à la Chambre de commerce de Lyon, relativement au projet de loi sur l'arbitrage obligatoire, par MM. F. Favre et Auguste Isaac, président. *L'Economiste français*, n° du 19 avril 1901, page 499.

décret est pris aujourd'hui même; car, fidèle à sa tactique, effrayé de longues procédures parlementaires, qu'allonge encore l'esprit de chicane réactionnaire, c'est par décret que Millerand a doté les ouvriers d'une institution dont l'importance sociale n'échappera qu'aux volontaires aveugles ». Et la revue la *Démocratie chrétienne*, dans son numéro d'octobre 1900, applaudissait à « une initiative dans laquelle les démocrates chrétiens ont le droit de prendre leur part, leur grande part ». Et elle ajoutait : « Voilà sept ans que la *Démocratie chrétienne* demande cette réforme inscrite au numéro onze de son programme. Elle n'hésite donc pas à féliciter M. Millerand et à le remercier d'avoir bien voulu lui donner pleine satisfaction ».

Si nous consultons les résultats des élections du 19 septembre 1901, pour nommer les membres des cinq Conseils du travail de Paris; nous remarquons qu'il y eut de nombreuses abstentions. Ainsi du côté patronal :

Inscrits : 462 syndicats, pour 5.926 suffrages.

Votants : 98 syndicats, pour 2.793 suffrages.

Soit une moyenne de 48 %.

Du côté ouvrier :

Inscrits : 477 syndicats, pour 4.978 suffrages.

Votants : 286 syndicats, pour 3.326 suffrages.

Soit une moyenne de 70 % (1).

(1) Ces chiffres ont été pris dans le rapport de M. Francis Charmes sur le projet de loi de M. Bérenger.

Ces chiffres nous montrent que la nouvelle institution n'a pas même eu les approbations des patrons et des ouvriers syndiqués, à qui cependant les décrets Millerand confèrent des droits électoraux importants.

Sans doute, personne n'a contesté l'utilité des Conseils du travail; mais on a critiqué leur organisation actuelle, qui a été jugée défectueuse sur certains points; et c'est pourquoi, dans certains milieux parlementaires, on résolut de modifier cette organisation. MM. Bérenger, Franck-Chauveau, sénateurs, et un certain nombre de leurs collègues, prirent les premiers l'initiative de faire un nouveau projet de loi sur les Conseils du travail.

SECTION III

Projet de loi de M. Bérenger sur les Conseils consultatifs du travail

Dès le 29 mars 1901, MM. Bérenger, Franck-Chauveau, Prévet, Emile Labiche, Séblin, Denis, Eugène Guérin, Lavertujon, déposèrent sur le bureau du Sénat un projet sur « les Conseils consultatifs du travail », pour mettre le Parlement en mesure de légiférer au sujet des Conseils du travail.

Dans l'exposé des motifs, les signataires du projet de loi reprochent au Gouvernement d'avoir créé par simple décret, sous le nom de « Conseils du travail » des assemblées nouvelles avec des attributions

consultatives, délibératives et même arbitrales fort étendues.

Ils reconnaissent l'utilité pour les travailleurs de créer des conseils qu'ils dénomment « Conseils consultatifs du travail », car, jusqu'à présent, les travailleurs seuls « ont été privés de tout moyen légal de délibérer sur leurs intérêts et d'en formuler avec entente l'exposition ». Seulement, les auteurs du projet de loi écartent certaines attributions importantes conférées aux Conseils du travail par les décrets Millerand. Ils leur refusent d'abord le droit de constater le taux normal et courant des salaires, car, pour eux, ce serait un empiètement sur les droits du patron. Ils ne veulent pas non plus qu'ils deviennent les juges des différends individuels, ce droit appartenant déjà aux Conseils de prud'hommes; quant à l'arbitrage en cas de conflits collectifs, il a été l'objet d'une loi particulière du 27 décembre 1892. Du reste, l'exemple de la Belgique montre bien qu'il ne faut pas donner aux Conseils du travail le pouvoir de conciliation et d'arbitrage en matière de grèves. L'enquête publiée par le Gouvernement belge, sur les effets de la loi du 16 août 1887, donne des renseignements précis à cet égard et montre les résultats plus souvent négatifs des tentatives de conciliation.

Les auteurs du projet de loi s'écartent aussi du système créé par les décrets sur la composition d'abord, sur le mode d'élection ensuite des nouveaux Conseils.

Le Conseil se composera en égales parties de patrons et d'ouvriers, mais il sera divisé en deux sections composées, l'une des seuls ouvriers, l'autre des seuls patrons. Les sections délibéreront séparément. Mais, si leurs bureaux jugent la conciliation possible, elles se réuniront en conseil et chercheront à s'entendre. En cas de partage des voix, elles pourront appeler un ou plusieurs tiers désignés d'accord entre elles. Le nombre des membres de chaque Conseil pourra varier de six à douze, suivant l'importance des industries représentées, et la durée de leur pouvoir sera de quatre ans.

Les Conseils consultatifs du travail seront élus dans les conditions d'éligibilité et d'électorat et suivant les règles fixées par la loi sur les Conseils de prud'hommes. « Cette base d'élection, disent les auteurs de la proposition, aura l'avantage de présenter un ensemble de règles sur les conditions d'âge, de durée de l'exercice de la profession, de nationalité et d'indignité, éclairés par une constante pratique et une jurisprudence toute formée ».

Dans le cas où le nombre des électeurs patrons sera égal ou inférieur à celui des membres qui doivent composer le Conseil, tous seront membres du Conseil. S'ils sont en nombre inférieur, ils désigneront entre eux pour se compléter, soit des ingénieurs ou employés supérieurs de leurs établissements, soit des patrons appartenant à la même industrie ou à des industries similaires dans les circonscriptions voisines. Dans les circonscriptions

où l'industrie sera représentée par des sociétés par actions, les directeurs et les membres du Conseil d'administration ayant la capacité électorale, seront électeurs patronaux.

Les nouveaux Conseils du travail ne devront avoir qu'un rôle purement consultatif; ne pourront, par suite, que donner des avis : toutes discussions politiques ou religieuses seront interdites. Si un Conseil prend des résolutions qui sortent de ses attributions, elles pourront être annulées et la dissolution de ce Conseil sera prononcée s'il persiste à sortir de son rôle légal.

Les auteurs de cette proposition de loi veulent donc d'une part élargir la base de l'électorat et substituer aux syndicats un corps électoral composé de tous les ouvriers, de tous les patrons, syndiqués ou non, remplissant les conditions requises pour l'électorat aux Conseils de prud'hommes et à réduire d'autre part, le rôle des Conseils à une mission purement consultative, les attributions délibératives et arbitrales que leur confèrent les décrets étant déjà dévolues aux Conseils de prud'hommes, et faisant aussi l'objet de la loi du 27 décembre 1892.

Cette proposition de loi fut soumise à la troisième Commission d'initiative parlementaire (1), et

(1) Cette commission était composée de MM. le général Grévy, président; Gourju, secrétaire; Bidault, Savary, Saillard, Charles Riou, Delobeaue, Alasseur, Lordereau, Gayot, Villard, Raquet, comte d'Aunay, Bourgeat, Expert-Bezançon, Renard, Gomot, Thorel.

M. Gomot, sénateur, rédigea un rapport sommaire (1), dans lequel il concluait que la Commission d'initiative, nommée dans les bureaux sans mandat spécial, n'avait pas qualité pour juger la question de droit constitutionnel et parlementaire, soulevée par MM. Bérenger, Franck-Chauveau, etc., et qu'elle n'a pas cru pouvoir en aborder la discussion. Mais, il estimait qu'il y avait lieu de prendre en considération la proposition de loi en elle-même, tendant à l'institution des Conseils consultatifs du travail.

A la séance du 18 juin 1901, la proposition de loi de M. Bérenger fut prise en considération et la Commission (2), chargée de l'examiner, déposa le 19 décembre 1901, son rapport, rédigé par M. Francis Charmes (3).

Dans son rapport, l'auteur rappelle d'abord les origines de la question, puis il cherche quel but précis doit être assigné aux Conseils consultatifs du travail, afin que ceux-ci ne fassent pas double emploi avec des institutions qui existent déjà.

Il montre que, de nos jours, on s'est rendu compte de l'importance des relations entre patrons et ouvriers et de la nécessité pour eux de se réunir, de s'associer pour discuter toutes les questions qui ont

(1) Rapport sommaire Gomot du 4 juin 1901. *Doc. parl.*, n° 224, *Journal Officiel*, page 281.

(2) Cette commission était composée de MM. Bérenger, président ; Francis Charmes, secrétaire ; Paul Strauss, Emile Labiche, Charles Pevet, Eugène Guérin, Fougère, Gustave Denis, Expert-Bezançon.

(3) Rapport Francis Charmes, déposé le 19 décembre 1901. *Doc. parl.*, n° 462, *Journal Officiel*, page 452.

trait à leurs intérêts réciproques. C'est pourquoi le Parlement a déjà voté la loi de 1884 sur les syndicats professionnels, estimant que ceux-ci devaient être un moyen de conciliation entre patrons et ouvriers. Le but n'a malheureusement pas été atteint et de nombreux témoignages en font foi et parmi ceux-ci le rapporteur cite l'avis que M. Mesureur apportait en 1895, au Conseil supérieur du travail, en défendant sa proposition de loi sur les Conseils du travail. « Nous voyons que l'expérience syndicale qui se poursuit depuis dix ans n'est arrivée qu'à ce résultat : l'organisation de la lutte, et que jamais cette institution n'a été comprise en vue de l'entente ou de la conciliation ».

Et voilà pourquoi il importe de créer une institution nouvelle, dont la mission sera de faire cesser la lutte entre patrons et ouvriers, en les rapprochant dans des réunions communes où les uns et les autres auront le droit de faire connaître leurs revendications et de soutenir leurs intérêts. C'est pourquoi, dit le rapporteur, « les Conseils du travail doivent être autre chose que les syndicats. Devant être autre chose, ils doivent prendre leur source en dehors d'eux ».

D'après l'article premier de cette proposition, des Conseils consultatifs du travail seront institués, par décret rendu en Conseil d'Etat et non par un simple arrêté partout où l'utilité en sera reconnue. Le Ministre n'aura plus seul le soin de constater cette utilité, car les avis du Conseil général, des Chambres

de Commerce, des Chambres consultatives des arts et manufactures du département devront être entendus.

Ces Conseils consultatifs seront composés en nombre égal de patrons et d'ouvriers.

A la différence des Conseils créés par M. Millerand, ils n'auront plus que des attributions consultatives « qui consisteront à donner des avis, à répondre à des demandes d'enquête, enfin à servir d'organes, dans leurs rapports, au capital et au travail ».

L'article deuxième indique quelle sera l'organisation de chaque Conseil : il sera divisé en deux sections, comprenant l'une les patrons, l'autre les ouvriers. Chacune des sections nommera un président et un secrétaire : elle aura donc à s'organiser séparément. Et, en effet, les sections pourront délibérer l'une sans l'autre ; toutefois, c'est leur réunion qui constituera le Conseil. Celui-ci sera alternativement présidé par le président de chaque section, en commençant par le plus âgé des deux, et le secrétaire de l'autre section deviendra celui du Conseil.

Cette nouvelle disposition, d'après le rapporteur, soulèvera des critiques. On lui reprochera d'avoir voulu, en instituant des délibérations séparées, maintenir une séparation entre les patrons et les ouvriers. En décidant qu'une première délibération aurait lieu dans chaque section, la Commission a voulu éviter un rapprochement trop brusque entre patrons et ouvriers, qui pourrait amener un conflit irréparable. Du reste, en fait, cela se passerait ainsi

même si cette mesure n'était pas prise, car avant la séance, patrons et ouvriers auraient délibéré chacun de leur côté.

S'il y a partage de voix dans le Conseil, les sections pourront désigner un ou plusieurs membres choisis d'accord entre elles et qui auront voix délibérative. Par cette mesure, la Commission a voulu combler la lacune qui existe dans l'institution actuelle des Conseils du travail, en cas de partage de ceux-ci en deux fractions irréductibles. Un autre avantage que fournira l'organisation des Conseils consultatifs, c'est que l'on aura, d'une part, l'avis des patrons, et, d'autre part, celui des ouvriers, quand chaque section aura d'avance donné son avis. Sans doute, les Conseils actuels peuvent agir de même, mais ce sera après le désaccord, c'est-à-dire à un moment « où les esprits sont aigris les uns contre les autres, et non pas à un moment où existe entre eux le désir et l'espoir de s'entendre ».

Il y a, dit l'article 3, autant de Conseils que de professions, sauf le droit, en certains cas et sur l'avis conforme des intéressés, de réunir en un même groupe plusieurs professions similaires.

Le décret, qui instituera chaque Conseil, devra déterminer en même temps l'étendue de son ressort.

Aux termes de l'article 4, c'est le décret d'institution qui fixera le nombre des membres du Conseil, qui peut varier de six à douze par section, suivant l'importance des industries représentées. Cet article introduit une disposition nouvelle dans l'organisa-

tion des Conseils, en empruntant à la loi belge l'institution des suppléants. Ceux-ci seront élus en même temps et dans les mêmes formes que les membres titulaires, leur nombre sera égal à la moitié de ces derniers. Par cette nomination de suppléants, on n'aura plus besoin de priver du droit de vote un ou plusieurs membres d'une section pour rétablir l'équilibre rompu par l'absence d'un ou plusieurs membres de l'autre section.

Les délégués et leurs suppléants ne pourront pas être nommés pour une durée supérieure à quatre années.

C'est l'article 5 qui organise l'élection des membres des sections. Le projet de la Commission diffère sur ce point avec celui de M. Bérenger, qui avait proposé de recourir au corps électoral qui nomme les Conseils de prud'hommes. A ce mode d'élection, on aurait pu objecter que les Conseils de prud'hommes étaient un tribunal, et les Conseils du travail un corps uniquement consultatif, et que par suite on ne pouvait exiger les mêmes conditions de capacité et de moralité dans les deux cas. En outre, un projet de loi modificatif de la législation des Conseils de prud'hommes venant d'être voté par la Chambre des députés, il ne faut pas lui emprunter des dispositions que l'on peut changer incessamment; aussi la Commission a établi un autre système.

Pour être électeur, il suffira d'être inscrit sur la liste électorale politique. Les étrangers, les mineurs des deux sexes, ceux qui ont perdu par indignité ou

incapacité l'exercice de certains droits sont donc exclus. Les électeurs de la section patronale seront : 1° Tous les patrons exerçant une des professions fixées par le décret d'institution ; 2° les directeurs et les chefs de service appartenant à la même profession et l'exerçant effectivement depuis deux ans. Ceux de la section ouvrière seront : Tous les ouvriers et contre-maitres appartenant à la même profession et l'exerçant effectivement depuis deux ans.

Seront éligibles les électeurs de la section, âgés de 25 ans accomplis.

Lorsque les femmes rempliront les conditions exigées pour les hommes, elles seront admises à l'électorat et à l'éligibilité.

Les règles des Conseils de prud'hommes qui régissent la composition des listes, les opérations électorales et les recours dont elles peuvent être l'objet seront applicables aux Conseils consultatifs du travail.

L'article 6 vise le cas où « les électeurs patrons seront en nombre égal à celui qui a été fixé pour la composition des Conseils, alors tous en seront membres. Quand ils seront en nombre inférieur, ils désigneront entre eux, pour se compléter, des électeurs appartenant à la même profession ou à des professions similaires dans les circonscriptions voisines ».

Au cas où la profession dans des circonscriptions serait représentée par des sociétés par actions, les membres du Conseil d'administration ayant la capacité électorale politique seront électeurs patronaux,

Chaque section, d'après l'article 7, devra se réunir au moins une fois par trimestre à la mairie de la commune de son siège, et sur la convocation de son bureau chaque fois qu'il y aura lieu de lui soumettre un objet de sa compétence.

Toutes discussions politiques et religieuses seront interdites. Si une délibération venait à excéder la limite des attributions fixées par la loi, elle sera annulée et si le Conseil ou la section, une fois averti, persistait à sortir de son droit, la dissolution pourra être prononcée (Articles 8 et 9).

Enfin, un décret rendu en la forme d'administration publique devra déterminer les conditions de fonctionnement de cette loi.

Ce projet de loi, sur les Conseils consultatifs du travail, fut discuté devant le Sénat, dans les séances des 6, 7, 11 et 13 novembre 1902, et fut adopté malgré l'opposition du gouvernement et de M. Strauss sur certains points importants.

M. Trouillot, ministre du Commerce, et M. Strauss, prirent successivement la parole pour critiquer d'abord le mode de délibération des nouveaux Conseils.

D'après eux, il serait dangereux de maintenir une séparation entre les patrons et les ouvriers en les faisant délibérer séparément, « agir ainsi, ce serait organiser non pas l'entente mais un désaccord systématique ». C'est pourquoi M. Strauss proposa la suppression des mots « elles délibèrent séparément » et de les remplacer par l'amendement suivant :

« Elles peuvent délibérer séparément ». Le Sénat, malgré l'opposition de la Commission, adopta l'amendement par 154 voix contre 103.

Le Ministre du Commerce et M. Strauss critiquèrent aussi la base de l'électorat des Conseils consultatifs du travail. M. Trouillot fit remarquer que ce mode d'élection est pratiqué en Belgique et qu'il a donné de mauvais résultats. A l'appui de son opinion, il cita celle de M. Jules Roche qui, devant le Conseil supérieur du travail, en 1895, disait « qu'il y avait danger à mettre en mouvement, à Paris, 400.000 personnes pour nommer les Conseils du travail », car en agitant cette population immense, au lieu d'établir la paix, on allumera la guerre. Une autre considération qui décida le Ministre à ne pas accepter le mode d'électorat adopté par la Commission, c'est l'indifférence trop grande du suffrage universel professionnel pour les élections aux Chambres de Commerce et aux Conseils de prud'hommes, et qui, sans nul doute, sera la même pour les Conseils consultatifs du travail.

Aussi, le Ministre du Commerce déclara-t-il se ranger à l'opinion de M. Strauss, qui déposa l'amendement suivant :

« Les Conseils consultatifs du travail sont élus au scrutin de liste et par représentation proportionnelle, de la manière suivante :

« Sont électeurs les associations professionnelles constituées en conformité de la loi du 21 avril 1884, ayant effectué les dépôts prescrits par l'article 4 de

la dite loi. Les associations disposent : dans la section patronale d'une voix par dix membres ou fraction de dix membres, patrons ou assimilés exerçant dans la circonscription une profession inscrite au Conseil ; dans la section ouvrière, d'une voix par dix membres, ouvriers ou employés, exerçant dans la circonscription une profession inscrite au Conseil.

« Sont éligibles, les Français de l'un ou l'autre sexe, âgés de 25 ans au moins, domiciliés ou résidant dans la circonscription de cette section, non déchus de leurs droits civils ou civiques, appartenant ou ayant appartenu pendant dix ans comme patrons, employés ou ouvriers à l'une des professions inscrites au Conseil.

« Des représentants des Conseils de prud'hommes fonctionnant dans la région sont appelés, dans les conditions fixées par le décret d'institution, à faire partie des sections correspondant à la profession exercée par eux.

« Les conseillers prud'hommes doivent former la moitié de la section toutes les fois que cela est possible.

« Ils sont désignés : les patrons par le vote des prud'hommes patrons ; les ouvriers par le vote des prud'hommes ouvriers de chaque Conseil représenté ».

Cet amendement, mis aux voix, fut repoussé par le Sénat, par 180 voix contre 60.

L'adoption du projet de loi de M. Bérenger eut lieu en deuxième délibération à la séance du 5 dé-

cembre 1902. Il fut transmis ensuite à la Chambre des députés, à la séance du 15 janvier 1903 et renvoyé à la Commission du travail.

La Commission du travail de la Chambre des députés, réunie le 3 mars 1904, après une courte discussion, a reconnu qu'en présence de l'arrêt du Conseil d'Etat du 19 février 1904, dont nous avons parlé plus haut, l'opposition sénatoriale n'avait plus de base juridique, aussi s'est-elle refusée à discuter le texte du projet Béranger qui lui était soumis.

CHAPITRE VI

Résultats pratiques de l'application des décrets Millerand.

Après avoir institué les Conseils du travail par les décrets de septembre 1900 et janvier 1901, M. Millerand, malgré l'opposition d'une partie du Sénat et les nombreuses protestations de patrons et d'ouvriers, passa à l'application de ces décrets. Il institua, par un arrêté du 17 octobre 1900, modifié par un autre arrêté du 2 février 1901, cinq Conseils du travail à Paris, et un dans chacune des villes suivantes : Lyon, Marseille, Lille, Douai.

Examinons d'abord, dans une première section, de quelle façon ces Conseils ont été établis, ainsi que les résultats pratiques de cette première application. Puis, dans une deuxième, nous indiquerons les divers travaux que les cinq Conseils du travail de Paris ont effectués depuis leur création.

SECTION I

Comment sont établis les Conseils du travail.

§ 1. — *A Paris.*

La ville de Paris et le département de la Seine comprennent, à eux seuls, cinq Conseils :

1° Bâtiment, ameublement, etc. ;

2° Industries métallurgiques, bijouterie, instruments de précision, articles de Paris, etc. ;

3° Industries de la confection, chapellerie, articles en cuir ou en peau, etc. ;

4° Industries et commerce de l'alimentation, industries chimiques, etc. ;

5° Industries typographiques, entreprises de transport, banques et assurances, commerce général.

PREMIER CONSEIL DU TRAVAIL DE PARIS (1)

Ce Conseil se compose de sept sections et comprend toutes les professions se rattachant au bâtiment et à l'ameublement.

Sections	PROFESSIONS	Nombre des Membres	RÉPARTITION DES MEMBRES
I	Extraction et cuisson des pierres et terres : carrières, chaux, plâtre, ciment, briques et tuiles)	6	2 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs patrons. 2 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs ouvriers. 1 Membre patron { de la 8 ^e catégorie du Conseil des Prud'hommes de Paris (bâtiment), élus respectivement par les Prud'hommes patrons et les Prud'hommes ouvriers de ce Conseil. 1 Membre ouvrier {
II	Industrie du bâtiment, pierres et terres : (maçonnerie, taille de pierre, terrasse) . . .	12	4 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs patrons. 4 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs ouvriers. 2 Membres patrons { de la 5 ^e ou de la 7 ^e catégorie du Conseil des Prud'hommes (bâtiment), élus respectivement par les Prud'hommes patrons et les Prud'hommes ouvriers de ce Conseil. 2 Membres ouvriers {
III	Charpente et menuiserie.	10	4 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs patrons. 4 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs ouvriers. 1 Membre patron { de la 3 ^e catégorie (2 ^e section) ou de la 7 ^e catégorie du Conseil des Prud'hommes de Paris (bâtiment), élus respectivement par les Prud'hommes patrons et les Prud'hommes ouvriers de ce Conseil. 1 Membre ouvrier {
IV	Peinture en bâtiment	6	2 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs patrons. 2 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs ouvriers. 1 Membre patron { de la 6 ^e catégorie du Conseil des Prud'hommes de Paris (bâtiment), élus respectivement par les Prud'hommes patrons et les Prud'hommes ouvriers de ce Conseil. 1 Membre ouvrier {
V	Industrie de l'ameublement	8	3 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs patrons. 3 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs ouvriers. 1 Membre patron { de la 3 ^e catégorie (2 ^e section) du Conseil des Prud'hommes de Paris (bâtiment), élus respectivement par les Prud'hommes patrons et les Prud'hommes ouvriers de ce Conseil. 1 Membre ouvrier {
VI	Serrurerie.	6	2 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs patrons. 2 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs ouvriers. 1 Membre patron { de la 1 ^e catégorie du Conseil des Prud'hommes de Paris (bâtiment), élus respectivement par les Prud'hommes patrons et les Prud'hommes ouvriers de ce Conseil. 1 Membre ouvrier {
VII	Couverture, plomberie, fumisterie. . . .	6	2 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs patrons. 2 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs ouvriers. 1 Membre patron { de la 2 ^e catégorie des Conseils des Prud'hommes de Paris (bâtiment), élus respectivement par les Prud'hommes patrons et les Prud'hommes ouvriers de ce Conseil. 1 Membre ouvrier {

(1) Pour permettre au lecteur de se rendre plus facilement compte de la composition des différents Conseils du travail, nous avons établi des tableaux, d'après les indications qui nous ont été fournies par les arrêtés du 17 octobre 1900 et du 2 février 1901.

DEUXIÈME CONSEIL DU TRAVAIL DE PARIS

Ce Conseil se compose de huit sections et comprend toutes les professions se rattachant aux industries métallurgiques, bijouterie, instruments de précision, articles de Paris, etc.

Sections	PROFESSIONS	Nombre des Membres	RÉPARTITION DES MEMBRES
I	Industrie de la fonderie et du moulage des métaux	10	4 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs patrons. 4 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs ouvriers. 1 Membre patron { de la 4 ^e ou de la 5 ^e catégorie du Conseil des Prud'hommes de Paris (métaux et industries diverses), élus respectivement par les Prud'hommes patrons et par les Prud'hommes ouvriers de ce Conseil. 1 Membre ouvrier {
II	Grosse industrie mécanique et chaudronnerie	12	5 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs patrons. 5 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs ouvriers. 1 Membre patron { de la 1 ^{re} catégorie du Conseil des Prud'hommes de Paris (métaux et industries diverses), élus respectivement par les Prud'hommes patrons et par les Prud'hommes ouvriers de ce Conseil. 1 Membre ouvrier {
III	Gros travaux métalliques; ponts, etc.	8	3 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs patrons. 3 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs ouvriers. 1 Membre patron { de la 1 ^{re} catégorie du Conseil des Prud'hommes de Paris (métaux et industries diverses), élus respectivement par les Prud'hommes patrons et par les Prud'hommes ouvriers de ce Conseil. 1 Membre ouvrier {
IV	Fabrication des articles de chauffage, d'éclairage et de ferblanterie.	6	2 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs patrons. 2 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs ouvriers. 1 Membre patron { de la 1 ^{re} ou de la 4 ^e catégorie du Conseil des Prud'hommes de Paris (métaux et industries diverses), élus respectivement par les Prud'hommes patrons et par les Prud'hommes ouvriers de ce Conseil. 1 Membre ouvrier {
V	Industrie de la carrosserie et de la charbonnerie	8	3 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs patrons. 3 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs ouvriers. 1 Membre patron { de la 1 ^{re} catégorie du Conseil des Prud'hommes de Paris (métaux et industries diverses), élus respectivement par les Prud'hommes patrons et par les Prud'hommes ouvriers de ce Conseil. 1 Membre ouvrier {
VI	Industrie de la bijouterie et de l'orfèvrerie.	6	2 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs patrons. 2 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs ouvriers. 1 Membre patron { de la 2 ^e catégorie du Conseil des Prud'hommes de Paris (métaux et industries diverses), élus respectivement par les Prud'hommes patrons et par les Prud'hommes ouvriers de ce Conseil. 1 Membre ouvrier {
VII	Industrie de l'article de Paris, tabletterie, bimbeloterie	6	2 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs patrons. 2 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs ouvriers. 1 Membre patron { de la 6 ^e catégorie du Conseil des Prud'hommes de Paris (métaux et industries diverses), élus respectivement par les Prud'hommes patrons et par les Prud'hommes ouvriers de ce Conseil. 1 Membre ouvrier {
VIII	Industrie des instruments de précision, de chirurgie et d'optique.	8	3 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs patrons. 3 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs ouvriers. 1 Membre patron { de la 3 ^e ou de la 5 ^e catégorie du Conseil des Prud'hommes de Paris (métaux et industries diverses), élus respectivement par les Prud'hommes patrons et par les Prud'hommes ouvriers de ce Conseil. 1 Membre ouvrier {

TROISIÈME CONSEIL DU TRAVAIL DE PARIS

Ce Conseil est formé de quatre sections et comprend toutes les professions se rattachant aux industries de la confection, chapellerie, articles en cuir ou en peau, etc.

Sections	PROFESSIONS	Nombre des Membres	RÉPARTITION DES MEMBRES
I	Industrie de la confection.	8	3 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs patrons. 3 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs ouvriers. 1 Membre patron 1 Membre ouvrier
II	Industrie de la chapellerie, de la lingerie, des modes, des fleurs et des plumes artificielles	6	2 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs patrons. 2 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs ouvriers. 1 Membre patron 1 Membre ouvrier
III	Industrie des articles en cuir ou en peau; cordonnerie, sellerie et maroquinerie	8	3 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs patrons. 3 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs ouvriers. 1 Membre patron 1 Membre ouvrier
IV	Industries capillaires (coiffure, etc.). . .	8	3 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs patrons. 3 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs ouvriers. 1 Membre patron 1 Membre ouvrier

QUATRIÈME CONSEIL DU TRAVAIL DE PARIS

Ce Conseil se compose de cinq sections et comprend toutes les professions se rattachant aux industries et commerces de l'alimentation, aux industries chimiques, etc.

Sections	PROFESSIONS	Nombre d. s. Membres	RÉPARTITION DES MEMBRES
I	Industrie de la boucherie, de la triperie, de la charcuterie et des abattoirs	10	4 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs patrons. 4 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs ouvriers. 1 Membre patron } de la 2 ^e catégorie des Conseils de Prud'hommes de 1 Membre ouvrier } Paris (produits chimiques), élus respectivement par les Prud'hommes patrons et par les Prud'hommes ouvriers de ce Conseil.
II	Industrie de la boulangerie, de la pâtisserie, de la confiserie. . .	12	5 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs patrons. 5 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs ouvriers. 1 Membre patron } de la 2 ^e catégorie des Conseils de Prud'hommes de 1 Membre ouvrier } Paris (produits chimiques), élus respectivement par les Prud'hommes patrons et par les Prud'hommes ouvriers de ce Conseil.
III	Commerce de l'alimentation : (Restaurants et hôtels, boissons, denrées alimentaires)	12	5 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs patrons. 5 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs ouvriers. 1 Membre patron } de la 2 ^e catégorie des Conseils de Prud'hommes de 1 Membre ouvrier } Paris (produits chimiques), élus respectivement par les Prud'hommes patrons et par les Prud'hommes ouvriers de ce Conseil.
IV	Industrie chimique, gaz, teinture et blanchisserie	8	3 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs patrons. 3 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs ouvriers. 1 Membre patron } de la 1 ^{re} catégorie des Conseils de Prud'hommes 1 Membre ouvrier } de Paris (produits chimiques), élus respectivement par les Prud'hommes patrons et par les Prud'hommes ouvriers de ce Conseil.
V	Préparation des cuirs et peaux (corroierie, mégisserie et tannerie.	6	2 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs patrons. 2 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs ouvriers. 1 Membre patron } de la 5 ^e catégorie des Conseils de Prud'hommes de 1 Membre ouvrier } Paris (produits chimiques), élus respectivement par les Prud'hommes patrons et par les Prud'hommes ouvriers de ce Conseil.

CINQUIÈME CONSEIL DU TRAVAIL DE PARIS

Ce Conseil est formé de cinq sections et comprend toutes les professions se rattachant aux industries typographiques, aux entreprises de transport, aux banques et assurances et au commerce général.

Sections	PROFESSIONS	Nombre des Membres	RÉPARTITION DES MEMBRES
I	Imprimerie typographique, fonderie de caractères, clicherie, galvanoplastie et photo-gravure	10	4 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs patrons. 4 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs ouvriers. 1 Membre patron 1 Membre ouvrier de la 3^e catégorie des Conseils de Prud'hommes de Paris (produits chimiques), élus respectivement par les Prud'hommes patrons et par les Prud'hommes ouvriers de ce Conseil.
II	Imprimerie lithographique; taille douce, gravure, brochage . .	6	2 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs patrons. 2 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs ouvriers. 1 Membre patron 1 Membre ouvrier de la 3^e catégorie des Conseils de Prud'hommes de Paris (produits chimiques), élus respectivement par les Prud'hommes patrons et par les Prud'hommes ouvriers de ce Conseil.
III	Entreprise de transport et manutention (chemins de fer non compris)	12	6 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs patrons. 6 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs ouvriers.
IV	Banque et assurances	6	3 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs patrons. 3 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs ouvriers.
V	Commerce des fils et tissus, nouveautés et divers	12	6 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs patrons. 6 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs ouvriers.

§ 2. CONSEIL DU TRAVAIL DE LILLE (NORD)

Ce Conseil comprend tout l'arrondissement de Lille : il est divisé en six sections.

Sections	PROFESSIONS	Nombre des Membres	RÉPARTITION DES MEMBRES
I	Commerce et industrie de l'alimentation (à l'exclusion de l'agriculture,	6	3 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs patrons. 3 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs ouvriers.
II	Industries textiles y compris blanchiment, teinture, impression et apprêt,	12	4 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs patrons. 4 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs ouvriers. de la 1 ^{re} ou de la 2 ^e catégorie du Conseil des Prud'hommes de Roubaix, élus respectivement par les Prud'hommes patrons et par les Prud'hommes ouvriers de ce Conseil. 1 Membre patron } 1 Membre ouvrier } 1 Membre patron } 1 Membre ouvrier } de la 1 ^{re} ou de la 2 ^e catégorie du Conseil des Prud'hommes de Tourcoing, élus respectivement par les Prud'hommes patrons et par les Prud'hommes ouvriers de ce Conseil.
III	Industrie du vêtement y compris chapeaux, chaussures, gants, etc.	6	2 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs patrons. 2 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs ouvriers. de la 1 ^{re} catégorie du Conseil des Prud'hommes de Lille, élus respectivement par les Prud'hommes patrons et par les Prud'hommes ouvriers de ce Conseil.
IV	Industries du bâtiment et industries du bois,	8	3 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs patrons. 3 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs ouvriers. de la 1 ^{re} catégorie du Conseil des Prud'hommes de Lille, élus respectivement par les Prud'hommes patrons et par les Prud'hommes ouvriers de ce Conseil.
V	Métallurgie	8	3 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs patrons. 3 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs ouvriers. de la 2 ^e catégorie du Conseil des Prud'hommes de Lille, élus respectivement par les Prud'hommes patrons et par les Prud'hommes ouvriers de ce Conseil.
VI	Industries du livre et industries d'art	6	3 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs patrons. 3 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs ouvriers.

§ 3. CONSEIL DU TRAVAIL DE LYON

Ce Conseil s'étend sur tout le département du Rhône, il est composé de huit sections.

Sections	PROFESSIONS	Nombre des Membres	RÉPARTITION DES MEMBRES
I	Commerce et industrie de l'alimentation, à l'exclusion de l'agriculture.	8	3 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs patrons. 3 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs ouvriers. 1 Membre patron } de la 5^e catégorie du Conseil de Prud'hommes de Lyon (bâtiment), élus respectivement par les Prud'hommes patrons et par les Prud'hommes ouvriers de ce Conseil. 1 Membre ouvrier }
II	Industries textiles y compris blanchiment, teinture, impression et apprêt.	12	4 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs patrons. 4 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs ouvriers. 1 Membre patron } des 4 premières catégories du Conseil de Prud'hommes de Lyon (soierie) élus respectivement par les Prud'hommes patrons et par les Prud'hommes ouvriers de ce Conseil. 1 Membre ouvrier } 1 Membre patron } des 3 Conseils de Prud'hommes de Tarare, Amplepuis, ou Thizy. Voir note 1. 1 Membre ouvrier }
III	Industrie des vêtements	6	2 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs patrons. 2 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs ouvriers. 1 Membre patron } de la 5^e catégorie des Conseils de Prud'hommes de Lyon (soieries), élus respectivement par les Prud'hommes patrons et par les Prud'hommes ouvriers de ce Conseil. 1 Membre ouvrier }
IV	Cuirs et peaux	6	2 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs patrons. 2 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs ouvriers. 1 Membre patron } de la 5^e catégorie des Conseils de Prud'hommes de Lyon, élus respectivement par les Prud'hommes patrons et par les Prud'hommes ouvriers de ce Conseil. 1 Membre ouvrier }
V	Industrie du bâtiment et industrie du bois.	10	3 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs patrons. 3 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs ouvriers. 2 Membres patrons } de la 1^{re} ou de la 2^e catégorie des Conseils de Prud'hommes de Lyon (bâtiment), élus respectivement par les Prud'hommes patrons et par les Prud'hommes ouvriers de ce Conseil. 2 Membres ouvriers }
VI	Métallurgie	8	3 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs patrons. 3 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs ouvriers. 1 Membre patron } de la 3^e catégorie du Conseil de Prud'hommes de Lyon (bâtiment), élus respectivement par les Prud'hommes patrons et par les Prud'hommes ouvriers de ce Conseil. 1 Membre ouvrier }
VII	Transport et manutention.	6	3 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs patrons. 3 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs ouvriers.
VIII	Industrie d'art, comprenant imprimerie, lithographie, typographie, cartonnage, reliure, papeterie, instruments de musique, photographie, etc. . .	6	3 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs patrons. 3 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs ouvriers.

Note 1. — Pour l'élection de ces deux membres, on devra procéder ainsi : Dans chacun des Conseils de Prud'hommes de Tarare, d'Amplepuis ou Thizy, le président recevra les bulletins de vote enfermés sous plis cachetés et les enverra sans ouvrir au préfet. Celui-ci centralisera les votes des Conseils de Prud'hommes, dressera procès-verbal des résultats de l'élection et en donnera immédiatement connaissance aux électeurs.

§ 4. CONSEIL DU TRAVAIL DE MARSEILLE

Ce Conseil s'étend sur l'arrondissement de Marseille, il est composé de six sections.

Sections	PROFESSIONS	Nombre des Membres	RÉPARTITION DES MEMBRES
I	Alimentation en gros, grande industrie mécanique de l'alimentation, industrie des corps gras et industries chimiques	6	2 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs patrons. 2 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs ouvriers. 1 Membre patron } de la 1 ^{re} catégorie du Conseil de Prud'hommes de 1 Membre ouvrier } Marseille, élus respectivement par les Prud'hommes patrons et par les Prud'hommes ouvriers de ce Conseil.
II	Petites industries et commerce de détail de l'alimentation	10	4 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs patrons. 4 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs ouvriers. 1 Membre patron } de la 1 ^{re} catégorie du Conseil de Prud'hommes de 1 Membre ouvrier } Marseille, élus respectivement par les Prud'hommes patrons et par les Prud'hommes ouvriers de ce Conseil.
III	Transports et manutention.	10	5 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs patrons. 5 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs ouvriers.
IV	Industries du bâtiment y compris industries des bois et du fer	10	4 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs patrons. 4 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs ouvriers. 1 Membre patron } de la 2 ^e ou de la 4 ^e catégorie des Conseils de Prud'hommes de Marseille, élus respectivement par 1 Membre ouvrier } les Prud'hommes patrons et par les Prud'hommes ouvriers de ce Conseil.
V	Industries textiles, du vêtement et similaires.	6	2 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs patrons. 2 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs ouvriers. 1 Membre patron } de la 3 ^e catégorie du Conseil de Prud'hommes de 1 Membre ouvrier } Marseille, élus respectivement par les Prud'hommes patrons et par les Prud'hommes ouvriers de ce Conseil.
VI	Industries relatives aux sciences et aux arts, bijoutiers, horlogers, instruments de précision, graveurs, dessinateurs, imprimeurs, lithographes, etc. . .	8	3 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs patrons. 3 Membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs ouvriers. 1 Membre patron } de la 2 ^e ou de la 5 ^e catégorie du Conseil de Prud'hommes de Marseille, élus respectivement par 1 Membre ouvrier } les Prud'hommes patrons et par les Prud'hommes ouvriers de ce Conseil.

§ 5. CONSEIL DU TRAVAIL DE DOUAI

Ce Conseil, institué par l'arrêté ministériel du 2 février 1901, a remplacé celui de Lens, qui avait été créé par l'arrêté du 17 octobre 1900. Ce Conseil du travail de Douai a été établi pour l'industrie houillère qui est fort importante en cette contrée : sa circonscription comprend les mines du bassin du Nord et du Pas-de-Calais.

Il se compose de deux sections :

La première section, dont le siège est à Lens, comprend les mines du bassin du Pas-de-Calais, c'est-à-dire les concessions houillères de l'arrondissement minéralogique d'Arras. Cette section est formée de 12 membres, à savoir :

6 membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs patrons ;

6 membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs ouvriers.

La deuxième section, dont le siège est à Denain, comprend les mines du bassin du Nord, c'est-à-dire les concessions houillères de l'arrondissement minéralogique de Douai. Cette section est formée de 12 membres, à savoir :

6 membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs patrons ;

6 membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs ouvriers.

Telle est l'organisation des Conseils du travail qui

ont été établis par M. Millerand, par les arrêtés du 17 octobre 1900 et des 2 et 3 janvier 1901 ; depuis cette époque aucune création nouvelle n'a pu avoir lieu à raison de l'opposition d'une fraction du Parlement.

SECTION II

Résultats des élections aux Conseils du travail de Paris

Les Conseils du travail de Paris sont les seuls qui ont fonctionné effectivement. Les élections, à ces Conseils, se firent en septembre 1901. M. Francis Charmes, dans son rapport sur le projet de loi Bérenger, nous donne le compte-rendu de ces élections : Sur 462 syndicats patronaux, 98 seulement ont pris part au vote, beaucoup plus des trois quarts se sont abstenus. Sur 467 syndicats ouvriers, 286 ont pris part au vote, ce qui n'est qu'un peu plus de la moitié.

Nous trouvons donc une différence notable avec la statistique ministérielle qui donnait la moyenne de 48 % pour les syndicats patronaux et 70 % pour les syndicats ouvriers. D'où vient cette différence ? Le rapporteur nous l'indique ; les statistiques ministérielles n'ont pas été établies d'après les syndicats qui ont voté, mais sur le coefficient électoral que le président du bureau leur applique, proportionnellement au nombre de leurs membres, mais qui nous dira s'ils ont pris part au scrutin ? D'après lui, la proportion des syndicats qui ont pris part au vote est donc

tout au plus de 21 % pour les patrons et de 58 % pour les ouvriers (1).

De plus, les résultats ne donnent pas une idée exacte de la proportion des votants dans chaque section ou dans chaque conseil, car il s'en faut de beaucoup qu'elle se répartisse à peu près également entre les divers Conseils. En effet, les syndicats de l'alimentation en détail qui renferment les professions suivantes : boucherie, charcuterie, abattoirs ; boulangerie, confiserie, pâtisserie ; commerce de l'alimentation (restaurants, hôtels, boissons, denrées alimentaires) ; ces syndicats, compris dans les trois premières sections du quatrième Conseil, ont à eux seuls 3.354 voix sur les 5.996 dont disposent 29 sections des cinq Conseils réunis. Nous ne parlons que des syndicats patronaux ; mais, dans les sections dont il s'agit, le nombre des patrons est très supérieur à celui des ouvriers, puisqu'aux 3.354 voix patronales ne correspondent que 450 voix ouvrières. L'alimentation en détail comprend donc 33.540 patrons qui n'emploient que 11.250 ouvriers ; trois patrons pour un ouvrier. L'accumulation des voix patronales dans ces 3 sections les raréfie beaucoup dans les 26 autres ; et si, par hypothèse, on les retranche du calcul général, la proportion entre les suffrages exprimés et les suffrages inscrits pour les

(1) Dans l'exposé qui va suivre, nous avons reproduit les indications et les chiffres contenus dans le rapport de M. Francis Charmes sur le projet de loi Béranger.

sections restantes, au lieu d'être de 21, tombe au-dessous de 15 %.

Le rapporteur signale aussi certaines observations faites par quelques groupes patronaux, notamment par l'Union des industries métallurgiques et minières. Certains syndicats patronaux ayant été portés comme inconnus sur les listes officielles, on ne leur a attribué qu'une voix : or, ces syndicats soi-disant inconnus figurent à l'*Annuaire des syndicats professionnels*, publié par le Ministre du Commerce. Ils sont au nombre de 62, et comprennent 5.584 membres, qui représentent 587 voix, c'est-à-dire environ 10 % de l'ensemble des voix inscrites. Si on leur restitue le nombre de voix qui doit leur revenir, la proportion de 48. % de suffrages exprimés par rapport aux suffrages inscrits tombe à 42. En outre, les directeurs que les patrons peuvent s'adjoindre, et désignés sous le nom d'assimilés dans le décret du 2 janvier 1901, n'ont pas pris part au scrutin : en supposant seulement qu'un patron se soit adjoint un assimilé, le nombre des voix inscrites aurait aussi doublé et la proportion des abstentions aurait été deux fois plus grande. L'union des industries métallurgiques et minières estime que celle des votants serait tombée à 9.67 % en se fondant sur les listes officielles et même à 7.17 % d'après les listes rectifiées, par l'attribution à tous les syndicats du nombre de voix qu'ils auraient dû avoir.

Le résultat de tant d'abstentions, c'est l'impossibilité de faire fonctionner certaines sections qui ne

sont pas constituées. Dans six sections, il n'y a pas eu un seul votant parmi les patrons; dans deux, il en a été de même parmi les ouvriers.

Une autre critique que le rapporteur adresse à l'institution actuelle des Conseils du travail, c'est que le nombre de ces conseils et des sections dans chaque conseil est trop restreint. Les résultats des scrutins communiqués par le Ministre du Commerce en fournissent la preuve.

Ainsi, dans le premier Conseil, nous trouvons :

Troisième section (charpente et menuiserie). Il y avait 15 syndicats patronaux et 21 syndicats ouvriers. Il ne s'est présenté pour les patrons qu'un emballleur et pour les ouvriers que 8 syndicats.

Septième section (couverture, plomberie, fumisterie). Sur 10 syndicats patronaux, aucun ne s'est présenté, et sur 11 syndicats ouvriers, 2 seulement ont voté.

Dans le deuxième Conseil :

Deuxième section (grosse industrie, mécanique et chaudronnerie). Sur 24 syndicats patronaux, un seulement a voté, et c'est celui de l'industrie des cycles. Il en résulte que les industries métallurgiques sont actuellement représentées par un placier en caoutchouc représentant une maison anglaise, un émailleur de tubes de bicyclettes, un fabricant de lanternes de bicyclettes, et un fabricant, toujours pour bicyclettes. Sur 28 syndicats ouvriers, 12 seulement ont pris part au scrutin.

Huitième section (industrie des instruments de

précision, de chirurgie, d'optique). Cette grande industrie n'est représentée pour les patrons que par le syndicat des machines à coudre et par celui des fabricants et des négociants en appareils photographiques.

Dans le troisième Conseil :

Troisième section (industrie des articles en cuir ou en peau, cordonnerie, sellerie et maroquinerie). Un seul syndicat patronal a représenté la maroquinerie et les articles de voyage, et sur 23 syndicats ouvriers, 11 seulement ont voté.

Dans le quatrième Conseil :

Première section (industries de la boucherie, de la triperie, de la charcuterie et des abattoirs). Sur 20 syndicats patronaux, 8 seulement se sont présentés.

Deuxième section (boulangerie, pâtisserie, confiserie). 6 seulement sont représentés sur 25.

Quatrième section (industries chimiques, gaz, teinturerie et blanchisserie). Sur 23 syndicats patronaux, 3 seulement ont voté, et il en résulte que la grande industrie du gaz, parmi les industries chimiques, est représentée par le syndicat des fabricants de savon, celui des fabricants des huiles et des graines oléagineuses, et enfin celui des blanchisseurs.

Dans le cinquième Conseil :

Troisième section (entreprises de transport et de manutention, chemins de fer non compris). Un seul syndicat patronal s'est présenté, et c'est celui des

vieux fers et métaux; sur 30 syndicats ouvriers, 8 seulement ont pris part au vote.

Quatrième section (banques et assurances). Sur 20 syndicats, les patrons sont représentés par 2 syndicats de compagnies d'assurances, et les ouvriers sur 16 syndicats sont représentés par 7.

Cinquième section (commerce des fils et tissus, nouveautés et divers). Sur 22 syndicats, les patrons sont représentés par 2, celui des bazars et celui des marchands de chiffons. Quant aux ouvriers, sur 17 syndicats, 8 seulement ont pris part au scrutin.

Ces exemples, ajoute M. Francis Charmes, prouvent bien que l'institution actuelle des Conseils du travail n'a pas inspiré plus de confiance aux ouvriers qu'aux patrons; le Congrès syndicaliste de Lyon, réuni au moment des élections à Paris, a lui-même rejeté l'institution par 279 suffrages (exprimés par mandats), contre 175, avec 18 bulletins blancs ».

SECTION III

Rôles joués par les Conseils du travail de Paris durant leur fonctionnement.

Les Conseils du travail de Paris, avons-nous dit plus haut, furent les seuls qui ont été constitués effectivement et qui aient fonctionné; les premières réunions des différentes sections eurent lieu dans le courant de janvier 1902. Chaque section s'est réunie environ une dizaine de fois durant l'année et à partir

de 1903, les réunions cessèrent bien que le mandat des délégués ait été de deux ans.

Quels rôles ont joué ces Conseils du travail de Paris, durant leur année de fonctionnement? C'est ce que nous allons essayer d'indiquer en nous appuyant sur les renseignements que MM. Murri, secrétaire des Conseils du travail de Paris, et Bonnel, président de la première section du troisième Conseil du travail, ont bien voulu nous fournir. Nous examinerons successivement dans deux paragraphes les rôles consultatif et délibératif que ces sections ont été appelées à jouer.

§ 1. — *Rôle consultatif.*

Les Conseils du travail de Paris furent invités en 1902, par le Ministre du Commerce, à donner leur avis et à collaborer à une enquête sur les conditions de l'apprentissage industriel en France. La Commission permanente du Conseil supérieur du travail, saisie en 1901 de la question de l'apprentissage, avait demandé que l'Office du travail fit une enquête générale sur les transformations de l'apprentissage industriel qu'a pu déterminer le développement du machinisme et de la division du travail et sur les conditions actuelles de formation des ouvriers. Cette Commission avait préparé à cet effet deux questionnaires, qui furent adressés au mois d'août 1901 aux Conseils de prud'hommes, aux Chambres de commerce et Chambres consultatives, aux Syndicats pa-

tronaux et Syndicats mixtes, aux Syndicats ouvriers et aux Associations ouvrières de production.

Les Conseils du travail furent donc aussi appelés à répondre aux deux questionnaires, bien que le Conseil supérieur du travail ait déjà statué, après examen des réponses faites, sur les questions posées.

Chaque section reçut les deux questionnaires : le premier s'appliquait à toutes les professions, il comprenait dix-neuf questions et était divisé en deux parties, l'une concernant l'état d'apprentissage, l'autre le contrat d'apprentissage. Il avait pour objet de faire connaître : l'état général actuel de l'apprentissage dans les professions de chaque section, les compléments d'instruction professionnelle qui paraîtraient nécessaires, les difficultés que peut susciter l'exécution des contrats d'apprentissage régis par la loi du 22 février 1851, les réformes que peut comporter cette loi en raison des modifications survenues depuis cinquante ans dans les conditions de l'industrie.

Le questionnaire n° 2 avait été préparé en vue d'une étude plus précise des professions où se concluent des contrats d'apprentissage. Il comprenait neuf questions ; chaque section devait fournir pour chacune des professions qu'elle représentait, un modèle du contrat écrit ou un exposé des conditions du contrat verbal ; elle devait aussi indiquer la durée de l'apprentissage et si le temps qui devait y être consacré était généralement employé à faire exécuter à l'apprenti des travaux nécessaires pour l'enseigne-

ment complet du métier, ou si on l'employait souvent à des besognes trop spéciales ou sans grande utilité pour lui.

Toutes ces questions furent étudiées et discutées dans les réunions des différentes sections, et les réponses furent adressées au Ministre du Commerce (1). Dans beaucoup de sections, des membres firent remarquer que ces questionnaires avaient été soumis à leurs syndicats, dès le mois d'août 1901, et que les réponses qui avaient été faites avaient déjà été examinées par le Conseil supérieur du travail et que, dès lors, un nouvel examen de la part des Conseils du travail n'offrait plus un grand intérêt. Aussi, dans certaines sections (telles la 5^e section du 1^{er} Conseil et la 1^{re} section du 3^e Conseil), on se contenta de lire dans les réunions les réponses des syndicats et de les discuter.

De cette première consultation des Conseils du travail, nous pouvons cependant conclure qu'elle a été assez heureuse, car presque toutes les sections ont apporté beaucoup de soin et de précision dans la rédaction de leurs réponses. Ce premier résultat permet d'espérer que dans l'avenir cette institution sera pour le gouvernement un corps consultatif très utile, lorsqu'il aura à faire des enquêtes de ce genre.

En 1902, on consulta les Conseils du travail au

(1) Pour plus de détails sur cette enquête, voir dans le *Compte rendu du Conseil supérieur du travail*, année 1902, les diverses réponses des Conseils du travail, pages 337 et suivantes.

sujet du chômage ; on demanda aux sections pour les professions qu'elles représentaient quelles étaient les mesures pratiques de nature à diminuer le chômage et à régulariser le travail au cours de l'année. Cette importante question fut l'objet de vives discussions au sein des sections, et il arriva dans beaucoup de cas que les membres patrons et les membres ouvriers ne purent s'entendre et ne donnèrent aucune solution (1).

§ 2. — *Rôle délibératif.*

Le Ministre de la Guerre, en 1902, demanda à la première section (industrie de la confection) du troisième Conseil, d'établir un bordereau pour fixer les salaires des ouvriers ou employés travaillant pour la confection des effets, entrant dans la composition de la nouvelle tenue des troupes montées de toutes armes.

Le Gouverneur militaire de Paris, sur la demande de la Chambre syndicale des fabricants d'équipement militaire de Paris, d'introduire de nouveaux tarifs de salaires à l'heure pour une certaine catégorie d'ouvriers, compris dans les bordereaux actuels sous la seule rubrique « Ouvrières », invita de son côté la même section à dresser ce tableau des tarifs.

(1) Ces renseignements nous ont été fournis par M. Bonnel, président de la 1^{re} section du 3^e Conseil du travail de Paris, et par M. Murri, ancien secrétaire des Conseils du travail.

M. Bonnel, président de la première section du troisième Conseil, à qui nous nous sommes adressés pour avoir certains renseignements à ce sujet, nous a dit qu'il avait été très difficile d'établir ces bordereaux et qu'il y avait eu de très longues discussions.

Il a fallu faire aussi une enquête, tant chez les adjudicataires que chez les entrepreneurs et ouvriers de la confection militaire. M. Bonnel, personnellement, a fait de nombreuses démarches auprès des patrons pour les prier de venir, à titre consultatif, donner leurs avis sur les bordereaux demandés par M. le Ministre de la Guerre et par le Gouverneur militaire de Paris, ils s'y sont constamment refusés, prétextant que l'institution de ces Conseils du travail, organisés par un décret, était illégale.

Quant à leur rôle de conciliateurs ou d'arbitres dans les conflits relatifs au travail, les Conseils du travail n'ont pas été appelés à le jouer durant leur année de fonctionnement.

CONCLUSION

§ 1. — *Nécessité d'opérer un rapprochement entre patrons et ouvriers. Comités du travail des Chemins de fer de l'Etat.*

Nous avons vu, au cours de cette étude rapide sur les Conseils du travail, que cette institution a soulevé dès son apparition de nombreuses protestations, aussi bien de la part des patrons que de celle des ouvriers. Mais nous avons aussi indiqué que le principe et l'utilité de ces Conseils n'ont pas été contestés, que tout le monde aujourd'hui se rend compte de l'importance acquise par les relations particulières entre patrons et ouvriers et du besoin de les réglementer.

Cette nécessité d'étudier les conditions du travail, de connaître l'opinion des travailleurs et d'opérer un rapprochement entre patrons et ouvriers, a amené les pouvoirs publics à créer des organes régulièrement constitués, ayant compétence et autorité pour formuler leurs avis et leurs vœux.

Les Conseils du travail, avons-nous dit, ont été les premiers organes de ce genre qui aient été établis en France; depuis, l'exemple de M. Millerand

a été suivi, une institution analogue à ces Conseils a été créée par M. Baudin, Ministre des Travaux Publics. Ce sont les Comités du travail sur le réseau des Chemins de Fer de l'Etat, institués par un arrêté en date du 13 février 1901 (1), et dont nous ne pouvons parler sans nous étendre quelque peu sur leur organisation et sur leur fonctionnement.

En instituant ces Comités, l'auteur de l'arrêté a voulu que les agents du réseau de l'Etat soient appelés à nommer des délégués qui puissent, dans des comités spéciaux, se rencontrer avec leurs supérieurs hiérarchiques, non seulement « pour veiller à l'exécution des lois et règlements intéressant le travail dans les Chemins de fer », mais aussi « pour délibérer sur toutes les affaires ressortissant à la législation générale du travail ».

L'arrêté du 13 février 1901 institue sur le réseau des Chemins de fer de l'Etat un Comité du travail des chemins de fer, pour chacun des arrondissements d'exploitation du réseau. Les Comités siègent à Tours, à Nantes et à Saintes.

La mission de ces Comités est « de veiller à l'exécution des lois, arrêtés, décrets ministériels et règlements concernant les heures de travail et de repos des mécaniciens et chauffeurs, des agents des trains, des agents des gares, stations et haltes, dont le service peut intéresser la sécurité des trains et

(1) Arrêté du 13 février 1901, créant des Comités du travail sur le réseau des chemins de fer de l'Etat. *Journal Officiel* du 14 février 1901, page 1109.

des manœuvres, ainsi que des agents et ouvriers de la voie, des ateliers, des établissements relevant du service des approvisionnements généraux, et, généralement de veiller à l'application de toutes les dispositions législatives et réglementaires concernant le travail ».

Chaque Comité a comme président : l'ingénieur en chef du service de l'inspection générale; les autres membres sont :

Les contrôleurs du travail du réseau, avec voix délibérative pour les questions concernant leur subdivision ;

L'inspecteur principal de l'exploitation des Chemins de fer de l'Etat ;

L'ingénieur de la voie et des bâtiments ;

Le chef de traction ;

L'ingénieur des ateliers ;

Le garde-magasin du service des approvisionnements généraux ;

Le chef de la division du personnel de la direction ;

Un agent des trains de l'arrondissement ;

Un agent des gares, stations et haltes de l'arrondissement ;

Un agent ou un ouvrier du service des voies et des bâtiments de l'arrondissement ;

Un agent ou un ouvrier des dépôts et réserves de l'arrondissement ;

Un agent ou un ouvrier des ateliers et postes de visite de l'arrondissement ;

Un agent ou un ouvrier du service des approvisionnements généraux.

Les délégués des agents et ouvriers sont élus pour trois ans par les agents et ouvriers de la catégorie à laquelle ils appartiennent dans l'arrondissement, et en fonction au moins six mois au jour de l'élection.

Lors de l'élection de chacun de ces délégués, on procède à l'électorat d'un délégué suppléant.

En cas d'empêchement de l'inspecteur principal, de l'ingénieur de la voie, du chef de traction, de l'ingénieur des ateliers, du chef de la division du personnel et du garde-magasin, ils sont remplacés par leur adjoint ou par le fonctionnaire ou l'agent désigné pour les suppléer dans leur service; quant aux délégués, ils sont remplacés par leurs suppléants.

Lorsqu'un membre du Comité n'appartient plus pour une cause quelconque au réseau, il cesse de plein droit de faire partie du Comité. En cas de vacance parmi les délégués dans l'année, il n'est pourvu au remplacement qu'à l'époque du renouvellement.

Chaque Comité se réunit sur convocation de son président une fois au moins par semestre, à moins qu'une décision ministérielle n'en décide autrement.

Les délibérations du Comité sont adressées au Ministre des Travaux publics et au Directeur des Chemins de fer de l'Etat, dans les trois jours qui suivent la réunion du Comité.

La Compagnie des Chemins de fer du Midi, imitant l'exemple de l'Etat, a pris elle aussi en 1901

l'initiative de créer une institution analogue, afin de faciliter les rapprochements entre employeurs et employés, et de pouvoir trancher d'une manière pacifique les conflits qui peuvent s'élever.

§ 2. — *Etat actuel des Conseils du travail. Nécessité de modifier ces Conseils.*

Ces Comités du travail, dont nous venons d'indiquer brièvement l'organisation, fonctionnent régulièrement depuis qu'ils ont été créés, mais malheureusement il n'en est pas de même de nos Conseils du travail, qui n'ont été convoqués que durant l'année 1902, bien que les mandats des délégués aient été de deux ans. A l'heure actuelle, ces conseils n'existent plus que sur le papier, car on n'a pas procédé au renouvellement de leurs membres.

Ce regrettable état de chose n'a que trop duré, surtout en présence de l'antagonisme qui s'accroît de plus en plus entre patrons et ouvriers. Aucun obstacle n'empêche les Conseils du travail de fonctionner librement, surtout depuis qu'un arrêt du Conseil d'Etat les a mis à l'abri de toute action juridique. Dès lors, pourquoi les pouvoirs publics n'appliquent-ils pas les décrets Millerand?

Sans doute, le peu de succès qu'ont eu ces Conseils, aussi bien auprès des ouvriers qu'auprès des patrons, les fait hésiter à mettre de nouveau en pratique cette institution, avant qu'elle n'ait subi de sérieuses modifications. A notre avis le moment est

propice, pour que le législateur intervienne et établisse les Conseils du travail par un texte législatif, comme en Belgique et en Hollande. Sans doute, le décret qui a créé ces Conseils n'est pas illégal, comme nous l'avons soutenu au cours de cette étude et comme l'a établi l'arrêt du Conseil d'Etat; mais une loi nous paraît préférable, car elle aurait l'avantage de donner plus d'autorité à cette institution et permettrait d'apporter quelques amendements qui sont nécessaires pour le bon fonctionnement et la réussite de ces Conseils.

Une des premières modifications que devrait apporter cette loi, ce serait de donner aux Conseils du travail une autre base d'élection. N'étant que les élus des syndiqués, ces Conseils ne sont, comme l'a fait justement remarquer M. Francis Charmes (1), que « des Conseils de syndicats, et l'institution nouvelle, sous une appellation différente, n'est que le reflet, la doublure d'une autre ». Ce jugement a été confirmé par la pratique; nous avons vu en effet, lorsque nous avons étudié le rôle consultatif que les Conseils du travail de Paris ont joué durant leur fonctionnement, que plusieurs sections appelées à collaborer à une enquête sur l'apprentissage, s'étaient contentées de discuter dans leurs réunions, les réponses qui avaient déjà été faites par leurs syndicats respectifs.

Cette nouvelle institution doit donc être autre

(1) Rapport Francis Charmes, déjà cité.

chose que la doublure des syndicats, et pour cela il faut qu'elle prenne sa source en dehors d'eux : elle doit être la représentation fidèle du monde des travailleurs et, syndiqués ou non, tous doivent participer à la composition des Conseils du travail. Alors seulement, les délégués des patrons et des ouvriers auront l'autorité nécessaire pour faire entendre avec fruit leurs revendications auprès des pouvoirs publics.

M. Millerand, en établissant le mode actuel d'élection, a voulu, dans un but très louable, encourager les syndicats et favoriser leur développement. Mais, en présence des nombreuses abstentions des syndicats lors des élections de Paris de septembre 1900, il semble que le but de l'auteur des décrets n'ait pas été atteint. Nous avons vu en effet que, sur 462 syndicats patronaux, 98 seulement ont pris part au vote, et que sur 467 syndicats ouvriers, 286 seulement y ont pris part. Pourquoi, dès lors, conférer aux syndicats seuls des droits électoraux relativement importants, puisqu'ils n'en usent pas ?

M. Millerand a dû lui-même s'en rendre compte, aussi proposa-t-il au cours de la discussion du projet Bérenger devant le Sénat, plusieurs solutions transactionnelles, que nous avons indiquées au cours de cette étude, et qui permettent d'admettre au vote les non-syndiqués, tout en conservant à la loi le caractère d'un encouragement à se syndiquer. Ces solutions, qui accordent aux syndicats seuls le droit exceptionnel à un double vote, ne nous satisfont

pas ; aussi préférons-nous un système plus simple, plus conforme aux principes fondamentaux de notre droit public.

Nous pensons, avec M. Francis Charmes, qu'il serait préférable d'accorder le droit de vote à tous les ouvriers et patrons inscrits sur la liste électorale politique. Ne seraient exclus que les étrangers, les mineurs des deux sexes, ceux qui ont perdu par indignité ou incapacité l'exercice de certains droits. L'exercice de la profession serait exigé pendant deux ans pour qu'un ouvrier ou un contre-maitre puisse prendre part au vote. Pour être éligible, il ne suffirait que d'être âgé de 25 ans accomplis. Lorsque les femmes rempliraient les conditions exigées pour les hommes, elles seraient admises à l'électorat et à l'éligibilité.

Ce mode d'élection aurait l'avantage de se rapprocher le plus de notre suffrage universel, tout en assurant certaines garanties au point de vue de l'exercice de la profession.

Quant aux attributions accordées aux Conseils du travail par le décret du 17 septembre 1900, elles nous paraissent suffisantes. Nous ne partageons pas l'opinion de M. Bérenger, qui ne veut faire de ces Conseils que des corps consultatifs, chargés simplement de donner des avis, de répondre aux demandes d'enquêtes.

Ce rôle nous paraît beaucoup trop restreint, les Conseils du travail sont appelés à rendre de plus grands services. Pourquoi leur refuser le droit de

servir de conciliateurs et d'arbitres? Cette institution nous paraît capable de remédier à certains inconvénients de la loi de 1892.

Par leur permanence et leur périodicité, ces Conseils du travail permettent aux patrons et aux ouvriers de se connaître, de s'apprécier; ceux-ci savent que ces Conseils sont là prêts à remplir leurs fonctions d'apaisement, à aborder avec calme et avec impartialité l'étude du conflit. Etant nommés avant le conflit, ces Conseils seront bien choisis, la sagesse réglera les débats, ils repousseront les revendications injustes. Les Conseils de conciliation et d'arbitrage, tels qu'ils sont établis par la loi de 1892 ne sont nommés au contraire, du côté des ouvriers comme du côté des patrons, que quand le différend s'est manifesté, alors que les deux parties sont aussi violentes dans l'attaque que dans la défense, alors que les meneurs ont toutes les chances pour obtenir les voix des combattants, et les membres de la conciliation se trouvent être les agitateurs. Là où il faudrait toujours l'impartialité, la modération, le bon sens, la sagesse, on a la passion qui seule détruit, quand elle existe, les qualités du juge.

Sans instituer l'arbitrage obligatoire, qui, à notre avis, porterait injustement atteinte à la liberté du travail et à l'autorité patronale, qui aggraverait encore la lutte des classes et serait une menace pour la propriété industrielle du pays, le législateur a une belle tâche sociale à remplir en matière de conciliation.

Sûr de ne porter en rien atteinte à la liberté des parties, puisque la tentative de conciliation ne peut aboutir qu'à une décision dont elles discutent et fixent elles-mêmes les conditions, assimilant la famille individuelle à la famille civile, où la loi s'efforce de retarder les séparations les plus justifiées, le législateur pourrait imposer, comme cela a déjà été tant de fois proposé en France, le recours obligatoire accidentel à la conciliation. Et par conciliation, nous entendons ici le moyen de rapprocher employeurs et employés, de dissiper les malentendus par la discussion, de faire apprécier par chacune des parties les motifs qui dictent la conduite de l'autre, et non de trancher les points en litige par une sentence obligatoire pour les deux parties.

Les Conseils du travail seraient tout naturellement désignés pour remplir l'office de tribunal de conciliation. Ils pourraient aussi servir d'arbitres dans les conflits lorsque la conciliation aurait échoué, mais sous l'expresse réserve que les parties aient sollicité de leur plein gré leur concours. Nous n'admettons pas que ces Conseils deviennent un tribunal arbitral obligatoire, comme M. Millerand le demande dans son projet de loi sur le règlement amiable des conflits. Patrons et ouvriers doivent rester libres de recourir aux bons offices de ces Conseils en matière d'arbitrage : il faut que ce soit la confiance seule dans l'impartialité et la sagesse de ces Conseils qui les décident à demander leur concours pour trancher les différends.

Mais, pour que les Conseils du travail acquièrent la confiance des patrons et des ouvriers, il faut d'abord que leurs membres soient les représentants de tous les travailleurs, comme nous l'avons dit plus haut. Il faut en outre que, dans chaque Conseil, les sections ne comprennent pas un trop grand nombre d'industries différentes, car les rapports intimes, familiers, ne peuvent s'établir qu'entre membres d'une même profession ou de professions similaires. Chaque Conseil doit comprendre un grand nombre de sections où toutes les professions d'une région puissent avoir leurs représentants. L'essentiel en cette matière est que, suivant le proverbe anglais, « les affaires des horlogers ne soient pas arrangées par des maçons ». L'idéal auquel il faut tendre, c'est qu'il y ait dans chaque Conseil une section pour chaque spécialité d'industrie. « C'est là, écrit M. Payen (1), que nous paraît être l'idéal vers lequel il faut tendre. Conseils d'usine, chambres d'explication, comités de conciliation, peu importe le nom qu'on leur donne et la forme qu'ils prennent pourvu que, fonctionnant sans bruit, au sein même de l'usine ou tout près d'elle dans le calme de la vie normale, ils mettent en contact constant, et sur un pied très voisin de l'égalité, les patrons et les ouvriers.

« Toute loi du genre de celle que nous étudions doit le plus possible se rapprocher de cet idéal et

(1) Fernand Payen, *op. cit.*, page 115.

elle sera d'autant meilleure qu'elle s'en rapprochera davantage ».

Telles sont les modifications qui doivent, selon nous, être apportées à l'institution des Conseils du travail, pour que leur œuvre soit véritablement féconde.

Qu'il nous soit donc permis d'exprimer ici le vœu que le législateur intervienne pour accomplir cette réforme le plus promptement possible. Qu'il établisse, sur une base nouvelle, des Conseils où patrons et ouvriers de nos principales régions industrielles, placés les uns en face des autres, sur le pied de l'égalité, pourront compléter leur éducation réciproque, apprendre à se connaître et à s'apprécier, et s'exercer à régler leurs différends par l'examen des faits et par la détermination raisonnée de leurs intérêts communs, au lieu de se combattre par des coalitions et des grèves qui nèn sont que les moyens brutaux de la force et l'anarchie du monde économique.

VU :

M. VIGNES

VU :

*Le Doyen de la Faculté de Droit
de l'Université de Dijon,*

E. BAILLY

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Dijon, le 17 mai 1905.

Le Recteur,

E. BOIRAC

Table des Matières

BIBLIOGRAPHIE	3
INTRODUCTION	7

CHAPITRE PREMIER

Les Origines	19
------------------------	----

CHAPITRE II

Institutions analogues aux Conseils du travail français à l'étranger	37
§ 1. Conseils de l'industrie et du travail en Belgique . .	38
§ 2. Chambres du travail hollandaises	46
§ 3. Commissions composées d'associations de patrons et d'associations d'ouvriers du canton de Genève. — Chambres du travail du canton de Zurich . . .	50
§ 4. Chambres du travail italiennes	53

CHAPITRE III

Organisation et fonctionnement des Conseils du travail . .	55
SECTION I. — Par qui et comment sont créés les Conseils du travail. Leur organisation territoriale et leur subdivision professionnelle	55
SECTION II. — Eligibilité et électorat aux Conseils du travail.	57
SECTION III. — Procédure de l'élection.	62
SECTION IV. — Réglementation intérieure des Conseils du travail	68

CHAPITRE IV

Attributions des Conseils du travail	71
SECTION I. — Attributions consultatives	71
SECTION II. — Attributions délibératives	74
SECTION III. — Attributions arbitrales.	77

CHAPITRE V

Critiques adressées à la légalité et à l'organisation des Con- seils du Travail. Projet Béranger.	83
SECTION I. — Critiques adressées à la légalité des décrets du 17 septembre 1900 et du 2 janvier 1901	84
SECTION II. — Critiques relatives à l'organisation des Conseils du travail.	99
SECTION III. — Projet de loi Béranger sur les Conseils consultatifs du travail.	112

CHAPITRE VI

Résultats pratiques de l'application des décrets Millerand. . .	127
SECTION I. — Comment sont établis les Conseils du travail.	128
§ 1. A Paris.	129
§ 2. A Lille	134
§ 3. A Lyon	135
§ 4. A Marseille	136
§ 5. A Douai	137
SECTION II. — Résultats des élections aux Conseils du travail de Paris	138
SECTION III. — Rôles joués par les Conseils du travail de Paris durant leur fonctionnement.	143
§ 1. Rôle consultatif	144

CONCLUSION

§ 1. Nécessité d'opérer un rapprochement entre patrons et ouvriers. Comité du travail des Chemins de fer de l'Etat.	149
§ 2. Etat actuel des Conseils du travail. Nécessité de modi- fier ces Conseils	153

